AUX ÉTATS-UNIS

L'appel de Washington invalide les surtaxes à l'importation des produits pétroliers

Le problème des fonds

Nouvelle chute de la livre



TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9506 — 18 PAGES — JEUDI 14 AOUT 1975



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 15

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

Le comportement des Soviétiques au Spitzberg suscite des inquiétudes à Oslo

LIRE PAGE 4

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La dernière chance de M. Ian Smith

Avant le 25 août s'ouvrira à Victoria-Falls, sur un pont reliant les rives rhodésienne et zambienne du Zambèze, une conférence constitutionnelle chargée de déterminer les conditions dans lesquelles les Noirs, qui forment l'écrasante majorité de la population, accéderont au pouvoir en Rhodésie. Attendue depuis longtemps, prévue par l'accord passé à Lusaka entre M. Ian Smith, premier ministre, et les dirigeants nationalistes en décembre dernier, la tenue de cette conférence avait été retardée par la volonté de M. Smith de la voir se dérouler en territoire rhodésien.

Sur l'insistance de M. Vorster, chef du gouvernement sud-africain, M. Smith a finalement accepté le choix d'un lieu « neutre » à mi-fleuve, qui, de l'île des faisans au Niémen, ne manque pas de précédents historiques. Cette concession obtenue par Pretoria confirme le propos tenu, il y a quelques mois, par l'évêque Muzorewa, qui dirigea les négociations du côté nationaliste et pour qui l'Afrique du Sud représente la « véritable source du pouvoir » en Rhodésie.

Tout en se prêtant à ces conversations, M. Smith et son équipe ne semblent pas avoir fondamentalement modifié leur attitude à l'égard de leurs adversaires. L'évolution des mentalités qui se fait jour en Afrique du Sud n'est aucunement perceptible en Rhodésie. Les dirigeants de Salisbury n'ont jamais dit qu'ils étaient disposés à confier, même progressivement ou localement, le pouvoir à la majorité noire. Ils se contentent de laisser entendre qu'ils pourraient accepter une certaine forme de participation au pouvoir. C'est contraints et forcés qu'ils viennent s'asseoir à la table des négociations.

L'économie rhodésienne est tenue à bout de bras par l'Afrique du Sud. Depuis l'accession du Mozambique à l'indépendance, l'ancienne colonie britannique est presque entièrement encerclée par des pays hostiles, qui apportent leur soutien moral et matériel aux nationalistes. Dans ces conditions, on comprend que M. Smith choisisse de s'incliner devant les demandes de M. Vorster, pour qui la solution du problème rhodésien constitue le test majeur de sa politique de détente en Afrique australe.

Toutefois, le premier ministre sud-africain ne peut, vis-à-vis de son opinion publique, « lâcher » d'un seul coup la Rhodésie pour gagner — à supposer qu'il y parvienne jamais — la sympathie de l'ensemble de l'Afrique noire. Il est essentiel, à ses yeux, d'éviter l'échec de cette conférence, qui serait irrémédiable et provoquerait sans doute un conflit ouvert entre la Rhodésie et ses voisins. M. Smith, en brandissant la menace d'une rupture unilatérale des négociations, dispose donc d'un moyen de résister aux pressions de M. Vorster.

De leur côté, les voisins de la Rhodésie — Botswana, Zambie, Mozambique et Tanzanie — invitent les nationalistes à la prudence. Ils ne souhaitent pas avoir à s'engager dans une guerre qui représenterait pour eux une charge économique difficile à supporter. Ils craignent aussi que le développement d'un conflit armé n'aboutisse à plus ou moins brève échéance à une situation semblable à celle que connaît actuellement l'Angola, puisque aussi bien les nationalistes rhodésiens étant profondément divisés. Les deux parties ont donc intérêt à conclure un accord et se préparent à une longue et complexe négociation par étapes.

Le communiqué publié simultanément à Salisbury et à Lusaka indique qu'une première série de réunions aura pour objet de « donner aux parties » la faculté d'exprimer publiquement leur désir sincère de parvenir à un règlement acceptable ». Après quoi la conférence se séparera, pour laisser la place à des commissions qui établiront, en territoire rhodésien, un projet de règlement. Celui-ci sera soumis à une nouvelle conférence, qui décidera en dernier ressort. Le moins qu'on puisse dire est que la tâche ne sera pas facile.

La détérioration de la situation au Portugal et ses prolongements internationaux

LISBONNE : les pressions s'accentuent sur le gouvernement Gonçalves

Le Copcon préconise une « troisième voie »

Les neuf membres du Conseil de la révolution exclus de cet organisme par le triumvirat et regroupés derrière le major Melo Antunes, ancien ministre des affaires étrangères, paraissent résolus à obtenir la démission du général Vasco Gonçalves, premier ministre, avant la fin de cette semaine. Le capitaine Vasco Lourenço, ex-porte-parole du Conseil de la révolution, a remis un message impératif en ce sens au président de la République, le 12 août dans la soirée. La presse portugaise de ce mercredi 13 ne fait pas état de cette initiative. Mais on a appris de bonne source que le Conseil de la révolution, réduit à dix-huit membres, s'était réuni au palais de Belem.

De son côté, le parti socialiste, soutenu par le parti populaire démocratique (P.P.D., centre gauche), poursuit une vive offensive parallèle contre le premier ministre et contre le parti communiste. Approuvant le document Melo Antunes de la semaine dernière, qui condamne le « *communisme de type est-européen* » et la « *formule social-démocrate occidentale* », le P.S.P. a rejeté mardi les offres de dialogue du P.C.P. Il organise jeudi soir à Lisbonne une grande manifestation. Les socialistes réclameront « *la démission immédiate du gouvernement Gonçalves et la formation d'un gouvernement d'unité et de salut national* ». Le même soir, le parti communiste tiendra au Palais des sports de la capitale un meeting d' « *unité antifasciste contre la réaction* ».

A Evora, dans l'Alentejo, socialistes et communistes ont déjà organisé mardi soir des meetings parallèles. Aucun incident n'a eu lieu, chaque parti ayant gardé le contrôle de ses militants.

Le document Melo Antunes continue de circuler dans les casernes et il semble qu'il recueille de nombreuses adhésions. La plupart des unités consultées se seraient prononcées en faveur de la thèse défendue par des officiers qui réclament le départ du premier ministre et l'application d'un « plan national » permettant l'instauration d'un « socialisme à la portugaise ». Mise en cause par les amis du major Melo Antunes, la 5e division de l'état-major, dont les officiers sont très proches du parti communiste, a réclamé mardi soir une enquête sur le « *rôle joué par le capitaine Vasco Lourenço dans les manœuvres politiques dirigées par le parti socialiste contre le premier ministre* ».

Le capitaine Vasco Lourenço avait présenté lors de la dernière assemblée des délégués de l'armée de terre une motion approuvée par une certain nombre d'officiers réunis à Nafra, demandant « *la restructuration de la 5e division* ».

La 5e division estime que « *les objectifs de la motion de Mafra, rédigée à l'initiative du capitaine Vasco Lourenço, correspondent à ceux avancés par le secrétaire général du parti socialiste, et visent objectivement à créer le divisionnisme au sein des forces armées et à détruire le M.F.A. de l'intérieur* ».

(Lire la suite page 2.)

En Angola

LE M.P.L.A. POURRAIT PROCLAMER L'INDÉPENDANCE DU TERRITOIRE

(Lire page 18.)

TIMOR : la tension s'aggrave

Un communiqué de la présidence de la République portugaise, publié le mardi 12 août, annonce que la situation est très tendue à Dili, capitale du territoire de Timor, après l'ultimatum adressé aux autorités de Lisbonne par les dirigeants de l'U.D.T. (Union démocratique de Timor), exigeant l'indépendance immédiate de la colonie et l'arrestation des membres du FRETILIN (Front *révolutionnaire démocratique* pour l'indépendance de Timor). Les familles des militaires portugais en garnison dans l'île ont été évacuées vers Darwin, en Australie. Selon le communiqué de Lisbonne, les troupes portugaises patrouillent dans les rues de Dili.

Un autre communiqué, publié à Macao au nom des autorités portugaises de Timor, indique que les troupes portugaises n'ont pas l'intention d'ouvrir le feu sur le peuple timorais, et que le gouvernement « *est toujours disposé à engager un dialogue avec l'U.D.T.* ». Le même communiqué donne la version suivante des événements de dimanche soir (*le Monde* du 12 août) : « *Dans la nuit du 10 au 11 août, l'U.D.T., l'un des partis politiques de Timor, a attaqué la police et emporté des armes après s'être emparé du chef de la police, et s'est assuré le contrôle de plusieurs importants secteurs de la ville.* »

Selon une journaliste australienne, Mlle Elizabeth Doyle, arrivée mardi à Canberra, venant de Timor, l'U.D.T. a pris le contrôle de la station de radio locale, de l'aéroport et du siège de la police.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 2.)

PARIS : P.S. et P.C. s'opposent sur les raisons de la crise

Les délégués des partis signataires du programme commun (P.C., P.S., radicaux de gauche) se sont rencontrés mercredi matin. Chacune des délégations a exposé son analyse de la situation au Portugal, et celle du P.S. a produit une lettre de M. Mitterrand qui confirme les divergences d'appréciation entre les socialistes et les communistes français. M. Mitterrand souligne notamment les erreurs des communistes portugais et les atteintes qu'ils ont portées à la démocratie dans ce pays.

Les perturbations de la politique portugaise ont sur la gauche française l'influence de l'anticyclone des Açores sur le climat d'Europe occidentale : elles font la pluie et le beau temps. Actuellement, du point de vue politique, ce qui vient du Portugal est plutôt porteur d'orage. Le calme aoûtien des permanences de partis en a été troublé. Sitôt connu l'appel du P.C.F. contre la violence anticommuniste au Portugal il a fallu se réveiller. La C.G.T. a promptement enchaîné avec un appel pour la liberté des travailleurs et du peuple portugais. Le Mouvement de la jeunesse communiste a suivi. Une pétition « *contre la menace fasciste* » était lancée, et, mercredi, *l'Humanité* publiait la liste des cent premiers signataires. Une rencontre entre les représentants du P.C.F. et du P.S.U. devançait mardi celle qui devait avoir lieu le lendemain entre les délégués des partis du programme commun.

Ce branle-bas de combat a fait comprendre aux socialistes et aux radicaux que les communistes se lançaient dans une grande affaire, dans les conditions qu'ils préfèrent : *en prenant l'initiative sur* un thème d'action propre à émouvoir et à mobiliser les masses. C'est bien ce qui a commencé à se produire. La C.F.D.T., qui n'a pas toujours été d'accord avec les communistes portugais, dénonce très vivement les violences qui leur sont faites. Dans un communiqué très nuancé, *la Croix* désapprouve les déclarations de Mgr Da Silva, évêque de Braga, et souscrit à l'appel lancé par le P.C.F. aux chrétiens qui n'acceptent pas que la haine soit prêchée au nom de leur religion. La campagne est déjà lancée au niveau des fédérations départementales et les responsables locaux du P.S. téléphonent au siège pour demander ce qu'il *faut faire*.

Que fallait-il faire ? C'est précisément la question que se sont posée les deux permanents, MM. Jean Poperen et Louis Mermaz, pendant toute la journée de mardi. Ils se sont maintenus en liaison avec M. François Mitterrand, qui séjourne dans les Landes, et ont pris contact avec d'autres responsables du parti, avec les permanents du mouvement des radicaux de gauche, avec les dirigeants de la C.F.D.T., avec, enfin, des personnalités portugaises, notamment (par téléphone) avec M. Mario Soares.

L'ensemble des informations et réactions rassemblées n'a fait que souligner la difficulté du problème posé par l'initiative communiste. Les uns y voyaient surtout une manœuvre, voire, selon M. Soares, de la pure intoxication, alors que d'autres, les dirigeants de la C.F.D.T. en particulier, s'inquiétaient du sort fait aux communistes portugais. Les responsables socialistes devaient tenir compte de ces deux données sans renier leurs prises de position antérieures. Aussi en réplique au texte — inspiré de la déclaration publiée deux jours avant par le bureau politique du P.C.F. — que M. Roland Leroy et Mme Mireille Bertrand leur ont proposé comme base de discussion, les délégués socialistes, MM. Poperen et Mermaz, ont donné connaissance d'une lettre de M. François Mitterrand qui devait être rendue publique peu après. Les radicaux de gauche avaient déjà rappelé leur inquiétude devant l'évolution de la situation au Portugal et leur espoir de voir s'instaurer dans ce pays une véritable démocratie respectueuse du suffrage universel, de la liberté d'expression et du pluralisme politique.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 3.)

QUELQUES JOURS APRÈS HIROSHIMA

Il y a trente ans, le Japon capitulait

par ROBERT GUILLAIN

Quand l'Allemagne nazie capitula au début de mai 1945, la guerre mondiale paraissait encore loin de sa fin : elle continuait à sévir dans l'hémisphère asiatique. Les Etats-Unis, à peu près seuls à mener la guerre du Pacifique, avaient encore devant eux une tâche formidable : achever d'abattre le Japon en y débarquant et en y battant les forces qui attendaient ce débarquement.

On sait aujourd'hui comment et quand « normalement » la guerre japonaise aurait dû se terminer. Le commandement américain calculait qu'il avait encore devant lui une force redoutable : deux millions et demi de troupes fraîches, qui n'avaient pas encore combattu. Certes, l'issue de la lutte ne faisait aucun doute. La première vague américaine serait forte de huit cent mille assaillants. Elle s'appuierait sur une armée comptant au total sept millions d'hommes, disaient les chiffres officiels. L'Amérique jetterait dans la bataille une magnifique aviation de onze mille appareils, et une flotte d'une puissance jamais vue, comprenant, entre autres, vingt porte-avions géants, vingt-trois cuirassés et deux cent cinquante sous-marins.

Mais battre les restes de l'armée impériale n'irait pas sans peine ni délai, calculaient les états-majors. L'infanterie, qui attendait à terre les envahisseurs, était animée de la même résolution suicidaire que les *kamikaze*, précédemment sacrifiés au-dessus des flots. Frapper directement le Japon au cœur paraissait une tâche impossible. Les plans d'opérations prévoyaient une stratégie plus prudente, qui procéderait en deux grandes phases : d'abord un débarquement tout au sud du Japon, dans l'île de Kyushu, où l'on installerait une puissante tête de pont : puis, plusieurs mois après, un débarquement sur les plages proches de Tokyo et, alors seulement, une attaque frontale et finale. Calendrier de ces opérations : la première à l'automne de 1945, la seconde au printemps de 1946. On n'en finirait pas avant l'été de cette année-là.

Les généraux américains auraient été stupéfaits si on leur avait parlé d'une capitulation japonaise en août 1945. Pour eux, on avait encore devant soi, au moment de la capitulation allemande, plus d'un an de guerre *encore, et d'une guerre qui* s'annonçait coûteuse pour les conquérants américains. Sans parler des pertes japonaises à prévoir, en particulier dans la *population civile. Il fallait* s'attendre, en effet, à ce que celle-ci fût mêlée de près au combat, ou même à la voir participer activement à la bataille par une guérilla urbaine et rurale qui pourrait être redoutable.

A Moscou on faisait les mêmes calculs.

Qu'en était-il à Tokyo ? Derrière une unanimité de façade pour la défense du « sol sacré », qui jamais dans l'histoire n'avait connu la souillure d'une invasion étrangère, les dirigeants nippons étaient, en réalité, divisés en deux clans, celui de la paix et celui de la résistance jusqu'au bout. La réalité que l'on cachait au peuple, mais que les gouvernants connaissaient, était que le Japon se trouvait déjà complètement battu, plus battu en fait que ne le soupçonnaient même les Alliés. Depuis la fin de l'hiver, ses grandes villes — construites en bois ! — brûlaient l'une après l'autre sous les effrayants raids incendiaires menés par les bombardiers venant du Pacifique sud. Cela, le *peuple le savait, mais* on avait réussi à lui cacher une terrible catastrophe : la flotte impériale *n'existait plus après les grandes* batailles aéronavales il n'en restait littéralement plus rien. L'aviation n'avait plus assez d'essence. L'industrie, et spécialement les usines de guerre, connaissaient une chute désastreuse de la production. *La crise de l'alimentation* était entrée dans une phase aiguë et les Japonais commençaient à mourir de faim.

L'empereur recherche la paix

Dans cette situation, un fait nouveau, secret à l'intérieur du secret, était apparu : l'empereur lui-même voulait maintenant l'arrêt des hostilités et c'est autour de lui que se groupaient et s'organisaient clandestinement les *partisans de la paix. En tout autre* pays, le fait eût été décisif : le souverain aurait parlé et ordonné. Mais, depuis trop longtemps, il avait laissé les militaires et les « superpatriotes » d'extrême droite maîtres des ordres, des décisions, de la propagande. *Prisonnier de* ses états-majors, prisonnier aussi de son propre passé, prisonnier de la légende nationale et des mensonges administrés durant tant d'années au peuple, il ne pouvait ni n'osait faire entendre sa voix. Elle eût été trop faible, étouffée, et même déformée ou désobéie. Celle des « jusqu'au-boutistes » était, de loin, la plus bruyante. Pour la faire taire, ou pour parler plus fort qu'elle, était-il possible de trouver quelque argument puissant en faveur de l'arrêt des combats, de découvrir ou de *susciter à cette fin quelque fait* nouveau ?

Avec des illusions qui paraissent aujourd'hui incroyables, la diplomatie japonaise, se réveillant d'un long sommeil, s'y essaya en se lançant, à la fin de mai, *dans une tentative secrète pour* obtenir une médiation de l'Union soviétique entre le Japon et les Alliés. Car le Kremlin en était encore — une des roueries étonnantes de Staline — à respecter le pacte de neutralité russo-japonais... ou faire semblant.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

Échange

Il est remarquable et réconfortant que l'exemple portugais ait incité les dirigeants de la gauche française à la sagesse et donc à l'union. M. Marchais et ses camarades ont peut-être compris qu'il est dangereux de confondre unité et unicité d'action. M. Mitterrand et ses amis ont peut-être compris que lors du grand nettoyage anticommuniste on évacue toujours le socialisme avec l'eau de la lessiveuse.

Il serait souhaitable de faire profiter le Portugal de cette union et de cette sagesse. Une solution serait peut-être d'y envoyer les communistes et les socialistes français et de faire venir en France les communistes et les socialistes portugais. Notre gouvernement serait ravi d'avoir une opposition qui ferait aussi complaisamment son jeu.

ROBERT ESCARPIT.

Selon M. Waldheim

LES VENTES D'ARMES DANS LE MONDE ATTEIGNENT 20 MILLIARDS DE DOLLARS PAR AN

Nations unies (New-York) (A.F.P.). — Le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, estimant que « l'ONU est loin de jouer un rôle suffisant en matière de désarmement », assigne la priorité absolue à de nouveaux efforts de l'organisation internationale en vue de cet objectif.

Dans l'introduction au rapport annuel traditionnel sur les activités de l'Organisation, M. Waldheim rappelle que le montant total affecté aux armements approche de 300 milliards de dollars par an et qu'il se vend chaque année pour 20 milliards de dollars environ (plus de 80 milliards de francs) d'armes sur le marché international : « Jamais encore, écrit le secrétaire général, on n'avait vu s'accumuler en temps de paix une telle quantité d'instruments de guerre. »

UN CENTENAIRE A LONDRES

Le style Liberty's

Il y a quelques années, le Musée des arts décoratifs de Paris préfigurait la rue, inventait la mode « rétro », en rendant un superbe hommage au style Arts Déco.

Cette fois, la rue a été la plus prompte : le Liberty's est partout, imprimés à petites fleurs, colifichets, objets inutiles de tous les jours, un « design » avant l'heure, inventé par un commerçant britannique de l'ère victorienne, Arthur Lasenby Liberty (1843-1917), fondateur d'un grand magasin qui porte son nom dans Regent Street, et dont le slogan était : « Unexpensive and Beautiful » (peu coûteux et beau), symbole des aspirations au confortable et au superflu d'une classe sociale, la bourgeoisie au pouvoir.

Le Liberty's, auquel rend hommage le Victoria and Albert Museum de Londres, n'est évidemment qu'une facette — pas forcément la plus futile — de l'histoire sociale et artistique de l'Angleterre ; la Grande-Bretagne, cet été, propose un choix des plus divers. Plus classique : Turner, au British Museum. Plus grandiose : le « gothic revival », au Pavillon royal de Brighton (qui est, à lui seul, une curiosité). Mais là, il faut se hâter : clôture de l'exposition le 17 août.

(Lire page 9 l'article d'ANDRÉ FERMIGIER.)

LA SITUATION AU PORTUGAL

« On va chasser l'homme »

De notre envoyé spécial

Fafé. — Scène presque irréelle de la vie d'un village portugais. Il est minuit, dans l'arrière-salle crasseuse d'une auberge des hommes jouent aux dominos sur une table de bois. Soudain un des joueurs se lève et sans hausser le ton dit, d'une voix sourde : « Nous les tuerons tous. Nous leur couperons tous la tête. Au revoir. Vive la France. Vive nos amis français. »

Un fou ? Un malade ? Alors c'est qu'ils le sont tous ou presque là-bas. Mais cette « folie » elle-même a ses périodes de rémission. Le nord du Portugal a vécu, mardi 12 août, une journée plus calme : seulement quelques agressions verbales, menaces de mort et promesses de vengeance.

Fafé, petit bourg perdu dans les vignes, à une soixantaine de kilomètres de Porto, enterrait José Manuel Magalhaes, « son martyr, victime de la barbarie communiste », *tué le 7 août d'une balle dans la tête* « en allant promener son chien » *devant le siège du parti communiste attaqué par la foule. Il n'y a pas trois mois, José Manuel, l'* « émigrant », *ajustait encore des pièces sur un tour dans une usine de la région parisienne. Il avait décidé de revenir au pays définitivement. Il y est définitivement, peut-être pour avoir trop cru ce qu'on lui avait sans doute dit, comme à tous les émigrants : que les communistes croqueraient ses économies, qu'ils le dépouilleraient du fruit de son travail, etc.*

Le village entier aurait sans doute assisté aux funérailles annoncées sur toutes les vitrines de Fafé par un de ces faire-part portugais surmontés d'une croix et d'une plume, si, à 17 heures, un grave incendie ne s'était déclaré dans l'usine locale de vêtements. Incendie immédiatement qualifié de criminel. Pourtant, à 17 h. 30, les témoins affirmaient que cela avait commencé par un banal court-circuit. Trois heures plus tard, chacun dans le village aurait juré que quatre hommes s'étaient enfuis dès le début de l'incendie. Qui ça ? Bien évidemment des communistes.

Une telle psychose pouvait faire craindre les pires incidents. En fait, il n'y en eut pas, peut-être parce que les policiers de la garde nationale républicaine qui n'aiment apparemment rien davantage que leur tranquillité avaient fait savoir que deux cents fusilier marins interviendraient en cas de troubles à Fafé.

Trois à quatre cents personnes seulement ont accompagné, à 18 heures, le corbillard noir et blanc vers le cimetière, là-haut sous les cyprès et les pins. Cérémonie simple et dépouillée. Une lente et silencieuse procession conduite par de vieux paysans vêtus d'une robe pourpre, symbole de mort, et par le curé devant la famille et la foule, jeunes filles aux bras chargés de fleurs, hommes et femmes, tous en vêtements de deuil ; une brève homélie dans la petite chapelle baroque du cimetière et la mise au tombeau. Sur l'enceinte blanche du cimetière, parmi les inscriptions qui, ici comme partout ailleurs au Portugal, ont transformé les cités en un immense livre mural, une fresque indécente retenait l'attention : « La chasse aux chiens est ouverte. » *Indécentes aussi ces promesses de vendetta murmurées dans le cimetière par deux militants du P.S. qui, l'insigne à la boutonnière, annonçaient un changement de la tactique offensive. A l'avenir, on n'attaquerait plus de front le siège du P.C.P. à Fafé, mais* « on chasserait l'homme ».

L' « homme » *? les hommes en question sont enfermés depuis plus d'une semaine à quelques centaines de mètres dans un petit pavillon qu'on croirait surgi d'une banlieue parisienne. Combien sont-ils dans cette maison barricadée avec des madriers de béton et des poutrelles d'acier ? Trente ? Quarante ? Une bonne quinzaine de jeunes militants communistes, à demi dissimulés derrière des meurtrières improvisées, étaient en tout cas visibles mardi sur les lieux. Eux montaient la garde, refusant de parler, interdisant aux journalistes d'approcher, menaçant même. Les seules paroles furent celles adressées à un confrère :* « La presse on s'en moque. Partez. » *Violence bien sûr de ce côté-là aussi. Les communistes de Fafé ont tiré le 7 août, tuant José Manuel Magalhaes, et blessant huit personnes. Ils tireraient encore s'il le fallait, à n'en pas douter.*

PIERRE GEORGES.

Les manifestations socialistes et communistes se sont déroulées sans incidents à Evora

Evora (*A.F.P.*). — Les deux manifestations convoquées au même moment par le P.S. et le P.C. se sont déroulées sans incidents dans la soirée du mardi 12 août à Evora, dans l'Alentejo.

Un millier d'ouvriers agricoles communistes et un millier de citadins socialistes ont manifesté, souvent avec les mêmes mots d'ordre, pour se retrouver face à face devant leurs permanences respectives, séparés par plusieurs rangs de militaires, mitraillettes dressées vers le ciel. Le P.S. avait lancé un défi dans le fief du parti communiste. Il avait appellé à une manifestation de soutien aux *neuf signataires* du document Melo Antunes, et notamment au général Pedro Pezarrat Correia. *Le commandant* de la région militaire Sud se trouvait à ce moment-là à Lisbonne, *où était réuni le Conseil de la* révolution. Les syndicats des travailleurs agricoles avaient relevé ce défi en convoquant *à la même* heure leurs adhérents.

« La manifestation socialiste est une tentative pour créer dans l'Alentejo la même situation de violences et d'affrontements qui existe dans le Nord », annonçaient les tracts. Sur les routes brûlées de soleil, bordées de champs d'oliviers et de chênes-lièges, des tracteurs-remorques ont amené des dizaines de paysans et de paysannes qui saluaient, le poing levé, les voitures *qui passaient.*

Sur la praça do Giraldo, éclairée par des lampadaires, un *millier de* travailleurs agricoles se sont réunis au crépucule pour réclamer l'unité du M.F.A. et affirmer que *« la réaction n'était pas passée et ne passerait pas »*.

Quelques centaines de mètres plus loin, devant la longue bâtisse blanche du quartier général de la région militaire, un millier de socialistes scandaient aussi : *« A bas la réaction ! »* et *« Le peuple est avec le M.F.A. ! »* Mais ils disaient aussi : *« Socialisme, oui ; dictature, non ! », « Général Pezarrat, véritable M.F.A. ! »* et *« Non à la 5e division ! »*, alors que les militaires, accrochés aux grilles des fenêtres, écoutaient le jeune député socialiste d'Evora, M. Pedro Coelho, proclamer que *« le document historique des « neuf » était le véritable manifeste du M.F.A. »*.

En l'absence du général Pezarrat, que réclamait la foule, un colonel est venu au balcon lancer un appel à l'unité, unité du peuple et du M.F.A. et unité du peuple lui-même. La manifestation socialiste se dispersait, lorsque le cortège communiste qui *défilait* dans les rues mauresques d'Evora arrivait. Le contraste était frappant entre ces paysans au teint cuivré, presque farouches dans leur détermination à défendre la révolution et la réforme agraire, et les socialistes, petits employés, ouvriers, jeunes gens de la ville. Les deux cortèges se sont retrouvés pour un face-à-face tendu, rue José Elias Garcia, devant leurs permanences respectives, à peine distantes de quelques dizaines de mètres. Mais, rapidement, des forces de la police militaire, qui n'avaient cessé de patrouiller toute la soirée dans la ville, ont établi un cordon entre les deux groupes, qui échangeaient des slogans par-dessus leurs têtes.

A minuit seulement, tous les manifestants se sont dispersés.

● *Un avion de tourisme portugais*, immatriculé à Porto, a été retenu à l'aérodromo de Vigo, au nord-ouest de l'Espagne, au moment où ses occupants chargeaient des tracts anticommunistes signés du Mouvement démocratique de libération du Portugal, qu'ils envisageaient de lancer *au-dessus* de Braga.

Les tracts ont été saisis, mais l'avion et ses trois occupants ont été autorisés peu après à se rendre à Madrid.

LISBONNE : Les pressions s'accentuent

(Suite de la première page.)

Les auteurs de cette motion, ajoute-t-elle, agissant à un moment de grave crise politique, peuvent être soupçonnés d'avoir *« agi comme des conspirateurs cherchant au minimum à créer des difficultés au processus révolutionnaire »*.

L'analyse du document Melo Antunes suscite d'autres réactions. C'est ainsi que d'Assemblée constituante où le parti socialiste et le parti populaire démocratique disposent de la majorité a approuvé le texte signé par les neuf membres dissidents du Conseil de la révolution. Les députés du parti communiste et du Mouvement démocratique portugais (M.D.P. proche du P.C.P.) étaient *absents au moment du vote.*

Selon un communiqué du parti socialiste, le général Otelo de Carvalho approuverait également le document Melo Antunes, se posant *« en défenseur de la légalité révolutionnaire contre les décisions illégales du directoire »*. Il semble en fait que le point de vue du commandant du Copcon se situe à égale distance des amis du major Melo Antunes et du général Vasco Gonçalves, soutenu par les communistes. Selon le journal *A Capital*, le général de Carvalho soutiendrait *« une alternative de gauche »* afin de *« polariser différents courants révolutionnaires et d'autres plus modérés dans une perspective d'unité »*. Le général devait présider ce mercredi une importante réunion des états-majors des trois régions militaires. Un document élaboré par le Copcon et intitulé *Autocritique révolutionnaire et proposition de travail pour un programme oplitique* serait prochainement discuté dans les unités.

Dans le nord du pays, la tension demeure, mais l'on ne signale pas d'incidents graves ce mercredi. Les obsèques d'un manifestant tué à Fafe au début de la semaine se sont déroulées dans le calme.

Depuis le 13 juillet, une cinquantaine de sièges du parti communiste portugais ou d'autres partis et organisations de gauche ont été attaqués dans le nord et le centre du Portugal. Parmi les assaillants, cinq personnes ont été tuées ; une à Fafé, deux à Famalicao, une à Aveiro et enfin une à Viseu le mardi 12 août. Une centaine d'autres ont été blessées. Ce bilan d'un mois de violences est sans doute très provisoire.

Le P.C.P. de la région nord affirme détenir les preuves de l'existence d'une vaste *« opération réactionnaire et d'un complot contre-révolutionnaire »* dirigé par ces agitateurs appartenant à l'armée de libération du Portugal (E.L.P.) et recrutés parmi les anciens membres de la Légion portugaise et de la *PIDE*. De son côté, le Copcon a annoncé, dans un communiqué le mardi 12 août, que plusieurs *« groupes de choc contre-révolutionnaires »* opéraient actuellement sur le territoire portugais.

Ces groupes, composés de personnes ayant appartenu à des partis politiques aujourd'hui dissous, sont, selon le Copcon, basés en Espagne. Leurs dirigeants seraient en relations étroites avec les responsables de certains partis de droite.

Toujours selon le Copcon, la stratégie de ces groupes consiste à multiplier les actions de sabotage pour créer un climat d'insécurité, à provoquer, par la *« manipulation des masses »*, des actions de vandalisme et de terrorisme politique. Précisant que des opérations sont actuellement en cours pour démanteler ces groupes, le Copcon a indiqué que dix personnes sont actuellement détenues.

M. MARIO SOARES : Le P.C.P. n'a pas fait d'offres d'ouverture

M. Mario Soares a nié, au cours d'une interview à Radio-Monte-Carlo, que les communistes portugais aient fait des offres d'ouverture : *« Ce sont les journalistes qui ont parlé d'ouverture*, a-t-il déclaré. *Les communistes n'ont jamais proposé sérieusement aucune ouverture. Au contraire, ils insistent dans une voie totalitaire, dogmatique et sectaire. »*

M. Mario Soares, abordant les rapports entre les partis socialistes portugais et français, a, d'autre part, indiqué : *« Le parti socialiste français nous a manifesté jusqu'à présent sa solidarité d'une façon complète et totale. Nous avons des rapports les plus fraternels avec le P.S., et je suis persuadé et convaincu qu'ils continueront à nous soutenir. »*

Après avoir fait l'éloge du major Melo Antunes — *« une des figures les plus notables et les plus respectées des forces armées, un véritable homme de gauche »* — le secrétaire général du parti socialiste portugais a affirmé que son document était en train de provoquer des adhésions partout dans les garnisons du Portugal.

Le leader du parti socialiste portugais a enfin réaffirmé que *« le départ du général Gonçalves comme la restitution du journal* Republica *demeuraient un préalable pour les socialistes, comme la restitution de Radio-Renaissance pour les catholiques, à un déblocage de la situation au Portugal »*.

LE P.S.P. : La social-bureaucratie ne sert pas la démocratie

Lisbonne (*A.F.P.*). — Le parti socialiste portugais se félicite dans un communiqué le mardi 12 août *de la décision prise par le Copcon* de maintenir dans leurs fonctions de commandants des régions militaires du Nord et du Sud.

Le parti socialiste relève que cette décision du Copcon *« invalide en partie la décision du directoire »*.

Le parti socialiste tire ensuite la leçon des évènements violents dans le nord du pays, en déclarant qu'il convient de *« trouver une issue démocratique et nationale pour sortir de l'impasse politique »*.

Le P.S. déclare d'autre part que Radio-Renaissance doit être restituée à l'épiscopat.

Le communiqué critique ensuite sévèrement le parti communiste. Il déclare notamment : *« La direction actuelle du P.C. est incapable de comprendre que sa mégalomanie dirigiste est à l'origine de la crise actuelle (...). »*

« Pour construire une democratie, conclut le P.S., *il faut d'abord la pratiquer et s'il est certain que la réaction a profité des erreurs des sociaux-bureaucrates à des fins contre-révolutionnaires, on doit tirer la conclusion incontestable que la social-bureaucratie ne sert pas la démocratie. »*

Signataire du document Antunes

LE CAPITAINE SOUSA E CASTRO DÉNONCE LA « POLITIQUE SECTAIRE » DU PREMIER MINISTRE

Lisbonne (*A.F.P.*). — Le capitaine Sousa E Castro, l'un des neuf signataires du « document Melo Antunes », déclare, dans une interview au *journal A Capital*, qu'il n'y avait plus de dialogue possible au sein du Conseil de la révolution.

La faute, selon lui, n'en revient pas aux « neuf », mais aux membres de *« l'autre courant politique »*, qui, dit-il, *« ont contribué à créer un nouveau climat d'intolérance, d'intimidation et d'injustice »*. *« Les officiers innocents arrêtés le 11 mars dernier seraient-ils encore en prison sans jugement si notre pays était en ce moment plus libre, plus tolérant et plus juste ? »* demande le capitaine Sousa E Castro.

L'officier dénonce *« le comportement de militaires qui profitent des places importantes qu'ils occupent dans le M.F.A. pour se livrer à une pratique politique sectaire, objectivement partisane et contraire aux plus profondes aspirations, aux sentiments et aux intérêts du peuple portugais »*.

Faisant allusion, sans le citer, au général Vasco Gonçalves, premier ministre, le capitaine Sousa E Castro déclare : *« Comment qualifier l'attitude d'un militaire qui, appartenant au Conseil de la révolution et à sa commission politique, cherche systématiquement à imposer ses thèses bien connues à l'assemblée générale du M.F.A. pour qu'elles y soient démagogiquement applaudies sans avoir été au préalable approuvées ou discutées par la commission politique du Conseil de la révolution ou au sein de ce dernier ? »*

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE : Washington va peut-être modifier sa politique.

« Les perspectives sont si encourageantes [au Portugal] *que Washington a rappelé son ambassadeur, Frank Carlucci, dans l'intention, peut-être, de modifier sa politique. Jusqu'ici, les Etats-Unis n'étaient pas intervenus ouvertement et s'inquiétaient, en privé, de l'évolution de la situation. Mais si le vent tourne au Portugal, si les communistes sont stoppés, ce pays* [l'Amérique] *se décidera vraisemblablement à soutenir le régime d'une façon ouverte et spectaculaire. »*

(JOSEPH KRAFT.)

« NOUS VOULONS UTILISER L'ARGENT DE LA C.E.E. POUR POURSUIVRE LE PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE », déclare M. Martin Pereira, ancien secrétaire d'État à l'industrie.

Le quotidien *Libération* publie, dans son numéro du 13 août, une longue interview de M. Joao Martins Pereira, ancien secrétaire d'État portugais à l'industrie, proche du mouvement de la gauche socialiste (MES), qui avait démissionné du quatrième gouvernement provisoire en juillet dernier.

« On ne cesse de parler d'indépendance nationale, dans ce pays, sans avoir jamais joué cette carte, déclare notamment M. Martins Pereira. *Or une partie non négligeable de la petite bourgeoisie pourrait être mobilisée autour d'un programme effectif d'indépendance nationale. Le Marché commun se prépare, nous dit-on, à accueillir le Portugal, à lui prêter de l'argent. A condition que nous ayons une* « démocratie pluraliste »... *Alors, on s'évertue à tout prix à montrer que, dans les documents du M.F.A., il est effectivement question de démocratie pluraliste. C'est exactement le contraire de ce qu'il faut faire. Personne ne prête des milliards par générosité, mais parce qu'il en attend un résultat politique. Il s'agit dès lors de parler le langage que nos interlocuteurs de la C.E.E. comprennent : c'est-à-dire celui des affaires. Leur dire clairement que nous avons deux jeux différents. Nous voulons utiliser l'argent de la C.E.E. pour faire le contraire de ce qu'elle souhaite : poursuivre le processus révolutionnaire. Si on nous prête de l'argent, c'est en espérant avoir une influence sur ce qui se passe ici. Si on refuse ce prêt, il faut en mesurer les conséquences : le Portugal peut s'en sortir en tombant entièrement sous la coupe de Moscou.*

» C'est donc à la C.E.E. de décider. Mais il n'y a pas de conditions à poser. C'est cela l'indépendance nationale. Or ce terme a toujours été utilisé comme un slogan. Peut-être parce que, au Portugal, l'impérialisme n'a pas la même pesanteur qu'en Amérique latine, par exemple, où la haine de l'Américain est partout présente. Ici, l'impérialisme est quelque chose de très abstrait : il faut le démasquer quotidiennement dans le concret. »

« LE MARCHÉ COMMUN COMMETTRAIT UNE GRAVE ERREUR EN ACCORDANT UNE AIDE », déclare l'ex-général Spinola.

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Dans une interview publiée par le journal flamand *Belang van Limburg*, le général Spinola paraphrase dans une large mesure ses récentes déclarations au *Monde*.

« Ce qu'il faut au Portugal, déclare l'ancien président, *c'est une démocratie de type occidental. Les incidents des derniers jours, le sursaut du peuple, prouvent que c'est ce que désirent les Portugais. Les pays européens doivent soutenir le peuple dans sa lutte pour la libération.*

» Par contre, les pays du Marché commun commettraient une grave erreur en accordant une aide quelconque au Portugal actuel, où les droits de l'homme sont, chaque jour, bafoués. En soutenant le régime, les Neuf renforceraient l'oppression. L'assistance économique qu'ils apporteraient ne profiterait pas au peuple portugais, mais à la minorité qui opprime la nation. Les Neuf jetteraient véritablement la dictature actuelle dans les bras de l'impérialisme soviétique. » — P. de V.

LA CUF PREMIER GROUPE INDUSTRIEL PORTUGAIS EST NATIONALISÉE

Lisbonne (A. F. P., Reuter). — Le conseil des ministres portugais a approuvé le mardi 12 août un projet de décret-loi nationalisant la Companhia Uniao Fabril (CUF), le plus grand complexe industriel du pays, qui possède notamment des usines textiles et des chantiers navals. Diverses sociétés appartenant au consortium, des banques, des compagnies d'assurances, des usines chimiques, avaient déjà été nationalisées. Le gouvernement portugais a promis d'indemniser les actionnaires, en indiquant cependant que le montant des indemnités serait fixé ultérieurement.

TIMOR : la tension s'aggrave

(Suite de la première page.)

Le coup de force de dimanche a bouleversé l'équilibre politique précaire de la partie orientale de l'île, dernière possession portugaise avec Macao (la partie occidentale de Timor étant sous contrôle indonésien). Jusqu'à présent, le combat *politique opposait trois partis* à Timor : l'APODETTI (Association démocratique du peuple de Timor), qui souhaite le rattachement à l'Indonésie, et deux mouvements en faveur *de l'indépendance* : l'U.D.T. et le FRETILIN. Tandis que le premier de ces mouvements, jusqu'à présent de tendance modérée, était favorable au maintien de liens étroits avec le Portugal au cours d'une période de transition qui devait aboutir à l'indépendance, le second a constamment exigé une indépendance totale et immédiate. Ces deux mouvements, qui, au départ, luttèrent ensemble, *refusent de considérer l'Indonésie* comme un interlocuteur valable, et estiment que les négociations doivent avoir lieu uniquement avec les Portugais.

A Timor, comme ailleurs, Lisbonne a entamé un processus de décolonisation particulièrement laborieux en raison des divergences de vues de ses interlocuteurs locaux. A Macao, le 28 juin dernier, lors de la conférence qui réunissait des représentants du gouvernement portugais et les dirigeants de deux des trois mouvements de Timor, l'U.D.T. et l'APODETTI (le FRETILIN avait refusé d'y participer), un accord était intervenu : *les six cent mille habitants de la colonie seraient appelés aux urnes peu après la constitution d'un gouvernement provisoire, ou devaient être représentés les trois partis rivaux. L'indépendance était repoussée à octobre 1978.*

Du point de vue de Lisbonne, ce processus avait l'avantage de créer les conditions d'un choix réel de la population. Mais la situation ainsi créée au lendemain de la conférence était, *de l'avis même des représentants des deux mouvements qui y participèrent, très instable, chacun pouvant décider de renforcer sa position avant la constitution du gouvernement provisoire*. C'est ce qui vient de se produire. Il est cependant surprenant que l'U.D.T. soit l'auteur du coup de force. Ce mouvement, qui regroupe des notables modérés, n'avait pas lieu d'être mécontent des entretiens de Macao, qui consacraient ce qui était à l'époque sa thèse : une indépendance à terme. En outre, en tant que formation politique la plus importante de l'île (elle assure avoir le soutien de 70 % de la population), l'U.D.T. aurait eu de toute façon un rôle de premier plan dans le cabinet provisoire.

Selon certaines informations, les dirigeants de ce parti ont argué de *la menace d'un coup de force du* Fretilin pour légitimer leur action. L'opération de l'U.D.T. semble en effet avoir pour but d'abattre son rival immédiat — ainsi qu'en témoigne l'ultimatum adressé à Lisbonne exigeant l'arrestation de tous les membres du Fretilin. Elle a d'ailleurs été exécutée au moment où le chef du Fretilin, M. Ramos Horta, se trouvait à Darwin, en Australie. Celui-ci a déclaré : *« Je pense que le coup d'État de l'U.D.T. a pour origine la crainte de ses dirigeants devant la tournure que prennent les événements au Portugal. »*

Les craintes de Djakarta

L'Indonésie redoute également les répercussions à Timor de la situation à Lisbonne. Les autorités de Djakarta ont répété à plusieurs reprises qu'elles n'avaient aucune revendication sur Timor — notamment à la suite d'informations publiées en février dernier par le *Sydney Herald*, laissant penser qu'elles préparaient une opération militaire. Mais la récente campagne de presse de l'armée indonésienne dénonçant *« la terreur de gauche »* qui règnerait dans l'île témoigne de l'inquiétude de Djakarta. Les Indonésiens ne sont pas disposés à accepter la création *d'un petit État économiquement faible*, qui pourrait en outre constituer une base pour des éléments hostiles au régime de M. Suharto. La présence dans l'île de vingt mille Chinois, *qui contrôlent tout le commerce*, inquiète aussi Djakarta.

Selon certains observateurs dans la capitale indonésienne, Djakarta pourrait préférer annexer le territoire portugais plutôt que de s'exposer aux risques de subversion. La réaction *indonésienne aux derniers* événements de Timor est symptomatique : M. Malik, ministre des *affaires étrangères*, a déclaré que son pays *« protégera »* la population de Timor si celle-ci veut rejoindre la République d'Indonésie.

PHILIPPE PONS.

ET SES RÉPERCUSSIONS EN FRANCE

LA C.F.D.T. :
L'heure n'est pas au sectarisme

La C.F.D.T., dans un communiqué publié mardi 12 août « *dénonce avec la plus grande fermeté* [un] *processus qui cherche à faire retomber le Portugal dans la nuit fasciste. Elle condamne les appels émanant des forces qui ont soutenu le fascisme pendant un demi-siècle et qui, sous couvert d'anticommunisme, veulent tout simplement empêcher la construction du socialisme. Elle réprouve les gens d'Eglise qui se lancent dans une nouvelle croisade et rêvent d'employer les méthodes de l'Inquisition que l'on croyait à jamais révolues.*

» *La C.F.D.T. appelle les travailleurs et le peuple portugais à tout faire pour stopper la dégradation de la situation et à servir la démocratie. Il n'y a pas de révolution démocratique sans participation consciente du peuple et respect de son opinion, sans union du peuple, sans contrôle des organes dirigeants, sans un large débat public permettant de surmonter les divergences entre les organisations politiques ou syndicales, sans la mise au point d'un projet politique et d'un programme économique et social emportant l'adhésion des masses populaires.*

» *L'heure est moins que jamais au sectarisme, à la division, à l'attitude avant-gardiste, à la limitation des libertés d'opinion et d'expression* (...). *Depuis le 25 avril 1974, la C.F.D.T. s'est exprimée franchement chaque fois que les libertés étaient en cause au Portugal. Son opinion a été, chacun le sait, différente de celle du parti communiste portugais. Aujourd'hui que le rapport des forces au Portugal s'est modifié, ce sont les communistes qui sont visés, et avec une grande violence.*

» *La C.F.D.T. appelle ses organisations et ses militants à informer largement les travailleurs français sur les enjeux des événements actuels au Portugal. Elle les appelle à populariser la conception C.F.D.T. des libertés dans une phase révolutionnaire et à manifester sur cette base leur solidarité aux travailleurs portugais.* »

F.O. : L'incapacité politique de militaires aventuristes

Force ouvrière estime que « *l'avenir de la démocratie et du syndicalisme au Portugal demeure absolument fondé sur la reconnaissance et l'exercice des libertés publiques, libertés individuelles et collectives* (*en particulier, liberté syndicale et liberté de l'information*) ».

« *C'est pourquoi*, affirme la confédération ouvrière, *il est indispensable que dans son gouvernement, ce pays trouve l'expression du suffrage universel dans le cadre pluraliste des systèmes démocratiques européens.* »

Soulignant que c'est « *à juste titre* » que « *les travailleurs portugais condamnent tout monopole et contrôle politique ou militaire — telle « l'unicité » syndicale — et aspirent à la liberté et à l'indépendance syndicale* », Force ouvrière ajoute :

« *Dans les circonstances présentes, nous ne saurions suivre ceux qui, par leurs attitudes, ont provoqué la situation qu'ils dénoncent aujourd'hui.*

» *Aux côtés des démocrates, des socialistes et des syndicalistes portugais, la confédération Force ouvrière se déclare vigilante pour qu'en aucun cas des forces réactionnaires mettent à profit l'incapacité politique de militaires aventuristes et les difficultés économiques actuelles pour mettre en échec l'acquis de la libération du 25 avril 1974.* »

LA C.G.T. : Les travailleurs s'opposeront au rétablissement du fascisme.

Dans un « *appel pour la liberté des travailleurs et du peuple portugais* », publié le mardi 12 août, la C.G.T. déclare :

« *La jeune démocratie portugaise est en péril. Les fascistes, encouragés et fanatisés par les pires milieux réactionnaires du Portugal et des autres pays d'Europe occidentale, ont entrepris de plonger le pays dans un bain de sang.*

» *Le capitalisme et l'impérialisme au Portugal, en Europe occidentale et ailleurs se révulsent à l'idée que, sous la pression des forces populaires unies, la démocratie, les réformes économiques progressistes favorables aux travailleurs puissent triompher au Portugal. Ils sont décidés à s'y opposer, même au prix de l'extermination des meilleurs fils du peuple portugais.* »

MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE : Inquiétude et espoir.

Le Mouvement des radicaux de gauche, en annonçant qu'il a décidé d'accepter la demande de rencontre entre les trois partis signataires du programme commun, formulée par le parti communiste, « *rappelle qu'il a exprimé à plusieurs reprises son inquiétude devant le développement de la situation d'ensemble au Portugal et son espoir de voir s'instaurer une véritable démocratie où soient respectés le suffrage universel, la liberté d'expression et la pluralité des formations politiques. Il est prêt à apporter sa contribution, en commun avec ses partenaires de la gauche, à la recherche de toute solution qui irait dans ce sens* ».

LA CROIX : réprobation.

« *Dans ce climat de tension où la moindre imprudence peut déclencher un conflit général, la parole de Mgr da Silva vient de retentir comme une invitation à la guerre civile* (...).

» *Comment un évêque en est-il arrivé à prononcer un tel discours ? Où s'arrêtera maintenant la violence ainsi déchaînée ? En tant que chrétiens et en tant qu'hommes qui réfléchissons aux conséquences de nos actes, nous ne pouvons qu'exprimer notre réprobation à l'égard de propos qui font grandir la haine et sèment la mort* (...).

» *L'Eglise du Portugal ni dans sa hiérarchie, malgré les propos de Mgr da Silva, ni dans ses fidèles, n'est pas responsable de l'échec de la révolution. Il est trop facile de trouver dans l'Eglise en général un bouc émissaire à cause de l'imprudence d'un de ses pasteurs* (...).

» *Aujourd'hui, le parti communiste français accuse l'Eglise de saboter la révolution et de vouloir faire renaître le fascisme. Il faudrait plutôt qu'il s'interroge avec lucidité sur la valeur de ses analyses et de ses méthodes. La légitimité révolutionnaire n'a aucun droit devant la légitimité démocratique. Le parti communiste portugais avait cru pouvoir marcher à l'ombre du M.F.A. tout en le poussant. Le M.F.A. éclatant en fractions diverses, le parti communiste reste seul face à tous les ennemis qu'il s'est fait en voulant détourner la révolution à son profit exclusif. Qui sème le vent récolte la tempête. Ce n'est pas pour autant que nous approuvons les propos de Mgr da Silva.* »

(JEAN POTIN.)

POINT DE VUE

Une lourde erreur

par JEAN-MARIE DAILLET (*)

IL fallait aider le Portugal. Quand on y revient après un an d'absence, on ne peut qu'être saisi devant la dégradation générale de l'atmosphère politique et de la situation économique, mais surtout l'angoisse des Portugais.

En juillet 1974, il est vrai, les difficultés étaient déjà graves, et la méfiance et les disputes éclataient pour la première fois, avec la chute du gouvernement Palma Carlos. Tout ce que l'on voit aujourd'hui à Lisbonne était en germe dans les premières bévues de Spinola, le gauchisme verbeux de certains militaires, l'inexpérience des jeunes partis politiques, l'accaparement des grands moyens d'information par les communistes, la baisse de la production, la raréfaction des touristes étrangers. Du moins la confiance des masses restait-elle acquise à ce Mouvement des forces armées qui avait libéré un peuple comme par miracle, un peuple saisi soudain d'une joie énorme et, surtout d'un espoir sans précédent.

Pour l'observateur attentif — journaliste, homme politique, économiste, — les signes inquiétants ne manquaient certes pas, mais on pouvait espérer qu'après l'inévitable période délicate d'adaptation à la nécessité de concevoir et forger une démocratie portugaise, période où l'événement essentiel serait l'élection d'une assemblée constituante, où un régime pluraliste serait progressivement mis en place par les libérateurs, c'est-à-dire l'armée, avec le concours des forces politiques représentatives. Dans cette perspective, tout le monde comprenait par avance — comme on l'avait vu, par exemple, en France à la libération — l'exclusion systématique de toute tendance plus ou moins liée aux précédents maîtres du pays, tout le monde s'attendait à un partage du pouvoir entre le M.F.A. et les courants non compromis avec Salazar et Caetano : les communistes, les socialistes et sociaux-démocrates, les démocrates-chrétiens et ceux des « libéraux » qui, à la fois, n'étaient pas soupçonnables de fascisme camouflé et acceptaient de coopérer à des réformes de structure profondes. *Et c'est justement dans cette perspective que s'orientait, dès le départ, le Mouvement des forces armées.*

La meilleure preuve en réside non pas tant dans les textes, qui sont pourtant bien clairs, que dans le comportement international des premiers gouvernements provisoires, comportement qui fut bien accueilli en Europe et singulièrement dans les pays de la Communauté européenne. L'objectif déclaré des nouveaux dirigeants portugais était de reconvertir le Portugal, après décolonisation externe et interne, en nation européenne, au sens plein du mot. Dans le court terme, les frais de réadaptation, de soutien, puis de modernisation de l'économie apparaissaient comme devant être considérables, et il est significatif qu'en dépit de la crise du pétrole, ce soit aux pays de la C.E.E. que Lisbonne se soit adressé pour demander une aide économique, plutôt qu'aux Etats-Unis, dont l'attitude était d'ailleurs si réservée que l'on pouvait craindre de leur part des interventions de type « chilien ».

***

Que diable les Neuf, ou quelques-uns d'entre eux, n'ont-ils prêté plus tôt à la démocratie portugaise naissante les concours financiers dont elle avait besoin ! Il y a eu au moins trois occasions manquées : un geste de solidarité un tant soit peu substantiel aurait dû être fait très tôt, dans les premiers jours qui suivirent le 25 avril 1974 ; on pouvait encore agir efficacement avant la fin de l'année, et en tout cas avant les élections à la Constituante ; enfin, puisque celle-ci avait été élue dans des conditions de très larges libertés, et avait envoyé siéger une majorité remarquable (82 % des voix) de socialistes, sociaux-démocrates et centristes pro-européens, il était encore possible, et assurément souhaitable, de marquer aussitôt la sympathie concrète de la Communauté européenne à l'égard d'un tel succès. Avoir attendu quinze mois, alors que, de toute évidence, la situation économique et politique du Portugal se dégradait, pour finalement déclarer que l'on ne veut rien faire est une lourde erreur politique.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir été averti ! M. Soares, — et bien d'autres personnalités portugaises, — avait multiplié les démarches auprès des gouvernements européens et des institutions européennes. Tout s'est passé comme si, dans les capitales, on avait voulu ignorer les appels d'une démocratie naissante sous prétexte qu'elle n'avait pas fait ses preuves — et sans le lui permettre en lui en prêtant les moyens. Résultat : la probabilité à terme, sinon à court terme, pour l'économie portugaise, est catastrophique, et la situation politique est caractérisée par l'absence de tout pouvoir organisé contrôlant l'ensemble du pays, avec tous les dangers que cela implique.

Le confortable « bas de laine de Salazar et de Caetano », accumulé au détriment des Portugais, sera bientôt épuisé. Il faudra bien, alors, trouver de quoi payer les importations de vivres. Or, à l'heure actuelle, le triumvirat n'a pas de plan de redressement économique, et son crédit politique national et international est nul, de même que celui du cinquième gouvernement provisoire, dont tout le monde sait bien qu'il est « ultra-minoritaire » dans le pays.

Quel aveu que ce titre à la « une » de l'hebdomadaire *Vida Mundial*, pourtant très conformiste, sous les photos des généraux Costa Gomes, Vasco Gonçalves et Otelo Saraiva de Carvalho : « *Enfin un pouvoir ?* » ! Déçus, amers, hostiles comme l'Assemblée qui les représente à ceux qui, quoiqu'ils manquent d'expérience politique ou parce que, justement, un peu de marxisme hâtivement avalé leur en tient lieu, prétendent les conduire à un « socialisme » autoritaire sinon totalitaire, les Portugais sont à la recherche d'un pouvoir stable, et la tentation grandit chez certains, et assurément dans la masse, sinon d'évoquer la « sécurité » d'un passé récent, du moins de réclamer « un pouvoir fort ». Le coup d'Etat militaire, de droite ou de gauche, préviendra-t-il une vague de désordres qui pourraient dégénérer ? Déjà, des violences ont éclaté.

***

Il faut aider le Portugal. Et puisqu'on n'a pas su, ou pas voulu, dans la Communauté européenne, lui apporter en temps utile ce « plan Marshall européen » qui aurait, par la mise en œuvre de projets concrets de développement, permis au M.F.A. de s'épanouir dans sa vocation première qui était de libérer le Portugal de la misère après l'avoir libéré de la dictature : puisque, aujourd'hui, aucun redressement économique n'est plus possible au Portugal sans la formation d'un gouvernement d'union nationale représentatif, sur la base des élections à l'Assemblée constituante, les gouvernements de la Communauté européenne doivent prendre des initiatives politiques afin de contribuer autant qu'ils le peuvent à éviter à ce peuple les deux malheurs qui le guettent : la guerre civile et un régime totalitaire « de droite » ou « de gauche ».

Le nouveau gouvernement Vasco Gonçalves ne peu agir au nom du peuple portugais,. et il n'est pas fait pour durer. Or il y a une légitimité démocratique portugaise, celle de l'Assemblée constituante. C'est avec la représentation nationale du peuple portugais qu'il faut donc dialoguer. Il ne manque pas, parmi ces députés dont la moyenne d'âge est remarquablement jeune, de gens de grande valeur : économistes, juristes, administrateurs, syndicalistes, militaires, et qui sont parfaitement capables de créer un socialisme à la portugaise, c'est-à-dire respectueux des libertés personnelles et collectives sans lesquelles il n'est, au Portugal comme ailleurs en Europe et dans le monde, guère possible de réformer une société en profondeur sans l'écraser.

C'est en ce sens que luttent les socialistes Soares et Salgado Zenha, les sociaux-démocrates du P.P.D. Emidio Guerriero, Sa Carneiro, Alfredo de Sousa, Pinto Balsemao, Rebelo de Sousa, ainsi que le C.D.S., présidé par Freitas do Amaral.

Aussi bien tous avaient-ils signé, au nom de leurs partis respectifs, le pacte liant le Mouvement des forces armées et le peuple portugais, pacte qui dispose expressément que la nouvelle Constitution du Portugal doit ouvrir « *une voie originale pour un socialisme portugais* ». Quand Soares, dans sa récente lettre au président de la République Costa Gomes, dénonce « *un certain type de capitalisme d'Etat* », quand le député P.P.D. Furtado Fernandes déclare, devant la Constituante : « *On assiste au Portugal à une tentative de transformation d'un capitalisme privé en capitalisme d'Etat. Les travailleurs constatent, avec un sentiment de frustration, qu'ils ont simplement changé de patron* » ; quand Freitas do Amaral, au cours d'une émission télévisée qui fit sensation, rejette la copie servile du vieux socialisme implanté par la force et réclame « l'imagination au pouvoir », leur accord profond est évident, de même que leur fidélité au pacte, ce pacte rédigé par le commandant Melo Antunes, aujourd'hui écarté du pouvoir par des hommes tels que Vasco Gonçalves et Ramiro Correia, pour qui le socialisme, c'est la « *démocratie populaire* » modèle Allemagne de l'Est, Hongrie ou U.R.S.S. (voir la déclaration fort explicite de la « commission de dynamisation » du M.F.A., publiée par *l'Expresso*, en date du 7 juin 1975).

Aider le Portugal, aujourd'hui, c'est soutenir tous ceux qui refusent à la fois le retour du fascisme — le général Galvao de Melo, député C.D.S., nous a déclaré qu'il était prêt à prendre les armes aux côtés des communistes, plutôt que de revoir le régime Caetano — et l'avènement d'un « socialisme musclé » fort peu socialiste et très militaire. C'est aussi tenter de convaincre le président de la République, le général Costa Gomes, qui semble hésiter, qu'il doit s'appuyer sur ces éléments, dits à tort « modérés », alors qu'ils ont voulu le coup d'Etat du 25 avril, et qu'ils ne sont pas modérément démocrates.

Il n'y a pas d'autre issue raisonnable pour le Portugal, pas d'autre comportement possible pour l'Europe.

(*) Député de la Manche, vice-président du Centre démocrate, membre suppléant du bureau politique de la Fédération des réformateurs. M. Daillet rentre du Portugal.

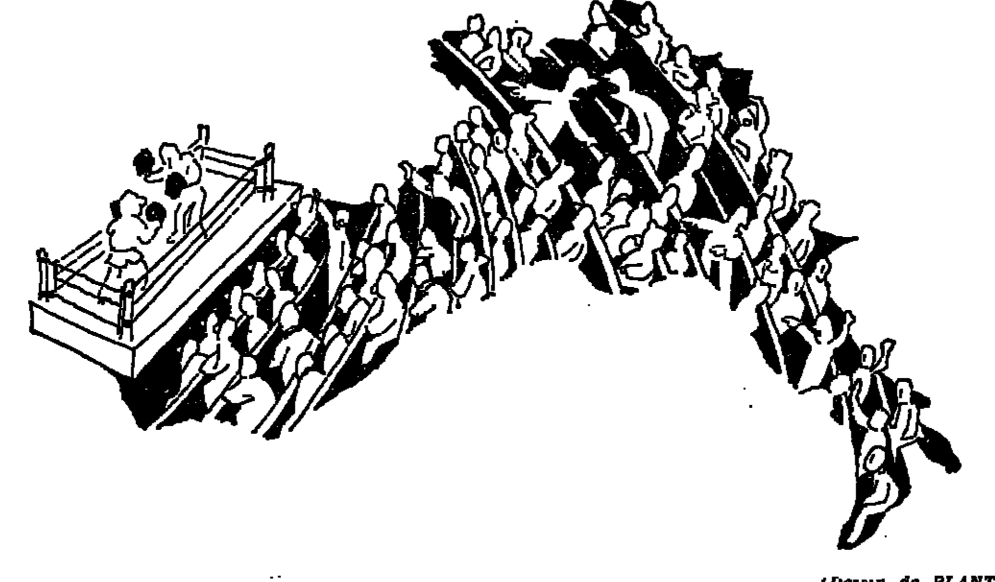
M. LECANUET : C'est le P.C.P. qui a créé la violence.

M. Jean Lecanuet, garde des sceaux, ministre de la justice et président du Centre démocrate, a déclaré, mardi 12 août, sur les antennes d'Europe 1 que les événements du Portugal démontraient le caractère « *peu conciliable* » d'une alliance entre socialistes et communistes. « *On assiste*, a-t-il affirmé, *à la volonté du peuple portugais de dégager une majorité nouvelle socialiste et centriste, c'est-à-dire de créer une véritable social-démocratie.* »

M. Lecanuet a ensuite estimé que, « *sans faire de parallèle absolu entre le Portugal et la France* », les mêmes enseignements pouvaient être tirés, à savoir que « *la France ne peut être dominée par une coalition socialo-communiste dans le respect des libertés* ». « *Partout où les comunistes sont venus au pouvoir*, a-t-il poursuivi, *ils ont réduit les libertés.* »

Le garde des sceaux a enfin « *réprouvé* » les actes de violence dont sont victimes les communistes portugais, tout en faisant remarquer que c'est le parti communiste portugais qui a « *créé la violence en refusant la démocratie, les élections* ».

L'Humanité, dans un encadré publié mercredi 13 août, rapporte en les commentant les déclarations du président du Centre démocrate : « *Pour M. Lecanuet, tout le mal vient des communistes. Au Portugal. Partout. Et voilà pourquoi il ne peut pas croire qu'ici, dit-il, il en ira autrement* (...). *Ah ! si les bûchers anticommunistes du Portugal pouvaient délivrer M. Lecanuet de ses démons !* »



(Dessin de PLANTU.)

PARIS : P.S. et P.C. s'opposent

(Suite de la première page.)

Ces exigences, M. Mitterrand les reprend à son tour dans la lettre qu'il a fait tenir à M. Roland Leroy. Il y rappelle que son parti a dénoncé, dès le début, les agressions contre le P.C.P. et réitère cette condamnation. Toutefois, il souligne les erreurs des communistes portugais et souhaite qu'elles soient appréciées sans complaisance, alors que le P.C.F. impute au parti de M. Mario Soares la responsabilité de la campagne anticommuniste. M. Mitterrand en appelle au respect des règles élémentaires de la démocratie et met aussi en cause le M.F.A., qui n'a pas su tirer la leçon des élections. Aussi préconise-t-il le retour à la primauté des organisations structurées et responsables et la constitution d'un gouvernement d'unité. Le premier secrétaire du P.S. se déclare prêt à accepter une campagne de soutien au peuple portugais « *dans sa lutte contre toutes les formes d'exploitation* », à condition que l'on s'accorde sur des principes clairs et que l'on n'en démorde pas.

Les communistes français ne pouvaient accepter une analyse de la situation si éloignée de la leur. Le fait que M. Mitterrand ait, avec d'autres personnalités, dont M. Edmond Maire, pris fait et cause pour M. Jean Daniel dans le différend qui oppose celui-ci au P.C.F. — toujours sur le Portugal — n'arrange rien. Dans ces conditions, le rendez-vous du 13 août risquait de révéler plus de divergences que de points d'accord.

ANDRÉ LAURENS.

LA FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE : Se débarrasser du salazarisme.

La Fédération syndicale mondiale déclare qu'elle « *n'a pas admis et ne peut admettre qu'une idéologie, quelle qu'elle soit, puisse servir à la renaissance d'un régime aussi effroyable que le fascisme et appuie de toutes ses forces l'union de ceux qui, au Portugal, se groupent et se grouperont toujours plus nombreux pour faire face aux graves menaces qui pèsent sur les jeunes libertés acquises, ceux qui se groupent pour débarrasser à jamais le peuple portugais de son ennemi le plus hideux : le salazarisme et s'efforcent de construire une nouvelle démocratie politique et économique. Elle réaffirme sa solidarité aux travailleurs portugais et à leur organisation, l'intersyndicale. Elle appelle tous les démocrates du monde à soutenir la jeune révolution portugaise contre les forces qui veulent la détruire.* »

● *Une délégation du P.S.U.*, composée de MM. Gilbert Hercet, membre de la direction politique nationale, et Victor Leduc, membre du secrétariat national, a été reçue mardi 12 août au siège du P.C. A l'issue de l'entretien, au cours duquel les deux partis ont décidé de rester en contact pour développer une action commune contre « *le déchaînement de la réaction fasciste au Portugal* », le bureau national du P.S.U., qui s'est également adressé à la direction du P.S. et du mouvement des radicaux de gauche, a publié une déclaration qui affirme notamment : « *La solidarité avec la classe ouvrière et le peuple portugais en butte à l'offensive de la contre-révolution doit s'exprimer avec vigueur. Tout succès de la réaction au Portugal serait une défaite pour l'ensemble des forces démocratiques et socialistes en Europe.* »

● *Une pétition contre « l'offensive fasciste »* au Portugal a été lancée le 12 août. Une centaine de personnalités l'ont déjà signée, parmi lesquelles le Père Maurice Barth, les écrivains Vercors et Robert Merle, le peintre Kijno, Georges Montaron, directeur de *Témoignage chrétien*, ainsi que de nombreux membres sympathisants du P.C.F. (S'adresser à Mme Michèle Bertrand « le Clos de Pacy », 94370 Sucy-en-Brie.)

● *Le bureau national du Mouvement de la jeunesse communiste* s'adresse à tous les jeunes de France « *pour que la nuit fasciste ne s'abatte pas à nouveau sur le Portugal* ». Le M.J.C.F., solidaire des communistes et des démocrates portugais, appelle ses organisations et ses militants à agir sans tarder pour que s'exprime sous toutes les formes « *la détermination de la jeunesse de France d'arrêter le bras des massacreurs* ».

● *Le Front national* (que préside M. Jean-Marie Le Pen) déclare dans un communiqué : « *Ecrasés aux élections, les communistes portugais, menacés par une puissante réaction populaire, s'appuyant sur les chars et les canons, comme à Berlin, à Prague, à Budapest, à Saigon, veulent imposer la révolution par la force à l'ensemble du peuple portugais, socialistes compris. Ils feraient de même en France, si la possibilité leur en était laissée.* (...) *Toutes les formations anticommunistes doivent se rencontrer pour déterminer les formes que doit revêtir une campagne nationale d'information sur les dangers que font courir à nos libertées les menées communistes et, ainsi, se préparer à leur faire échec.* »

● *M. Georg Kahn-Ackermann*, secrétaire général du Conseil de l'Europe, a déclaré à Strasbourg que l'organisation ferait tout pour soutenir les partis démocratiques du Portugal. Il a estimé qu'« *il était encore impossible de prévoir quel type de gouvernement se donnerait le Portugal* » et que, dans cette attente, « *il convenait de poursuivre l'aide humanitaire à ce pays* ». Au cas où un pouvoir militaire écarterait les éléments démocratiques ou réduirait l'autorité du nouveau Parlement, « *la situation serait reconsidérée* ».

● *Un plan d'évacuation* des ressortissants suédois se trouvant au Portugal a été mis au point par l'ambassade de Suède à Lisbonne au cas où la situation s'aggraverait. Un porte-parole a précisé qu'aucun danger ne semble exister pour le moment. Les agences de voyages suédoises organisant des voyages au Portugal n'ont pas constaté jusqu'à présent de fléchissement du mouvement touristique vers ce pays.

EUROPE

LA SITUATION AUX AÇORES

Entre le rêve américain et la peur des « rouges »

Le siège du Mouvement de la gauche socialiste (MES) à Ponta-Delgada, aux Açores, a été saccagé par des manifestants qui ont également attaqué deux militants de ce mouvement, annonce un communiqué du MES, le mardi 12 août à Lisbonne. « A Ponta-Delgada la situation politique se dégrade de plus en plus et les forces contre-révolutionnaires transformées en des mouvements séparatistes font leur chemin lentement mais sûrement », *ajoute le communiqué.*

De notre envoyé spécial

Angra-do-Heroismo. — La base américaine de Lajes donne à la vie économique de l'île de Terceira une vigueur que ne connaissent pas les autres îles des Açores. « *Là bas* (sur le continent), *ils n'aiment pas les Américains. Nous, si. Ils font vivre beaucoup de gens et presque chaque famille ici a des parents émigrés aux Etats-Unis ou au Canada.* » Ces propos d'un commerçant, qui vend des vêtements dont la coupe désuète ne doit pourtant pas attirer la clientèle américaine, sont presque un leitmotiv à Terceira.

L'américanophilie des insulaires repose sur ce pragmatisme et sur une vision idéalisée des Etats-Unis. A quelque quatre heures d'avion, l'Amérique est un mythe entretenu par des générations d'émigrés (1) : le consulat américain à Ponta-Delgada reçoit quatre cents demandes de visa d'immigration par mois. L'immense base aérienne impressionne avec son déploiement d'appareils, ses réservoirs géants, et ses antennes mystérieuses. Les résidents américains suscitent une intense curiosité, toujours insatisfaite. On se plaint à Angra que « *les Américains ne viennent pas souvent de ce côté-ci de l'île* », mais cela explique peut-être pourquoi la base est parfaitement tolérée par la population depuis sa création en 1943. A peu près invisibles dans l'île, les militaires américains ne se sont jamais mêlés aux habitants, et il n'y a pratiquement pas eu d'incidents.

Selon les autorités de la base, celle-ci participe pour 10 millions de dollars environ par an à l'économie du « pays ». Toutes les redevances ne vont pas à l'Etat, mais à des sociétés privées, propriétaires d'installations portuaires, par exemple. Les Américains ont d'autre part un programme intitulé « People to people » de 30 000 dollars par an (prélevé sur le budget de l'armée de l'air) qui consiste en une aide technique directe aux habitants pour l'amélioration de l'élevage et des productions céréalières.

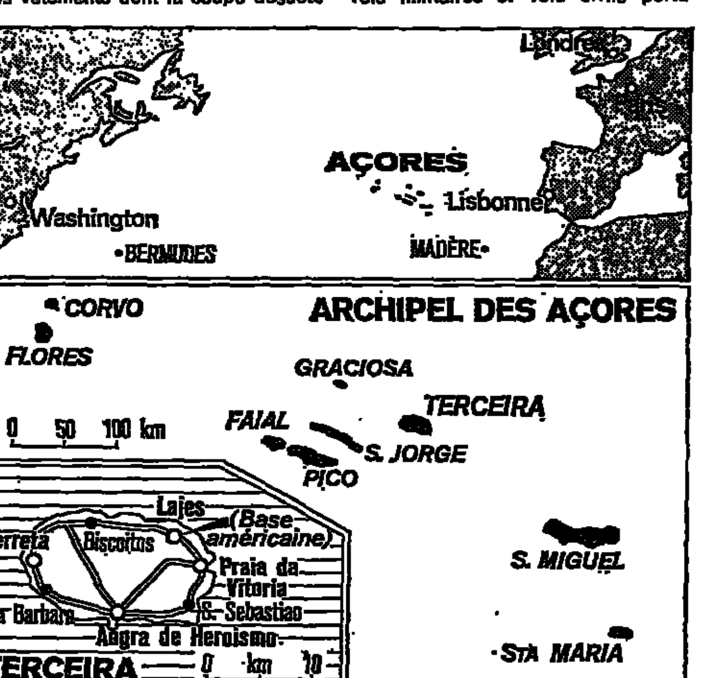
Mille cinq cents militaires sont stationnés à Lajes, assistés de trois cents civils américains. La population de la base comprend en outre deux mille cent trente-cinq « dépendants », c'est-à-dire les familles. Le trafic aérien représente environ cinq cents mouvements d'avions par mois, vols militaires et vols civils portugais (qui utilisent le même aérodrome) confondus. Les relations entre la base américaine et l'armée portugaise sont faibles, et celle-ci ne semble pas avoir cherché à exercer un contrôle depuis le 25 avril. Portugais et Américains n'ont aucune activité commune, nous a-t-on dit, dans les domaines tactiques et stratégiques. Ils collaborent seulement pour les prévisions météorologiques.

Les bases étrangères aux Açores, que ce soit Lajes ou la base française de l'île de Flores, où sept pays de l'OTAN exploitent un centre de surveillance sous-marine, comprenant notamment des sonars de détection à longue portée, pourraient-elles devenir un aspect important du problème de l'indépendance de l'archipel ? Les indépendantistes (*le Monde* du 6-7 août 1975) souhaitent leur maintien, en échange d'un substantiel loyer. La population en général ne s'en préoccupe guère, si ce n'est pour des raisons individuelles. Visiblement, la crise actuelle est fondamentalement pour les Açoréens une « histoire de famille » qui oppose les Portugais des îles à ceux du continent. Le parti de M. Cunhal est sans doute le premier agent indépendantiste ; la peur de voir un gouvernement « rouge » s'installer au Portugal trouble suffisamment les Açoréens pour qu'ils abandonnent une certaine passivité traditionnelle et rêvent de voir l'archipel « prendre le large ». Mais on a l'impression qu'il faudrait que la situation sur le continent s'aggrave encore et tourne au chaos et à la guerre civile pour que la situation soit irréversible. Cependant, l'incendie de la permanence du M.D.P. (Mouvement démocratique portugais, proche du P.C.), à Ponta-Delgada, le mardi 5 août, suivi d'une riposte du P.C. — l'incendie d'une chapelle près d'Angra-do-Heroismo — montrent les risques que pourrait entraîner une « escalade ».

Le gouvernement portugais et celui des Etats-Unis ont certainement analysé le problème sous l'angle stratégique. Officiellement les Américains ne se mêlent pas de la situation politique dans les îles ; un de leurs représentants nous a d'ailleurs fait remarquer qu'ils étaient « *beaucoup trop exposés et visibles* » aux Açores pour chercher à donner prise à des accusations d'intervention qui, de toute façon, seront lancées. Le fait est que le F.L.A. (Front de libération des Açores) accomplit de son propre chef une tâche qui pourrait incomber autrement aux « honorables correspondants » de la C.I.A. S'il obtient l'indépendance de l'archipel, cela coûtera un peu plus cher à Washington, et c'est à peu près tout. Si les Açores restent portugaises, cela ne veut pas dire pour autant que la base de Lajes sera fermée. M. Cunhal a fait remarquer à son propos que Cuba vivait très bien depuis seize ans avec une base américaine à Guantanamo.

ALAIN-MARIE CARRON.

(1) Les estimations concernant le nombre d'Açoréens émigrés sont très variables. Selon des chiffres, peut-être un peu exagérés, fournis par des émigrés résidant aux Etats-Unis, entre 500 000 et 1 million d'émigrés açoréens vivent aux Etats-Unis, spécialement dans les Etats du Massachusetts, de Rhode-Island, de Nevada, de Californie et d'Hawaï. Environ 400 000 habitent aux Canada, 15 000 aux Bermudes, 200 000 au Brésil, tandis qu'environ 50 000 Açoréens sont répartis entre le Venezuela, l'Argentine et Curaçao. Près de 5 000 d'entre eux vivent au Portugal et quelques milliers en Angola. Une petite colonie açoréenne existe aussi en Nouvelle-Zélande.



La présence des États-Unis

Le dernier accord signé entre les Etats-Unis et le Portugal concernant la base de Lajes remonte au 9 décembre 1971 : il expirait le 3 février 1974 et n'a pas été renouvelé. La présence américaine aux Açores est une conséquence de la bataille de l'Atlantique pendant la dernière guerre mondiale. Pour une bonne partie l'Atlantique nord pouvait alors être surveillé par les Alliés à partir de bases situées en Amérique du Nord, en Islande et en Grande-Bretagne, mais il restait une « zone aveugle » au milieu de l'océan. En 1943, le gouvernement de Londres obtint de Lisbonne le droit d'installer des bases dans les îles de Sao Miguel et Terceira, ainsi qu'un aéroport dans l'île de Santa-Maria. Les Américains étaient autorisés, l'année suivante, à gérer cet aéroport. Désireux de préserver sa neutralité, le gouvernement portugais justifia son acceptation par la nécessité de faciliter le trajet des forces alliées allant combattre dans le Pacifique les Japonais, qui occupaient les possessions portugaises de Timor et des Indes.

A la fin des hostilités les Etats-Unis et la Grande-Bretagne rétrocédèrent au Portugal le contrôle opérationnel des bases des Açores, se réservant un droit de passage pour leurs avions militaires et le droit d'y faire stationner le personnel nécessaire. Ce droit fut reconduit jusqu'en avril 1949, moment où, avec la signature du traité de l'Atlantique nord, le Portugal devint un allié des Etats-Unis. Le traité de défense, signé en septembre 1951, stipula que les bases relèveraient de l'OTAN en temps de guerre et que l'armée américaine pourrait y stationner, en temps de paix, jusqu'en septembre 1956. Reconduit jusqu'en 1962, cet accord souleva alors des objections au Congrès américain, à cause de la politique portugaise en Afrique. En l'absence d'une nouvelle signature, la présence américaine ne fut autorisée que « de facto ». Les négociations reprirent en février 1969, et aboutirent à un échange de notes qui autorisa le stationnement des forces américaines à Lajes jusqu'en 1974. Les Etats-Unis s'engageaient à prêter au Portugal un navire océanographique, à verser un million de dollars pour divers programmes d'éducation, à fournir pour 5 millions de dollars de matériel militaire et à faciliter l'obtention par le Portugal de crédits de l'Export-Import Bank. Les projets de développement que la banque aurait pu financer avaient été évalués alors à 400 millions de dollars. Aucun loyer direct pour l'usage de la base n'était prévu. Depuis avril 1974, des négociations discrètes et difficiles se sont poursuivies entre le nouveau gouvernement de Lisbonne et les Etats-Unis. Les nouveaux dirigeants portugais souhaitent limiter les avantages accordés primitivement aux Américains.

Norvège

Le comportement des Soviétiques au Spitzberg suscite des inquiétudes à Oslo

De notre correspondant

Oslo. — Le cinquantenaire de l'établissement de la souveraineté norvégienne sur les îles du Spitzberg va être célébré les 14 et 15 août avec un certain éclat. En invitant les ambassadeurs des *trente-neuf pays* signataires du traité de 1920 à passer une journée dans la ville de Longyearbyen, le centre administratif des îles, le gouvernement norvégien cherche à attirer l'attention de leurs pays sur une région qui fait partie intégrante du territoire norvégien depuis 1925, mais aux ressources naturelles de laquelle ont libre accès les pays cosignataires.

Jusqu'à présent, seuls les Soviétiques ont utilisé cette possibilité. Avec une communauté de plus de deux mille personnes, ils y exercent de nombreuses activités qu'ils cherchent à accroître et à diversifier. La situation a poussé les Norvégiens à mieux marquer leur présence pour ne pas voir leur souveraineté devenir purement formelle. Dans un Livre blanc publié au printemps (*le Monde* du 19 mars), le gouvernement avait annoncé plusieurs mesures destinées à élargir et à renforcer la présence norvégienne au Spitzberg.

La présence russe au Spitzberg, l'exploitation des mines de charbon de Barentzbourg et les recherches pétrolières en Colesubtka posent en effet des problèmes aux Norvégiens, dans la mesure, notamment, où les villages russes ont tendance à se constituer en enclaves en marge des lois et des règlements norvégiens. Les Soviétiques ont tendance à ignorer l'obligation faite à toute activité étrangère de se soumettre à l'autorité norvégienne. Mais celle-ci n'a aucun moyen d'imposer sa volonté.

Ainsi, les lois sur la sécurité du travail s'appliquent aux mines russes au Spitzberg, mais le gouverneur norvégien ne sait pas si elles sont effectivement respectées, et Oslo s'abstient d'ordonner une enquête. On préfère fermer les yeux plutôt que d'être amené à devoir fermer les mines. Dans le domaine postal, les Soviétiques ignorent les lois norvégiennes : une lettre, envoyée de Barentzbourg à destination d'Oslo est affranchie à Mourmansk, en U.R.S.S. Les règlements de la circulation aérienne sont également sans effet sur les Russes : une autorisation des autorités norvégiennes est nécessaire pour disposer d'un hélicoptère au Spitzberg. Les Soviétiques ont bien fait enregistrer trois appareils, mais ce n'est un secret pour personne qu'ils disposent de sept hélicoptères de transport qui volent sans autorisation. Récemment, trois appareils russes ont atterri, sans en demander la permission, dans le village norvégien de Ny-Aalesund.

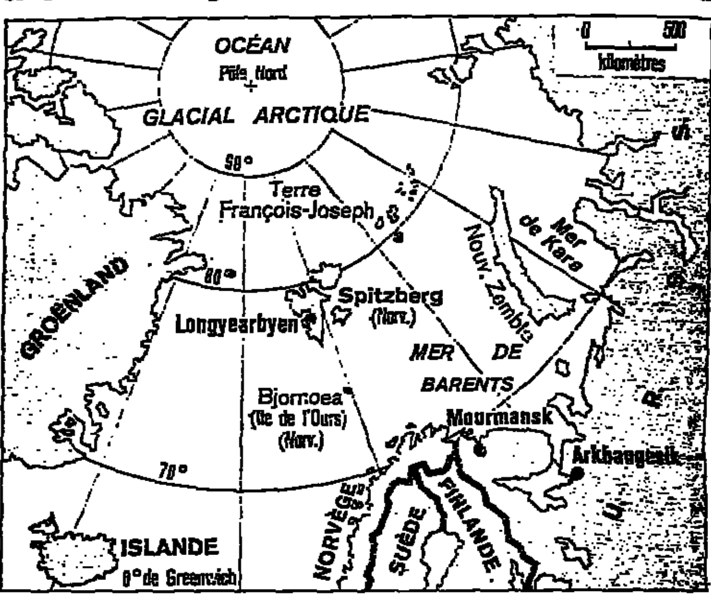
Les Norvégiens sont conscients qu'ils ne peuvent pas faire grand-chose, mais le problème pourrait devenir critique le jour où d'autres puissances signataires demanderaient à jouir du même traitement que les Russes (selon le traité de 1920, la Norvège s'est engagée à traiter sur un pied d'égalité et sans discrimination tous les pays signataires). Oslo serait alors obligé soit de convaincre les Soviétiques à se soumettre à l'autorité norvégienne, soit de renoncer à sa souveraineté sur le plan pratique. Une autre solution serait la « *balkanisation* » du Spitzberg.

Un nouveau chapitre a commencé après la guerre dans l'histoire du Spitzberg, surtout en raison de son importance stratégique. La flotte de guerre soviétique basée à Mourmansk a besoin, pour ses opérations en Atlantique, de contrôler le passage entre le Spitzberg et la Norvège continentale, et Moscou est très sensible à tout ce qui se passe dans la région. Déjà, en 1945, l'U.R.S.S. avait proposé de placer les îles sous administration bilatérale soviéto-norvégienne, avec une défense commune. Avec beaucoup de difficultés, les Norvégiens étaient finalement parvenus à se retirer de ces négociations. Il aura fallu attendre des années pour qu'un aérodrome, ouvert toute l'année, puisse être construit au Spitzberg : il sera inauguré le 14 août par le roi et la plupart des membres du gouvernement. Craignant d'y voir l'OTAN, dont fait partie la Norvège, impliquée, l'Union soviétique avait, en effet, élevé des objections à la construction de l'aérodrome. Un compromis avait finalement été trouvé, qui accorde aux Russes un droit de regard sur l'aéroport, grâce à une équipe de six hommes et à une station de radio.

L'existence potentielle de ressources sous-marines autour du Spitzberg pose la question de la délimitation des fonds marins. Pour la Norvège, les îles reposent directement sur le plateau continental norvégien. Mais les autres pays, les Etats-Unis comme l'Union soviétique ou la Grande-Bretagne, ont fait des réserves sur cette interprétation.

Pour les Soviétiques, une activité internationale dans cette région sensible et qui se trouve nettement dans leur « *zone de sécurité maritime* » est peu souhaitable. Ils espèrent obtenir de la Norvège un traitement préférentiel qui aboutirait à une sorte de solution bilatérale. En attendant, ils sont en train de créer par leur présence des « *faits accomplis* ». Dans ce contexte, la Norvège aurait souhaité que les autres pays signataires du traité du Spitzberg marquent davantage d'intérêt pour les îles.

FRANK BJERKHOLT.



Grèce

AUX PROCÈS D'ATHÈNES

Un témoin dénonce le « laboratoire de tortures » de l'ancienne police militaire

Athènes (A.F.P.). — « *La police militaire était un véritable laboratoire de tortures dépassant l'imagination la plus déréglée* », a affirmé mardi 12 août le colonel de l'armée de l'air, Anastassios Minis, devant le tribunal militaire qui juge trente-deux officiers et soldats de la police militaire grecque.

Le colonel Minis, héros de la seconde guerre mondiale, officier de l'ordre de l'Empire britannique, blessé à El-Alamein en 1942, avait été arrêté pour sa participation à dix-neuf attentats à la bombe commis à Athènes. Un de ces attentats avait eu lieu aux abords de l'ambassade de France lors de la visite en Grèce de M. Jean de Lipkowski, secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, en janvier 1972. Le colonel Minis avait été condamné par le tribunal militaire d'exception, le 20 février 1973, *à neuf ans et dix mois de prison.*

Détenu et torturé pendant cent onze jours dans les locaux de la police militaire, le colonel Minis a décrit minutieusement le traitement qu'il eut à subir.

Le colonel Minis a affirmé avoir été l'un des rares prisonniers interrogé personnellement par le colonel Ioannidis, chef de la police militaire. Celui-ci lui aurait déclaré : « *Pour nous, le facteur humain est négligeable. Nous vous mettront dans un état tel que certains de vos organes deviendront inutiles et votre épouse elle-même ne vous reconnaîtra pas.* » Le colonel Minis a cependant demandé la clémence du tribunal pour les soldats tortionnaires « *qui avaient subi un lavage de cerveau, mais qui parfois, avaient des gestes humains* ».

L'autre procès, celui des responsables du coup d'Etat militaire du 21 avril 1967, qui se poursuit devant la cour criminelle, pourrait se terminer plus rapidement que prévu. En effet, dix-huit des accusés, parmi lesquels M. Georges Papadopoulos, ancien président de la République ; *les anciens vice-présidents du conseil, Nicolas Makarezos et Stylianos Pattakos, et l'ancien chef de la police militaire Dimitrios Ioannidis,* ont récusé tout témoignage à décharge et toute défense.. Seuls les témoins à décharge en faveur du général Spandidakis, chef d'état-major de l'armée, le 21 avril 1967, du général Zoitakis, ancien régent du royaume, et du colonel Stamatelopoulos qui, après avoir été un des artisans du coup d'Etat, se sépara avec éclat des autres auteurs du putsch, ont été entendus au cours de l'audience du 12 août.

● A PARIS, *l'Humanité* annonce dans son numéro du 13 août que l'éditeur et le directeur du *Rizospastis*, quotidien du « parti communiste de l'extérieur », se sont vu infliger quatre mois de prison et une amende pour « *propagation de fausses nouvelles pouvant provoquer l'inquiétude de l'opinion et ébranler sa confiance à l'égard de la police* ». Le journal avait publié les 13 et 14 janvier, sous le titre « Non à la nouvelle terreur » des reportages *sur des manifestations dans le centre* de la capitale à l'occasion d'une grève des assistants médicaux. *Il* avait ajouté que la police avait fait usage de matraques et de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants. Les deux journalistes du *Rizopastis* ont fait appel.

Ambassadeur d'Albanie

M. JAVER MALO QUITTE PARIS

M. Javer Malo, qui était ambassadeur d'Albanie à Paris depuis 1967, quitte son poste ces jours-ci pour rentrer à Tirana.

[Pétri, comme nombre de ses compatriotes, à commencer par M. Enver Hodja, de culture française, M. Malo avait fait partie de la délégation albanaise à la conférence de la paix de Paris, en 1947, avant d'être attaché de presse de la légation de son pays en France. Revenu comme ambassadeur, il s'est dépensé sans compter et avec efficacité pour développer les liens jusqu'alors passablement ténus qui unissaient son pays, si mal connu, au nôtre. Il s'est fait à cette occasion de nombreux amis, qui voient avec regret s'éloigner cet homme chaleureux, tout de finesse et de simplicité, et sa sympathique épouse.]

A TRAVERS LE MONDE

Chine

● M. LE THANH NGHI, vice-premier ministre nord-vietnamien, est arrivé le mardi 12 août à Pékin à la tête d'une délégation gouvernementale économique, annonce l'agence Chine nouvelle. — *(A.F.P.)*

États-Unis

● LE COMMANDANT DE LA BASE AMERICAINE D'UTAPAO (Thaïlande), le colonel Harold Austin, *a été relevé de* ses fonctions et muté à l'état-major de la base californienne de March, à la suite d'un incident au cours duquel treize réfugiés vietnamiens, qui voulaient rentrer dans leur pays, ont été drogués et placés, contre leur gré, à bord d'un avion en partance pour Guam. On ignore combien de temps après *l'incident* — qui s'est produit le 1er mai — cette *mutation a été décidée.*

Les autorités de l'armée de l'air américaine ont confirmé les faits, le mardi 12 août, quelques heures après que le représentant Joshua Eilberg, président de la sous-commission d'immigration, en eut fait état, en réclamant des explications. — *(A.P.)*

Gabon

● M. OMAR BONGO, président de la République gabonaise, s'est rendu, mardi 12 août, dans la réserve de chasse du sud du Gabon, où le président Giscard d'Estaing passe, depuis *dimanche*, quelques jours de vacances. — *(A.F.P.)*

Mexique

● M. LUIS ECHEVERRIA, président du Mexique, a quitté Amman à l'issue d'une visite *officielle de trois jours* en Jordanie. Amman était la cinquième et dernière étape d'une tournée dans la région qui l'a mené en Arabie Saoudite, au Koweït, au Caire et en Israël. Le président Echeverria fera escale à Dakar, où il passera la nuit, avant de se rendre jeudi à Port-of-Spain, puis à La Havane. — *(A.F.P.)*

● DES GUERILLEROS URBAINS ont ouvert le feu, mardi 12 août, sur deux policiers et trois vigiles et les ont tués. Ils ont, en outre, blessé deux commerçants. Les agresseurs ont laissé des tracts indiquant qu'ils appartenaient au Mouvement du 23 septembre. — *(A.P.)*

Nigéria

● LE GENERAL YAKUBU GOWON, ancien chef de l'Etat *nigerian, déposé le 29 juillet* dernier, est arrivé mardi *12 août à Londres*, venant d'Accra. Bien que le général Gowon ne soit plus désormais qu'un simple citoyen, il a été salué, à l'aéroport de Gatwick, par l'ambassadeur Sir Paul Wright, représentant personnel de M. James Callaghan, secrétaire au Foreign Office. — *(A.F.P.)*

Pologne

● M. KOSSYGUINE a quitté mardi 12 août la Pologne pour l'U.R.S.S. après avoir rencontré M. Gierek. — *(A.P.)*

Roumanie

● LE RABBIN ISRAEL MILLER, le plus important dirigeant de la communauté juive des Etats-Unis, a annoncé le 12 août à New-York qu'il avait été invité par le gouvernement roumain. Depuis que le Congrès a accordé à la Roumanie le *bénéfice de la clause* de la nation la plus favorisée, le nombre d'émigrants autorisés à quitter ce pays a quintuplé, a-t-il précisé. — *(Corresp.)*

Vietnam du Sud

● PLUS DE QUATRE MILLE INDOCHINOIS, réfugiés dans des pays du Sud-Est asiatique et d'Extrême-Orient, seront réinstallés ailleurs durant le mois d'août, indique un communiqué publié à *Genève*, le 12 août, par le Comité Intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME).

La plupart de ces réfugiés, précise le CIME, soit près de trois mille cinq cents personnes, seront réinstallés aux Etats-Unis. *Les autres doivent* être accueillis notamment en France et en Australie. — *(A.F.P.)*

AFRIQUE

La République Sud-Africaine au point de non-retour

II. — L'amère impatience des « gens de couleur »

Dans un premier article (« le Monde » du 13 août), notre envoyé spécial a montré que le système d' « apartheid » commençait à être sérieusement ébranlé par les pressions auxquelles est soumise la minorité blanche, qui s'efforce de préserver une partie de ses privilèges.

De notre envoyé spécial PHILIPPE DECRAENE

Le Cap. — Lorsqu'on évoque en Europe la ségrégation, c'est presque toujours à la grande et réelle misère des Noirs que l'on pense. Mais c'est toute la société sud-africaine qui est soumise à ségrégation, toute relation étant pratiquement interdite, non seulement entre les divers groupes raciaux — noirs, métis, indiens, blancs, — mais également, au sein de certains de ces groupes, entre les divers éléments qui les composent.

Les rigueurs de l'*apartheid* n'épargnent ni les métis ni les Indiens, d'autant plus durement ressenties qu'aucun de ces deux groupes raciaux (1) ne dispose de foyers nationaux analogues aux *Bantoustans* réservés aux Noirs. Le cas des communautés métisse et indienne n'est pas sans analogie avec celui des *Noirs urbanisés*, coupés plus ou moins temporairement de leurs *homelands*, où ils ont souvent été contraints de laisser une partie de leur famille afin de pouvoir trouver du travail (2).

L'amertume est d'autant plus grande que, pendant de longues années, les métis sud-africains se sont crus plus proches des Blancs que des Noirs. Jusqu'à une époque récente, leur plus grande ambition était de « *passer la ligne de couleur* » et d'être tenus pour blancs. Jusqu'à l'accession au pouvoir du parti nationaliste, qui a mis fin à cette pratique, ils envoyaient des représentants au Parlement du Cap.

Il y a quelques années encore, les métis sud-africains, comme un siècle et demi auparavant ceux de Saint-Domingue, étaient en mesure de protéger par un solide rempart la communauté blanche, dont ils souhaitaient ardemment partager les privilèges. Cette évolution leur fut interdite parce que les Blancs d'Afrique du Sud, comme ceux des Antilles au dix-huitième siècle, nourrissent à l'égard des métis un sentiment de supériorité. Comme l'île de Saint-*Domingue ravagée jadis par une* guerre civile, dans la conduite de laquelle l'intelligentsia métisse joua un rôle décisif, la République Sud-Africaine risque de devoir un jour faire face à une coalition, au moins provisoire, entre Noirs et métis.

« *Il n'y a pas de pouvoir brun, car nous sommes décidés aujourd'hui à faire cause commune avec les autres éléments non blancs de la population* », nous a dit M. Sannie Leon, porte-parole de la communauté métisse, président du Conseil national représentant des métis, qui a ajouté, avec une rancœur compréhensible : « *Le Race Classification Act (3) qu'appliquent de petits fonctionnaires fixe notre sort, de la naissance à la mort, parce qu'il détermine qui nous sommes, ce qui délimite immédiatement nos droits... Je suis ainsi dénommé métis, alors que, pour ma part, je me considère comme Sud-Africain, et qu'en tant que tel je suis résolu à n'être tenu à l'écart de rien de ce qui est accessible à un Sud-Africain blanc...* » M. Sannie Leon, qu prône l'unité d'action avec les Noirs, « *parce que nous sommes interdépendants les uns des autres* », est-il partisan de la violence ? Il s'en défend catégoriquement.

Prêt à admettre, pour l'instant, un simple retour au statut antérieur à l'accession du parti nationaliste au pouvoir, il est, comme l'immense majorité des libéraux blancs, opposé au suffrage universel, auquel il préfère « *le vote qualifié* ». Quelles sont les priorités pour M. Sannie Leon ? : « *D'abord le partage du pouvoir, parce que, sans responsabilités politiques, nul ne peut réellement progresser économiquement... Le Parlement sud-africain doit comprendre des représentants appartenant à toutes les races...* »

La pression démographique

M. Van der Ross, professeur de philosophie récemment promu recteur de l'université de Western Cape, à Belleville, dans la banlieue du Cap, a des vues plus nuancées sans être pour autant fondamentalement différentes. Cet intellectuel aux manières distinguées, au langage châtié, aux propos modérés, dirige un corps professoral de cent soixante-cinq membres, en majorité blancs, enseignant à plus de mille cinq cents métis. Il dit : « *Bien que cette université ait été fondée il y a quinze ans déjà, je suis le premier recteur blanc, et le seul des cinq universités non blanches que compte la République. Peut-être verrai-je, de mon vivant, des universités intégrées puisque, sur onze universités blanches, neuf étaient représentées lors de mon installation solennelle, en mars dernier.* »

Cependant, comme la communauté métisse représente plus de deux millions d'habitants, l'unanimité est loin de régner au sein d'un groupe qui comporte un large échantillonnage des diverses classes sociales. A la base, ouvriers en bâtiment, charpentiers, briquetiers, plâtriers, peintres, artisans et journaliers agricoles formulent surtout des revendications d'ordre salarial. Apparemment peu turbulents, ces éléments risquent néanmoins de devenir plus combatifs sous l'effet de la pression démographique. En 1970, l'accroissement par unité familiale métisse atteignait 3,3 % contre 2,1 % chez les Blancs. Dans dix ans, plus de deux cent mille métis de la péninsule du Cap risquent de se trouver sans emploi, et on s'en inquiète, notamment en favorisant la création de nouvelles villes entièrement métisses. C'est le cas de Dassenberg, située à une cinquantaine de kilomètres du Cap, prévue pour accueillir un demi-million d'habitants.

L'élite enrichie, et socialement parvenue, continue parfois de souhaiter s'intégrer à une communaute blanche, qui la rejette toujours. Les plus démunis, en revanche, veulent s'agréger désormais à la communauté noire. Médecins, hommes d'affaires, avocats, journalistes, sont de plus en plus impatients d'accéder aux responsabilités du pouvoir, même si quelques-uns des plus riches affirment que l'action politique est stérile, et que seule compte la réussite économique. Pour établir un parallèle avec la société noire américaine du début du siècle, par exemple, il faut dire que les tenants de la « *promotion sociale* », telle que la préconisait Booker Washington, perdent actuellement du terrain au profit des partisans de la « *conquête du pouvoir* ». Un médecin diplômé d'Edimbourg nous dit avec amertume : « *L'Afrique du Sud est le seul pays du monde où vous n'êtes pas jugé par les tiers en fonction de votre réussite sociale ou de votre compétence professionnelle, mais exclusivement en fonction de la couleur de votre peau...* »

Indice inquiétant, alors que M. Sannie Leon est déjà contesté par une partie des élites intellectuelles métisses, qui lui reprochent de « *se contenter de promesses démagogiques pour conserver sa place, analogues à celles qu'il dut faire pour la conquérir* ». Les dirigeants de Pretoria semblent résolus à ne pas brusquer les étapes. Certes, le Conseil représentatif des métis a été élevé, cette année, au rang de cabinet. Il peut soumettre des lois au Parlement, même si celles-ci n'ont pas reçu l'approbation du ministère des affaires métisses. D'autre part, les membres du cabinet sud-africain peuvent prendre des décisions fondées sur des résolutions émises par le Conseil.

Mais M. Van Der Merwe, ministre des affaires métisses, membre du parti nationaliste, nous a affirmé de son côté : « *Il ne faut pas aller trop vite sur la voie des réformes, parce que 70 % des membres de la communauté métisse ne sont pas encore en état de se défendre dans le cadre d'une société intégrée, étant donné que leur degré d'évolution reste encore insuffisant pour l'instant. Beaucoup de difficultés s'aplaniront avec le temps, car nous voulons aller aussi loin que possible dans la mesure où, n'ayant pas de territoires séparés, nous devrons vivre ensemble... L'intelligentsia métisse soutient la position gouvernementale parce qu'elle la comprend, mais il y a malheureusement quelques démagogues qui ne se soucient que de gagner les voix des électeurs; aussi, avec les éléments les moins évolués de cette communauté, on va vers de graves frictions, dont il reste toutefois impossible de prévoir à quel moment précis celles-ci se traduiront...* »

Les trois Indiens de l'État d'Orange

Bien que, d'après le recensement de 1970, les Indiens ne soient guère plus de 600 000, on estime aujourd'hui leur nombre à près de 800 000, surtout concentrés dans la région de Durban. Très peu nombreux à l'extérieur de la province du Natal, ils sont littéralement interdits de séjour dans l'*Etat libre d'Orange*, qu'ils n'ont le droit que de traverser sans y faire halte plus de quelques heures. Trois Indiens apparaissent pourtant dans les statistiques officielles concernant la population de cette province : « *Ils ont été reclassifiés comme métis* », nous a-t-on expliqué à Durban.

Ce groupe racial est considéré comme le plus homogène. On lui reproche paradoxalement d'être fermé à toute influence extérieure, alors qu'il est en réalité férocement tenu à l'écart des autres communautés. Descendants de journaliers venus couper, au siècle dernier, la canne à sucre du Natal, les Indiens possèdent une petite élite très attirée par le parlementarisme occidental et farouchement résolue à conquérir ses droits politiques. Formée à l'école de Gandhi, qui fut avocat à Durban, elle adhère à la non-violence, mais n'en proteste pas moins, avec vigueur et persévérance, contre le statut octroyé à la communauté indienne.

Contrairement à celui des métis, le Conseil représentatif des Indiens comporte une majorité de membres nommés et une minorité de membres élus. Il est donc moins revendicatif et défend moins les exigences de la base que celle d'un certain *establishment*, au sein duquel les amertumes sont très grandes. Depuis cette année, une partie des attributions du ministre des affaires indiennes ont été dévolues au conseil, et le comité exécutif devrait être érigé en véritable cabinet, destiné à établir une liaison permanente entre ce conseil, le Parlement du Cap et le gouvernement de Pretoria.

« *Nous refusons le développement séparé*, nous dit un magistrat indien de Durban, *parce que nous voulons des droits égaux pour tous dans ce pays. Il faut qu'au Parlement chaque groupe racial soit représenté et que chaque député ou sénateur représente tous les groupes raciaux.* »

Pour un professeur indien : « *L'amélioration est sensible dans les rapports avec les Blancs, les métis et les Noirs des classes supérieures, mais avec les Noirs appartenant aux classes populaires les relations sont mauvaises. Elles ne s'amélioreront que lorsque les Bantous ne seront plus séparés de leurs familles, ce qui constitue une source de frustration, et donc de tensions. Au fur et à mesure que la condition des Noirs s'améliorera, ceux-ci devraient être plus ouverts au dialogue avec les autres communautés...* »

Comme les Noirs ou les métis, les Indiens bénéficient des premières entorses faites au système d'*apartheid*, mais le chemin à parcourir pour parvenir à l'égalité est évidemment considérable. C'est ainsi qu'à Durban, où l'Alliance française, comme partout ailleurs, n'a pour objectif que le rayonnement de la langue française, les deux cent vingt élèves inscrits aux cours de français sont tous blancs. L'accès aux quatre mille volumes de la bibliothèque est réservé aux Blancs, afin d' « *éviter toute source de conflit avec les autorités sud-africaines* ».

Les « Noirs urbanisés »

Plus nombreux que leurs frères restés dans les Bantoustans, les « *Noirs urbanisés* », c'est l'expression officiellement employée en Afrique du Sud, sont plus de huit millions. Paysans sans terres, ouvriers sans emplois, ils ont quitté leurs *homelands* pour trouver un emploi dans les zones blanches.

Dans l'industrie, le rapport entre travailleurs noirs et blancs est de un à quatre. Dans le bâtiment, ce rapport est de un à six, et, si l'on considère les six principaux secteurs d'activité économique du pays (construction, mines, électricité, transports, industrie), ce rapport est d'un Blanc pour cinq Noirs. Enfin, d'après une statistique récente, sur 2 676 974 travailleurs recensés en Afrique du Sud dans l'industrie, on ne compte que 573 483 Blancs.

Cette situation explique que, sous la pression des faits, le gouvernement sud-africain infléchisse sa politique, même s'il continue d'assurer officiellement : « *Autant dans leurs homelands, les Bantous doivent bénéficier de l'intégralité de leurs droits, et même être les seuls à en jouir, autant les Noirs urbanisés ne peuvent être considérés dans les zones blanches que comme des migrants en transit temporaire et donc dépourvus de tout droit, excepté ceux qu'ils peuvent exercer dans leur région d'origine...* »

Alors que M. Vorster et ses amis politiques persistent à dire : « *Les Noirs urbanisés ne constituent pas un peuple en soi* », des membres éminents du parti gouvernemental commencent à admettre : « *Sur le plan économique et social, les frustrations des Noirs urbanisés sont considérables. L'insuffisance des moyens d'enseignement, le nombre trop restreint de logements, l'absence de protection contre l'insécurité croissante, toutes ces réalités quotidiennes sont durement ressenties...* » Les milieux d'affaires eux-mêmes, par intérêt bien compris, poussent à la libéralisation.

Enfin, infime concession par rapport à leur contribution massive au développement de l'économie sud-africaine, les *Noirs urbanisés* ont obtenu, en mai dernier de construire leurs propres maisons dans leurs *townships* (villes africaines) et de pouvoir ainsi accéder, sous certaines conditions, à la propriété individuelle, dont ils étaient jusqu'alors absolument exclus dans *les zones blanches*. Cependant, quel que soit leur lieu de résidence dans ces zones, les Noirs ne jouissent nulle part de la liberté qui leur est, théoriquement, octroyée à l'intérieur du cadre de leurs *homelands*.

(1) 2 008 720 métis vivent dans les zones blanches (dont 1 754 630 dans la province du Cap) et 613 930 Indiens sont dans la même situation (dont 512 060 dans la province du Natal).

(2) D'après le recensement de 1970, les Bantous vivent plus nombreux dans les zones blanches (8 033 200) que dans les huit bantoustans qui constituent leurs foyers nationaux (7 003 160). Vivent également dans les zones blanches plus de 500 000 travailleurs noirs migrants venus des Etats voisins de l'Afrique du Sud (Malawi, Mozambique, Lesotho, Botswana, Swaziland).

(3) Loi définissant les critères selon lesquels une personne appartient à tel ou tel groupe racial.

Prochain article :

LE MIRAGE DES BANTOUSTANS

LA POPULATION SUD-AFRICAINE

Le dernier recensement officiel date de 1970. Sur une population totale de 21 447 230 habitants, la répartition par groupes raciaux était alors la suivante :

Blancs	3 750 716	(17,5 %)
Colorés ..	2 018 533	(9,4 %)
Asiatiques.	620 422	(2,9 %)
Bantous ..	15 057 559	(70,2 %)

Sous le terme général de colorés, on désigne toutes les variétés de métis, réparties notamment en colorés, malais et autres colorés (sic). Le terme d'asiatique désigne essentiellement les Indiens, pour la plupart originaires de la République indienne. Quant à la population noire, actuellement officiellement dénommée bantoue, elle est parfois désignée sous les termes native (indigène) et black (noire).

LES RÉACTIONS À LA RÉDUCTION DES VENTES D'ARMES

La décision, annoncée à Inga par M. Valéry Giscard d'Estaing, de réduire les ventes d'armes françaises à l'Afrique du Sud (« le Monde » daté 10-11 août) est appréciée de façon très différente dans les capitales africaines.

A Rabat, le roi Hassan II a *exprimé sa « réelle et légitime satisfaction »* et a adressé une lettre personnelle au président de la République française, dans laquelle il salue « cet acte de courage politique ».

A Addis-Abeba, dans les milieux proches du gouvernement militaire éthiopien, on tient en revanche les engagements de Paris pour « imprécis ou incomplets ».

A Alger, le représentant du Congrès national africain (A.N.C.), mouvement nationaliste noir de libération de l'Afrique du Sud, a déclaré : « L'effet diplomatique recherché par cette décision contraste avec sa portée pratique très limitée, et la décision française, même si elle devait être appliquée, ce qui est douteux, ne changera rien à la position et à l'attitude de Pretoria, qui, aujourd'hui, se suffit à elle-même grâce à la contribution directe de la France. »

De son côté, la radiodiffusion sud-africaine, commentant la position française, a affirmé qu'elle n'avait guère changé puisqu'il est de notoriété publique que la France ne fournit pas certaines catégories d'armes à l'Afrique du Sud ». — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

ASIE

Il y a trente ans, le Japon capitulait

(Suite de la première page.)

L'empereur voulait donc envoyer un émissaire clandestin à Moscou pour demander les bons offices des Russes en vue d'une paix de compromis.

Entre cette aventure, qu'on est tenté d'appeler farfelue, et les préparatifs ouverts et bruyants des jusqu'au-boutistes, dont la frénésie de suicide national s'enflait encore depuis la bataille perdue d'Okinawa, la partie n'était vraiment pas égale. Le Japon tout entier commençait à glisser de toute sa masse vers la tragédie de la « bataille suprême ». L'armée y préparait même les civils, les enfants, les femmes. Et ce final de la guerre du Pacifique aurait pu, aurait dû, être d'autant plus spectaculaire que Staline, à mille lieues de ce que le naïf empereur du Japon espérait de lui, s'apprêtait à jeter dans cette bataille les armées de l'Union soviétique, maintenant libérées du péril allemand à l'Ouest.

Après avoir longtemps fait la sourde oreille aux Alliés, qui le pressaient d'entrer dans la guerre du Pacifique, Staline avait enfin accepté, à Yalta, promettant en secret d'attaquer trois mois après la chute de l'Allemagne. Les armées russes auraient, calculait-il, entre six mois et un an pour tailler en pièces le Japon. Leur ligne de départ, à terre, en Sibérie, était plus favorable, plus proche du but, que celle de McArthur, attaquant par mer et visant seulement, pour commencer, le sud de l'archipel. Les Russes avaient des chances d'être à Tokyo les premiers !

Le 8 août, donc, exactement à la date promise, l'U.R.S.S. déclarait la guerre au Japon et ses troupes bousculaient l'armée japonaise en Mandchourie. Hélas pour Staline ! Deux jours auparavant s'était produit un événement prodigieux qui changeait la guerre et l'histoire : la bombe de Hiroshima ! La guerre russo-japonaise, au lieu de dix mois ou plus, allait durer six jours.

Pour Hiro-Hito lui aussi, le stupéfiant cataclysme renversait la situation. Du point de vue militaire, sans doute, elle n'ajoutait guère à la défaite, puisque tout était déjà perdu, et que cent villes japonaises avaient été rasées par les bombes incendiaires presque aussi complètement que Hiroshima. Mais, du point de vue politique, la bombe atomique changeait tout. Elle donnait enfin au souverain une arme pour imposer sa volonté de paix aux chefs de l'armée.

Depuis le 26 juillet, le Japon se trouvait devant l'ultimatum que lui avaient adressé de Potsdam Truman, Churchill et Tchiang Kaï-chek (Staline, cachant ses plans, n'en était pas). Il était sommé de capituler, sinon il verrait s'abattre sur lui, disaient les trois, « *une puissance infiniment plus grande que celle qui dévasta l'Allemagne* ». Le sens caché de cette formule éclatait maintenant au grand jour. Tel était, cependant, l'entêtement des militaires qu'il fallut encore six jours d'intrigues confuses et d'âpres débats au sein du groupe dirigeant — le cabinet, qui avait à sa tête le vieil amiral Suzuki, de tendances pacifistes, l'entourage de l'empereur et les chefs de l'armée, sous le général Anami, ministre de la guerre — avant que la volonté impériale parvienne à s'imposer. Par deux fois l'empereur dut réunir son conseil suprême dans l'abri souterrain de son palais détruit, tandis que les bombes incendiaires continuaient à pleuvoir, et que Nagasaki, à son tour, était « atomisée ». C'est la deuxième fois seulement, le 14 août, que, au milieu des sanglots, ses ministres prostrés devant lui finirent, comme il le leur demandait, par « *accepter l'inacceptable* ».

La rébellion d'un groupe d'officiers fanatiques, à Tokyo, faillit encore tout faire échouer. Un peu partout dans le pays et sur les fronts d'Asie, des centaines d'officiers et de soldats préférèrent se suicider, beaucoup en faisant *harakiri*, plutôt que de capituler. Mais la grande masse de l'armée céda : l'empereur avait parlé, sa parole libérait ses sujets du devoir de mourir.

La population civile, elle, était restée complètement dans l'ignorance du débat où, pendant six jours, son sort était resté suspendu entre la capitulation et l'anéantissement. Jusqu'au dernier moment, en effet, ses dirigeants lui avaient caché la situation. Le secret était tel que, jusqu'à la paix revenue, jamais le fait même de la bombe atomique ne fut officiellement annoncé au peuple par les autorités japonaises. Pendant six jours, les Japonais ne recueillirent, à ce sujet, que des rumeurs plus ou moins fantastiques. C'est seulement après la paix revenue, et par les informations américaines, qu'ils ont commencé à connaître peu à peu l'horreur de Hiroshima.

Sourires pour les G.I.

Allaient-ils accueillir leurs vainqueurs par une explosion de haine ? Après le débarquement, les G.I. allaient-ils se faire assassiner ? Non seulement il n'en fut rien, mais, de façon inattendue, paradoxale, il ne fallut pas un mois pour que les Américains fussent traités en hôtes bienvenus ne voyant autour d'eux que des sourires. Hypocrisie ? Retournement de veste à l'échelle d'un peuple entier ? Ce n'était pas cela, mais plutôt l'immense soulagement de la paix et le sentiment que les occupants étaient aussi des libérateurs : ils délivraient le Japon du long cauchemar du fascisme militaire.

Les grandes orientations du « Nouveau Japon » ont été immédiates, visibles dès les premiers jours après la capitulation, et en grande partie spontanées. La première est cette « allergie atomique », qui va de pair avec une détestation profonde des militaires, en dépit de toute la légende ancienne des *samourai* et du *bushido*. Quoi que l'on ait pu en dire, elle demeure puissante aujourd'hui encore, trente ans après.

La seconde est, sinon l'anticommunisme, du moins l'allergie, pour reprendre le même mot, au communisme. Dans l'état où il était en 1945, ce pays privé de toute liberté et habitué à l'obéissance, ce pays où tout le monde était également ruiné et misérable, aurait pu tomber tout naturellement dans la révolution et le communisme. Il n'en a rien fait. L'occupation américaine, bien moins par la contrainte que par un effet en quelque sorte catalyseur, a mobilisé d'emblée dans le tempérament japonais tout ce qui pousse à l'ordre accepté, au travail constructeur, au conservatisme.

La troisième est l'appartenance au camp américain dans la guerre froide. Car le Japon est le premier pays où jaillit l'étincelle de la guerre froide ; elle apparaît au lendemain même de la défaite nippone, bien mieux, avant même cette défaite : la bombe atomique en est en réalité la retentissante ouverture. Si Truman et Churchill ont décidé de s'en servir contre les Japonais, une de leurs grandes raisons est d'escamoter la participation des Russes à la victoire sur le Japon. Ils regrettent maintenant d'avoir invité Staline à la dernière partie de la guerre du Pacifique et à la curée finale. L'explosion expérimentale du Nouveau-Mexique leur a révélé, en plein milieu de la conférence de Potsdam, quelle arme fantastique ils ont à leur disposition pour en finir avec les Japonais : ils n'ont plus aucune envie de partager la victoire, cette victoire devenue toute proche, immédiate, instantanée ! Il n'y aura pas de Japon coupé en deux, comme l'Allemagne, comme la Corée. Grâce à la bombe, Staline aura « raté » le Japon...

Mais que ce ne soit pas une excuse, encore moins une justification, pour le crime d'Hiroshima et de Nagasaki. On ne redira jamais assez que s'il fallait qu'elle fût lancée, elle aurait pu l'être à titre de démonstration, « proprement », sans victimes, sur quelque île inhabitée à portée du Japon. Certains de ses inventeurs eux-mêmes avaient supplié Truman d'agir ainsi.

ROBERT GUILLAIN.

PROCHE-ORIENT

Israël

MORT DE M. PINHAS SAPIR ancien ministre des finances

M. Pinhas Sapir, président de l'Organisation sioniste mondiale et de l'Agence juive, est décédé, mardi après-midi 12 août, à la suite d'une crise cardiaque. Terrassé alors qu'il participait à l'inauguration d'une synagogue, il est mort pendant son transport à l'hôpital de Beercheva, dans le Neguev.

Une « colombe » par conviction

« Je suis une « colombe », non pas par faiblesse mais par crainte pour Israël. Je me révolte contre la conception selon laquelle tout homme qui exprime le vœu d'une paix accompagnée de concessions territoriales doit être stigmatisé comme traître. » *C'est dans ces termes peu diplomatiques que Pinhas Sapir, l'un des dirigeants les plus importants de l'équipe au pouvoir en Israël avait engagé la lutte, en novembre 1968, contre les conceptions « annexionnistes » du général Dayan et du clan des « faucons ». Huit mois auparavant, il avait renoncé à son poste de ministre des finances pour succéder à Mme Golda Meïr à la tête du secrétariat général du parti travailliste.*

Technocrate froid et calculateur, « père » de l'économie israélienne, Pinhas Sapir estimait que les projets du ministre de la défense visant à une éventuelle absorption des Arabes des territoires occupés constituaient un danger économique et politique, ainsi qu'une menace pour la sécurité d'Israël. « Il ne faut pas être un grand mathématicien pour savoir que, en additionnant la population *ritoires occupés, p r é o c c u p a i t* rité arabe vivant déjà en Israël, les Arabes deviendraient majoritaires dans un proche avenir. »

D'aucuns affirmèrent à l'époque que l'avenir politique du général Dayan, plus que le sort des territoires o c c u p é s, préoccupait Pinhas Sapir. Il est vrai qu'il s'opposait déjà, dans la course au pouvoir, au ministre de la défense et à toute l'équipe des anciens du groupe nationaliste Rafi incorporé dans le parti travailliste.

Le général Dayan ne manquait d'ailleurs jamais l'occasion de rappeler que ses positions concernant la sécurité et la politique étrangère étaient bien plus proches de celles de M. Begin (chef du parti nationaliste de droite Gahal) que de celles de Sapir, pourtant membre du même parti que le ministre de la défense.

En avril 1971, le p r e m i e r congrès du parti travailliste après la fusion du Mapaï, de l'Ahdouth Haavoda et du Rafi, ne contribue pas à renforcer l'homogénéité de la classe dirigeante israélienne. Pinhas Sapir, redevenu ministre des finances, mais toujours tout-puissant au sein de l'appareil du parti, se voit reprocher d'avoir, en quelque sorte, faussé les élections des trois mille délégués du congrès en organisant, au préalable, les sections de base de manière à assurer la prédominance des éléments favorables à la tendance Mapaï. A la même époque, il subit son premier échec en tant que ministre des finances lorsqu'il doit dévaluer la livre israélienne de 20 % après avoir dit et répété qu'il ne toucherait pas à sa définition. Mais il juge la mesure indispensable à l'assainissement d'une économie très lourdement grevée par les besoins de la défense nationale. La hausse des prix, due à la dévaluation, aggrave la situation des couches les plus déshéritées et renforce, en même temps, sa conviction que « seule la paix nous débarrassera d'un budget militaire que nous ne pourrons pas supporter longtemps, même avec l'aide des juifs du monde entier ».

Deux ans plus tard, en avril 1973, Sapir s'oppose à nouveau ouvertement aux thèses du général Dayan en affirmant qu'Israël ne devrait pas laisser subsister le moindre doute sur son intention d'évacuer la plus grande partie des territoires occupés après la signature d'un accord comportant des « rectifications indispensables à notre sécurité nationale ». *Il est alors de plus en plus question d'un retrait de Mme Meïr après les élections d'octobre, et Sapir passe, avec le général Dayan, pour l'un des candidats les mieux placés à sa succession. La guerre d'octobre 1973 et les « mahdalim » (négligences commises à la veille des hostilités) disqualifieront bientôt le ministre de la défense. Pinhas Sapir pour sa part affirme qu'il est décidé à ne pas accepter le poste de chef du gouvernement.*

En fait, c'est l'ensemble de la « vieille garde travailliste » *dont fait partie Sapir qui a été atteint par les retombées de la guerre. Le ministre des finances n'échappe pas à la vague de contestation qui submerge le pays. On lui reproche notamment certaines amitiés avec des hommes qui ont trempé dans les scandales financiers de 1973 et ses méthodes de travail « archaïques ». Même* l'« agenda de poche » *légendaire, où il inscrivait les comptes du pays comme un simple épicier, n'échappe plus aux critiques.*

Dans ces conditions, Sapir préfère s'en tenir à son rôle de « faiseur de premiers ministres ». *Il appuie à fond la candidature du général Rabin contre celle de M. Shimon Pérès, ami politique et dépositaire des thèses du général Dayan. Une fois l'élection de son poulain assurée — à une faible majorité il est vrai, — Pinhas Sapir se retire de la vie politique. Il se consacrera désormais à la tâche de faire venir en Israël le plus grand nombre possible de juifs. Président de l'Organisation sioniste mondiale et de son exécutif, connu sous le nom d'Agence juive, il réserve désormais l'essentiel de son temps à l'Alya (la montée vers Israël), convaincu que* « le pouvoir de dissuasion d'un million supplémentaire de juifs en Israël est plus efficace que celui de nouveaux Phantom et de missiles ».

JEAN GUEYRAS.

[Né en Pologne en 1909, Pinhas Sapir, de son vrai nom Pinhas Koslovski, émigra en Israël en 1929. Il s'y lança immédiatement dans la vie politique. Emprisonné à plusieurs reprises par les Britanniques, il fit partie de l'armée secrète de la Haganah, puis fut l'un des premiers directeurs de la compagnie nationale des eaux Mekoroth. En 1955 il *devint ministre du commerce et en* 1963 ministre des finances. Il occupa ce poste presque sans interruption pendant onze ans. Pinhas était réputé pour son aptitude à « mobiliser les ressources juives du monde » afin d'assurer l'intégration des immigrants et le développement d'Israël.]

A WASHINGTON

Les entretiens israélo-américains sur un nouvel accord intérimaire se poursuivent

M. Kissinger se rendra samedi à Vail, dans le Colorado, pour mettre le président Ford au courant des derniers développements des négociations égypto-israéliennes sur le dégagement dans le Sinaï, a annoncé, mardi 13 août, M. Ronald Nessen, porte-parole de la Maison Blanche.

M. Nessen a précisé qu'à *cette* occasion le président Ford et M. Kissinger pourraient étudier de nouvelles suggestions américaines pour faciliter la conclusion d'un accord. Dans les milieux informés de la Maison Blanche, on ajoute que le secrétaire d'Etat envisage toujours de reprendre sa navette au Proche-Orient à la fin du mois d'août, « *si les négociations continuent de progresser* ».

Deux séries d'entretiens séparés, les uns politiques, les autres financiers, se sont ouverts mardi matin à Washington entre les Etats-Unis et Israël. Les entretiens politiques portent sur *la* conclusion d'un accord intérimaire dans le Sinaï entre Israël et l'Egypte, et les discussions financiers sur l'aide de Washington à Jérusalem.

Le porte-parole du département d'Etat a refusé de confirmer les informations selon lesquelles les entretiens politiques ont pour objet essentiel la rédaction du document final de l'accord intérimaire dans le Sinaï. Il s'est borné à indiquer que les discussions étaient conduites du côté américain par M. Joseph Sisco, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques, et du côté israélien par M. Simcha Dinitz, ambassadeur à Washington, et qu'elles « *s'inscrivaient dans le cadre des discussions générales en vue d'un accord* ».

Le porte-parole du département d'Etat a affirmé, d'autre part, que les entretiens financiers n'étaient pas liés à un éventuel accord israélo-égyptien. Il est, cependant, généralement admis que ces conversations ont trait à la demande d'aide militaire et économique d'Israël, en instance depuis mars dernier. Cette demande porte sur 2,4 milliards de *dollars, 1,8 milliard* à titre militaire (des avions Phantom et des missiles Lance notamment) et 600 millions de dollars à titre civil.

M. RABIN : Israël n'évacuera jamais les hauteurs du Golan.

● *A TEL-AVIV*. M. Rabin a déclaré mardi que l'Egypte avait « *considérablement changé son attitude à l'égard de la durée de l'accord intérimaire sur le Sinaï depuis mars dernier, ce qui augmente les chances de parvenir à un accord* ».

Le premier ministre israélien, qui a pris la parole dans un kibboutz du Neguev, a cependant conseillé à l'Egypte de «*ne pas violer les accords qui seront signés* », ajoutant que les lignes israéliennes seront proches des puits de pétrole d'Abou-Rodeiss. Si ces puits sont restitués à l'Egypte, a-t-il dit, Israël recevra des compensations financières ainsi qu'une garantie d'approvisionnement en hydrocarbures.

S'adressant à ceux qui « *voient dans ce retrait une tragédie* », M. Rabin a souligné *que les nouvelles* lignes de défense seraient encore à 250 kilomètres à l'ouest de celles d'avant la guerre de six jours.

M. Rabin a enfin estimé qu'un accord intérimaire avec la Syrie n'était pas, selon lui, possible, parce qu'Israël n'évacuera jamais les hauteurs du Golan. — *(A.F.P.)*

AMÉRIQUES

Argentine

Le colonel Damasco est le nouvel homme fort du gouvernement

Buenos-Aires *(A.F.P., Reuter)*. — La lutte contre la subversion, le dialogue avec les partis et l'établissement d'un « ordre moral » semblent être les premiers objectifs du nouveau cabinet argentin : le nouvel homme fort, le colonel Vicente Damasco, ministre de l'intérieur, l'a dit à la sortie de la première réunion du gouvernement, il est d'ailleurs le seul ministre à avoir parlé depuis lundi. « *Tous nos efforts,* a-t-il dit, *tendront à rendre aux Argentins la paix et la tranquillité auxquelles ils aspirent. La lutte contre les organisations clandestines d'extrême gauche n'empêchera pas d'engager un dialogue avec tout le monde, y compris les politiciens.* »

Le commandant de l'armée de l'air, le général Luis Fautario, a déjà suggéré au gouvernement d'agir en vue de « *substituer la générosité à l'égoïsme, l'action à la théorie, la paix à la violence, l'ordre à l'anarchie et la morale à l'inconduite* ». « *Ces valeurs,* a-t-il poursuivi, *sont la base de la société et les garants de sa survie, et c'est pour ne pas avoir respecté ces valeurs que le cancer de la subversion et de la violence s'est propagé dans le pays.* »

Interprète des forces armées, le général Fautario a dû trouver une oreille complaisante chez le colonel Damasco, qui paraît aujourd'hui occuper auprès de Mme Peron le vide créé par le départ de l'ancienne éminence grise et ministre du bien-être social, M. José Lopez Rega.

Le colonel, ancien commandant du prestigieux régiment des grenadiers à *cheval* de Saint-Marin, âgé de quarante-huit ans, était devenu, en 1972, le plus proche collaborateur de *Peron*, qui l'avait nommé secrétaire général de son gouvernement. Il était ensuite passé au second plan avec l'ascension de M. Lopez Rega.

C'est d'autre part M. Antonio Caffiero, *représentant argentin* auprès des Communautés économiques européennes, qui prend le redoutable portefeuille de l'économie. Il est le sixième *ministre de l'économie en l'espace* de dix semaines. Le poste avait été laissé vacant à la suite du remaniement ministériel de lundi.

M. Caffiero a été rappelé de Bruxelles pour prendre ses nouvelles fonctions.

Brésil

LA CENSURE DE PRESSE DEVIENT PLUS RIGOUREUSE

Rio-de-Janeiro *(A.P., A.F.P.)*. — *Après le discours du président* Ernesto Geisel (*le Monde* daté 6-7 *août*), *considéré* « *dur et frustrant* » par les partisans de la « détente » politique au Brésil, le gouvernement a encore renforcé la censure sur la presse.

M. Ulysses Guimaraes, chef du Mouvement démocratique brésilien (M.D.B.), a fait distribuer, pour répondre aux attaques présidentielles, un *communiqué* où il critique vivement le gouvernement. C'est la première fois que le seul parti d'opposition légal adopte cette tactique, après avoir longtemps recherché le « dialogue » avec le président.

« *La libéralisation promise par le gouvernement n'est plus qu'une formule destinée à maintenir les lois d'exception* », déclare M. Guimaraes, qui réclame la réforme d'une Constitution, qui accorde des « pouvoirs excessifs » à l'exécutif depuis 1968. Selon lui, la restauration de la démocratie est essentielle.

« *Ce que nous voulons*, dit-il, *c'est mettre fin au pouvoir de l'exécutif, qui jugule le Congrès, étouffe le Parlement et instaure la censure dans tous les domaines.* »

Les dirigeants du parti gouvernemental (ARENA), et le ministre de la justice, M. Armando Falcao, ont *immédiatement condamné le* communiqué du chef de l'opposition. Selon les observateurs, les militaires qui se situent à droite du général Geisel et sont toujours opposés à la « détente », accroissent leur influence. Le durcissement de la censure pourrait en être un signe.

Pérou

Le gouvernement sévit contre l'extrême gauche

Les journalistes et hommes politiques péruviens, dont le gouvernement de Lima *a décidé l'expulsion, ont quitté* le Pérou à destination du Mexique et de l'Argentine. Les dirigeants du parti APRA, MM. Armando Villanueva del Camp, *Luis Negreiros et Carlos Enrique Ferreyros, ainsi que les journalistes* Jose Rosas et Carlos Flores, ont dû s'expatrier au Mexique. L'écrivain Carlos Malpica, l'économiste Virgilio Roel, le secrétaire général de la Fédération des mineurs Victor Cuadros, le directeur de la revue « Marka », se sont rendus en Argentine.

Correspondance

Lima. — Le gouvernement péruvien a annoncé, le 5 août, une série de mesures de répression dirigées contre l'extrême gauche et contre des éléments appartenant à l'Alliance populaire de la révolution américaine (APRA), le parti de M. Raul Victor Haya de la Torre.

La décision la plus spectaculaire est le bannissement de vingt-huit personnalités, dont l'ancien président du Parlement, M. Armando Villanueva, M. Ricardo Letts, dirigeant du mouvement marxiste-léniniste *Vanguardia revolucionaria*, et l'économiste Carlos *M a l p i c a. Ces personnalités* sont accusées d'avoir eu des « *activités subversives* », *en particulier d'avoir « fait de fréquents voyages en divers endroits du pays afin d'inciter les populations à entreprendre des invasions de propriétés foncières, des grèves et des actes de violence* ».

Une certaine agitation sociale se *manifeste en effet depuis quelques* semaines dans le pays. L'état de siège a été imposé pour un mois, le 18 juillet, dans quatre provinces du Sud, à la suite d'une grève générale provoquée à Arequipa, la deuxième ville du Pérou, par l'annonce de *hausses des prix de nombreux* produits de première nécessité.

La mesure de banissement frappe aussi les membres de la direction et plusieurs rédacteurs de la revue indépendante *Marka*. Le gouvernement a décidé de fermer ce bimensuel, qui se proposait de rendre compte de la crise politique en *appuyant, mais de façon critique,* les réformes du gouvernement depuis le 3 octobre 1968.

Marka avait mis en cause de façon de moins en moins voilée « *les progrès* » de la « *ligne de droite* » dans certains secteurs du gouvernement. Les autorités ont interdit récemment toutes les revues, *de droite ou de gauche, quelque peu critiques comme Olga, Société et Politique, Peruvian Times, Opinion libre et Caretas.*

La mesure prise contre *Marka* est justifiée, selon un communiqué du ministre de l'intérieur, par des « *expressions inacceptables contre le gouvernement chilien et ses principaux dirigeants* ». Les autorités péruviennes manifestent depuis quelques temps une extrême sensibilité pour *tout ce qui s'écrit à propos du* pays voisin. Le 22 juillet, une correspondante de l'agence Associated Press de Lima avait été expulsée pour avoir écrit que des manœuvres *récemment effectuées* par l'armée de l'air péruvienne constituaient un « *avertissement au Chili* ».

Ce thème connaît un regain d'actualité alors qu'on célèbre en Bolivie le cent cinquantième anniversaire de l'indépendance nationale. A cette occasion ont été lancés de nombreux appels en faveur de « *l'ouverture sur la mer* » *de ce pays. A Lima*, on a toujours craint que le Chili ne propose cette *ouverture* à travers des territoires arrachés au Pérou par Santiago lors de la guerre du Pacifique (1879-1883) et sur lesquels Lima n'a jamais totalement renoncé à faire *valoir ses droits*.

RELIGION

Aux Pays-Bas

Sept personnalités catholiques ont écrit au pape au sujet de la succession du cardinal Alfrink

De notre correspondant

La Haye. — La succession du cardinal Bernard Alfrink, qui a donné sa démission comme archevêque d'Utrecht à l'occasion de son *soixante-quinzième anniversaire* il y a un mois (*le Monde* daté 6-7 juillet), continue de préoccuper les milieux catholiques néerlandais. Les évêques se sont réunis la semaine dernière à Bois-le-Duc pour discuter du problème, mais rien n'a filtré de cette réunion.

La révélation faite à Rome le 10 août, en revanche, par le journal *Il Messaggero*, que sept personnalités catholiques néerlandaises avaient adressé une lettre au pape sur *le choix d'un successeur au* primat des Pays-Bas, vient de *relancer l'affaire*. Ce groupe de catholiques, qui représente le courant de pensée majoritaire du catholicisme néerlandais, se compose de trois anciens premiers ministres (MM. Beel, de Jong, de Quay), deux ex-ministres (M. V e r i n g a et Mme Klompe, *qui, elle*, fait partie de la commission pontificale Justice et *Paix*), *le président du syndicat* catholique, M. Spit, et le président de la *télévision catholique* hollandaise, M. Loerakker.

Dans la lettre envoyée au cardinal Jean Villot, secrétaire d'Etat, en *janvier dernier*, ces personnalités demandent à Paul VI de nommer un successeur au cardinal Alfrink qui « *saura surmonter et ne pas exacerber les contradictions au sein de l'Eglise catholique* ».

Le nouvel archevêque, poursuit la lettre, qui a été portée personnellement par trois membres du groupe *au cardinal* Baggio, chargé au Vatican, de la nomination des évêques, *devrait encourager* le dialogue entre les différents courants *dans* l'Eglise catholique. Sans cette capacité de dialogue, concluent les signataires, « *on en arrivera à une polarisation déplorable et l'Eglise souffrira de pertes désastreuses* ».

Peut-on voir dans cette fuite, qui trouve son origine vraisemblablement dans les milieux de la curie, que Rome hésite à nommer un « *conservateur* » *à la tête de* l'Eglise des Pays-Bas ? M. Veringa a déclaré qu'il était convaincu que le cardinal Baggio avait compris le sentiment de *malaise* chez beaucoup *de catholiques néerlandais* qui se sentent incompris par Rome.

(Intérim.)

MÉDECINE

Sur plainte de la Sécurité sociale

L'ORDRE DES MÉDECINS RETIRE LE DROIT D'EXERCICE AU SEUL CHIRURGIEN D'YVETOT

(De notre correspondant.)

Le Havre. — Sur plainte de la Sécurité sociale, le docteur Roland Cléret, *propriétaire d'une clinique à* Yvetot, vient de faire l'objet d'une sanction de l'ordre des médecins lui interdisant de pratiquer à partir du 1er août.

A la suite de cette mesure, *le docteur* Cléret va devoir licencier son personnel, soit vingt-neuf employés, à partir du 20 août, date du départ des derniers malades actuellement en traitement. Mais, outre ces licenciements, l'interdiction de pratiquer *faite au docteur Cléret* pose un grave problème de sécurité publique. La clinique Cléret possède, en effet, le seul bloc opératoire de la région et, à 30 kilomètres à la ronde, aucun autre *établissement* ne peut le remplacer. Or, Yvetot se trouve sur un important nœud r o u t i e r. Pour les blessés de la route, les soins immédiats risquent désormais de se faire attendre.

Déjà, en 1973, le docteur Cléret *avait été suspendu deux mois pour* des motifs analogues (il conteste la tarification des actes chirurgicaux), mais il avait alors obtenu l'autorisation d'assurer une permanence *d'urgence* (« *le Monde* » daté 22-23 juillet 1973).

Affirmant que l'inactivité à laquelle on le condamne est une atteinte à la liberté du chirurgien d'exercer son métier, le docteur Cléret refuse cette fois-ci de solliciter *une telle grâce* : « En ce qui me concerne, je pars en vacances. Que l'administration prenne ses responsabilités. »

LE TÉTANOS ET LES RÉACTIONS IMMUNOLOGIQUES

Deux paragraphes de l'article *consacré* au tétanos paru dans *le Monde* du 30 juillet ayant semblé paradoxaux à quelques-uns de nous lecteurs, nous tenons à préciser deux notions immunologiques *importantes* sur l'*anatoxine* tétanique et l'intérêt de la vaccination contre le tétanos : la vaccination contre le tétanos est l'une des plus efficaces et de celles qui n'ont pratiquement aucun effet secondaire, car le vaccin est une anatoxine purifiée. L'anatoxine tétanique est une toxine rendue totalement inoffensive par l'action combinée du formol et de la chaleur mais qui a gardé intégralement son « *pouvoir immunogène* », c'est-à-dire qu'elle a gardé hors de toute faculté d'empoisonnement le pouvoir de provoquer, chez celui qui la reçoit sans risques, une réaction de défense et la sécrétion d'anticorps à même de neutraliser, pendant cinq à dix ans après la vaccination, la toxine naturelle.

D'autre part, nous avons écrit qu'il faut être vacciné contre le tétanos et subir les rappels nécessaires, car « *on n'est jamais immunisé naturellement de façon inapparente contre le tétanos, et ceux qui ont contracté la maladie ne sont pas protégés contre elles* ». Cela s'explique par le fait que la toxine est à ce point toxique que des doses qui provoquent la maladie sont trop faibles pour déclencher des réactions de défense de l'hôte, alors que les doses d'anatoxine peuvent être beaucoup plus fortes, puisqu'il s'agit d'une toxine « *détoxifiée* ». C'est là toute l'astuce et l'importance de la découverte du Français Ramon, qui, en 1922, a su dissocier les deux propriétés de la toxine au profit de l'homme.

M. A.-R.

ÉDUCATION

ADMISSIONS AUX AGRÉGATIONS

HISTOIRE (femmes) :

Mmes Allaire née Pasteau (43e), Allieu née Mary (40e), *Mlle Argaut* (68e), Mme Arnod née Poidevin (18e), Miles Balandraud (69e), Barquin (27e), Mme Barralis née Maury (10e), Miles Barthe (12e), Bellayche (2e), Blatter (5e), Borrelly (78e), Boursin (44e), *Burnouf (50e), Mmes Castro-*Freitas née Deitlinger (74e), Chalvin née Heude (69e), Chassagne née Mourlevat (51e), *Miles Clout (29e)*, Geneviève Combeau (58e), Marie-Claude Combeau (63e), Cornuel (22e), *Coste (74e), Coulon (22e), Cousin* (67e), Croset (14e), Mmes Delage née Humbert (78e), Drame née Bestainou *(56e). Drogland née Monnier (69e)*, Miles Dubesser (7e), Dufoulon (51e), Mme Duhem née Elbiche (74e), Miles Duranton (48e), *Dussaix (29e)*, Escoda (3e), Mme Gaillard née Brenet (58e), Mlle Dominique Gérard (29e), *Mme Gielen née Tissurand* (17e), Miles Giorgi (18e), Godin (34e), Claudine Goistein (47e), Grissolange (22e), Françoise Guenot (74e), Huart (25e), Michèle Israël (55e), Patricia Jacob (38e), Mme Kedzierski née *Simon (78e), Mlle Anita Lebon (11e)*, Mme Lelorrain née Steyaert (15e), Miles Lemière (44e), Levigne (4e), *Lourde (78e), Lugan (8e)*, Malenon (58e), Merlier (78e), Metzger (55e), Molleton (20e), Morère (36e), Morvan (73e), Christine Moulin (44e), Moussu (35e), Mmes Nollbe née Praud (29e), Noyelle née Bonnamour (28e), *Miles Peyrard (63e)*, Peyronnet (78e), Marie-Christine Pierre (37e), Piron (26e), Premlaler (38e), Quentel (66e), *Renaudat (6e), Mme Rinaudo née* Mounier (29e), Mlle Danièle Robin (54e), Mmes Roguès née Gay (51e), *Roux née Barbier (40e)*, Miles Sablayrolles (16e), Seux (63e), Mme Soterns née T a v e r n i e r (12e), *Miles Szwarc (69e), Tarwid (56e)*, Mme Tassaux née Bignoles (58e), Miles Tébaud (1re), Valette (40e), *Mme Vedrines née Michelon (40e)*, Miles Vignes (69e), Catherine Vincent (3e), Volpelier (20e).

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



…IGION

Aux Pays-Bas

…rsonnalités catholiques ont écrit au pape … de la succession du cardinal Alfrink

De notre correspondant

…DECINE

…UCATION

ADMISSIONS AUX AGRÉGATIONS

HISTOIRE

Édouard Herriot

UN HOMME DE SON TEMPS

par JEAN-PIERRE COT (*)

Edouard Herriot est-il de notre temps ?

François Luchaire l'affirme dans son introduction à l'ouvrage *Edouard Herriot, études et témoignages*, que viennent de publier l'université de Paris-1 et le Cercle Edouard-Herriot (1).

Pourtant, la lecture de ce volume de souvenirs, d'études ou de notations par des hommes qui ont connu Edouard Herriot et ont été associés à son action ne laisse pas cette impression. Et l'audacieux parallèle que trace Luchaire entre Herriot et Mitterrand paraît forcé, tant le dirigeant radical socialiste était solidement chevillé à son époque et à son parti.

Herriot, c'est la IIIe République. Né avec elle, Herriot est élevé dans la tradition de la République. Condisciple de Léon Blum, à l'Ecole normale supérieure, il y acquiert, note P.-O. Lapie, cette immense culture qui étonnera par la suite tous ceux qui l'approchent, et dont jaillira une œuvre littéraire ferme et riche, marquée par une thèse sur Mme Récamier et une admirable *Vie de Beethoven*, qu'il écrit alors qu'il exerce des fonctions gouvernementales. Daniel Mayer souligne qu'il s'éveille à la politique avec l'Affaire. Le doute apparaît progressivement chez ce fils d'officier. Lorsqu'il sera convaincu de l'innocence de Dreyfus, il acceptera de former la section de Lyon de la Ligue des droits de l'homme.

Lyon, qu'il administre pendant plus d'un demi-siècle. Coherdy rappelle son action vigoureuse à la tête de la municipalité. Action marquée par l'alliance souvent difficile avec les socialistes lyonnais, et ceci dès l'origine. Dès l'élection du nouveau maire en 1905, *le Progrès* regrette la rupture de l'union de la gauche... Ces relations difficiles, Herriot les vivra au gouvernement. Paul Bastid évoque le refus de participation des socialistes au Cartel des gauches en 1924. En 1936, c'est Herriot qui n'est pas de la grande aventure du Front populaire, alors qu'après le 6 février Herriot a siégé dans les gouvernements d'union nationale et ne quitte le gouvernement Laval qu'en janvier 1936. Si ses amis Auguste Pinton et Maurice Rolland se lancent dans le combat, si lui-même devient le président de la Chambre du Front populaire, il reste néanmoins... à la lisière.

Car Edouard Herriot exprime toutes les contradictions du radicalisme, retracées par Jean-Thomas Nordmann. Il fait corps avec son parti, en traduit le milieu social, la manière d'être, les réactions.

En 1924, il se heurte durement au mur de l'argent et encourt la vindicte des cardinaux de France. Il sera pourtant deux ans plus tard du cabinet d'union nationale que forme *Poincaré*.

Refusant de céder devant Pétain et Laval en 1940, il n'acceptera pourtant pas de rejoindre par la suite Londres ou Washington. Et, en 1946, remarque Jacques Georsel, les conseils du « mentor » de la nouvelle République, ne sont guère écoutés.

L'élection à l'Académie française, en 1947, lui assure à point nommé l'immortalité. Herriot est déjà dans l'Histoire.

Un grand ministre de l'instruction publique

Que reste-t-il de l'œuvre d'Herriot ? Une certaine conception de la démocratie (Georsel). Hostile au pouvoir personnel, qu'il soit incarné par Millerand, Caillaux ou de Gaulle, Herriot affirme hautement les droits du Parlement, dépositaire de la souveraineté nationale et garant du débat démocratique.

Edouard Bonnefous rappelle un aspect moins connu de l'œuvre. Herriot fut un grand ministde de l'instruction publique. Dans le gouvernement Poincaré, il engage la bataille de la gratuité scolaire, énonce le principe de l'école unique et développe la formation scientifique des élèves Cependant, c'est en politique étrangère que les idées d'Edouard Herriot ont eu le plus grand retentissement (J.-B. Duroselle, Pierre Cot). Reconnaissance de la Russie soviétique, fidélité à l'alliance anglo-saxonne et à la parole donnée (son gouvernement tombe, en 1932, sur l'affaire des dettes à l'égard des Etats-Unis), développement de l'organisation internationale (on doit à Herriot le triptyque arbitrage-sécurité-désarmement).

Duroselle oppose ces grands traits à la politique du chien crevé au fil de l'eau que mène Aristide Briand.

Michel Soulié, dans *le Cartel des gauches*, rappelle l'anecdote suivante : au lendemain de la victoire, un journaliste vient solliciter une déclaration d'Edouard Herriot. Pour toute réponse, celui-ci tend une rose, symbole de la victoire. C'était une rose d'un autre temps.

(*) Député socialiste de la Savoie, professeur à Paris-I.

(1) Publications de la Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, Paris.

SPORTS

ATHLÉTISME

Le Néo-Zélandais John Walker bat le record du monde du mile

Fidèle à la tradition qui veut que les coureurs néo-zélandais soient particulièrement vigoureux et talentueux, John Walker a établi un nouveau record du mile (1 609 mètres) en 3 min. 49 sec. 4/10, mardi 12 août à Göteborg (Suède). L'ancien record (3 min. 51 sec.) appartenait depuis le mois de mai de cette année au Tanzanien Filbert Bayi.

Du 800 mètres au cross-country

Naguère, on découvrait les coureurs néo-zélandais lorsqu'ils prenaient place sur le podium olympique. C'est ainsi que, dans la finale du 800 mètres des Jeux de Rome, en 1960, le Belge Roger Moens, alors recordman du monde, se laissa souffler la victoire par un jeune homme totalement inconnu. Cet athlète des antipodes, tout de noir vêtu, s'appelait Peter Snell. Douze ans plus tard, à Munich, Rod Dixon devait se mettre aussi soudainement en évidence, en se classant troisième du 1 500 mètres.

Cependant, les moyens d'information avaient gagné en rapidité, et les progrès de l'aviation raccourci les distances. Au début de l'année 1974, à l'occasion des Jeux du Commonwealth, organisés à Christchurch (Nouvelle-Zélande), on apprit donc qu'un certain John Walker avait terminé sur les talons du Tanzanien Bayi dans la finale du 1 500 mètres. Tout comme le vainqueur, Walker, filant comme un bolide dans le dernier tour, avait battu le record du monde de l'Américain Jim Ryun (3 min. 33 sec. 1/0). Il fut naturellement invité à faire étalage de ses qualités en Europe une fois l'été venu.

Entreprenant une seconde tournée européenne cette année, il s'était déjà signalé à plusieurs reprises avant son exploit de Göteborg. Il y a deux semaines, chronométré en 3 min. 32 sec. 4/10 dans un 1 500 mètres, n'avait-il pas notamment démontré qu'il était en mesure de supplanter Bayi, leader de la spécialité, avec un temps de 3 min. 32 sec. 2/10 ? Du 1 500 mètres au mile, la différence n'est pas bien grande, et Walker pouvait aussi bien battre le second record du petit coureur tanzanien. C'est maintenant chose faite.

Au temps de la spécialisation à *outrance*, la gamme des possibilités de ce magnifique athlète de vingt-deux ans (1,86 mètre et 75 kilos) ne laisse pas d'étonner. Ayant déjà couru un 800 mètres en 1 min 44 sec. 9/10, il s'est, en effet, classé quatrième du dernier cross international organisé à Rabat sur une distance de 12 kilomètres. Voilà qui pourrait lui permettre de renouveler l'exploit de Snell, lequel, quatre ans après sa victoire de Rome, remporta à Tokyo un double succès olympique dans le 800 et le 1 500 mètres.

RAYMOND POINTU.

DOUZE SECONDES EN TRENTE ANS

En trente ans, le record du monde du mile a été, en douze fois, amélioré de douze secondes :

4 min. 1 sec. 4/10, G. Haegg (Suède), 17 juillet 1945, à Malmoe ; 3 min. 59 sec. 4, R. G. Bannister (G.-B.), 6 mai 1954, à Oxford ; 3 min. 58 sec., J. Landy (Aust.), 21 juin 1954, à Turku ; 3 min. 57 sec. 2, D. Ibbotson (G.-B.), 19 juillet 1957, à Londres ; 3 min. 54 sec. 5, H. Elliot (Aust.), 6 août 1958, à Dublin ; 3 min. 54 sec. 4, P. Snell (N.-Z.), 27 janvier 1962, à Wellington ; 3 min. 54 sec. 1, P. Snell (N.-Z.), 17 novembre 1964, à Auckland ; 3 min. 53 sec. 6, M. Jazy (Fr.), 9 juin 1965, à Rennes ; 3 min. 51 sec. 3, J. Ryun (E.-U.), 17 juillet 1966, à San-Francisco ; 3 min. 51 sec. 1, J. Ryun (E.-U.), 24 juin 1967, à Bakersfield ; 3 min. 51 sec, Filbert Bayi (Tanzanie), 17 mai 1975, à Kingston ; 3 min. 49 sec. 4, J. Walker (N.-Z.), 12 août 1975, à Goeteborg.

AUTOMOBILISME

ACCORD PROVISOIRE ENTRE MATRA ET SHADOW

Un accord provisoire est intervenu entre Matra et Shadow, pour la fourniture de moteurs de formule 1. La société américaine Universal Oil Products et Shadow, qu'elle soutient financièrement, ont en effet décidé d'utiliser le moteur français pour trois prochaines courses, c'est-à-dire, pratiquement, pour la fin de la saison.

Les essais effectués actuellement font espérer une entrée en lice de l'association Matra-Shadow pour le Grand Prix d'Autriche du dimanche 17 août, comme on le prévoyait il y a juste dix jours (*le Monde* du 5 août). L'expérience pourrait être poursuivie lors des grands prix qui restent à disputer (Italie et Etats-Unis) et, éventuellement, à l'occasion du Grand Prix de l'Automobile-Club de Suisse, qui aura lieu le 24 août sur le circuit de Dijon.

JUSTICE

L'AFFAIRE SAINT-AUBIN

Un non-lieu est rendu en faveur de M. Mion l'officier de gendarmerie inculpé de faux témoignage

M. Pierre Blondeau, premier juge d'instruction à Dijon, a rendu le 31 juillet dernier une ordonnance de non-lieu en faveur d'un officier de gendarmerie, M. Robert Mion, inculpé de faux témoignage dans l'affaire Saint-Aubin (« le Monde » du 15 février). A l'époque des faits (juillet 1964), M. Mion commandait la compagnie de gendarmerie de Fréjus, responsable de l'enquête ouverte après la mort, dans un étrange accident de la route, de Jean-Claude Saint-Aubin, vingt-deux ans, et de sa fiancée, Dominique Kaydasch, dix-huit ans.

M. Daniel Machuron, avocat de M. et Mme Saint-Aubin, les parents de Jean-Claude, a interjeté appel de cette ordonnance de non-lieu et l'affaire devrait être de nouveau examinée, à la rentrée judiciaire, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon.

Onze ans de procédure, déjà, et un espoir de plus en plus ténu d'aboutir un jour, dans cette affaire, à la découverte de la vérité. Le 5 juillet 1964, vers 7 heures du matin, un camion militaire, suivi d'une 203 Peugeot noire, débouche brusquement du camp de Puget-sur-Argens (Var), sur la R.N. 7, et percute contre une voiture de tourisme immatriculée en Suisse et pilotée par Jean-Claude Saint-Aubin, essayeur chez Volvo, à Genève. Le conducteur et sa fiancée sont tués sur le coup. Le chauffeur du camion militaire prend la fuite, toujours suivi par la 203 Peugeot noire. Ce drame a un témoin : M. Mohamed Moualkia, ancien harki, qui confirme son récit devant huissier.

Mais depuis onze ans, tout semble se liguer pour discréditer ce témoignage, et les diverses versions officielles n'ont retenu jusqu'ici que la thèse de l'accident provoqué par un excès de vitesse, sans faire mention de la présence de véhicules militaires. Anomalies dans les rapports de la gendarmerie de Fréjus, falsification de documents, disparition de pièces à conviction, ont été pourtant constatées, mais aucune des multiples et complexes procédures engagées par les époux Saint-Aubin n'a jusqu'à présent abouti. Les autorités judiciaires — excepté M. Bernard Lathelier, ancien juge d'instruction à Dijon, qui a relancé l'affaire — ont toujours fait preuve d'une certaine retenue pour prendre en considération les faits rapportés par les parents de Jean-Claude.

C'est que M. et Mme Saint-Aubin avancent une thèse qui accuse l'Etat français : la voiture de leur fils a pu être confondue avec celle d'activistes de l'O.A.S., qui utilisaient alors la Suisse comme plaque tournante de leurs actions, et Jean-Claude et sa fiancée ont pu être ainsi victimes d'une « erreur » de certains services spéciaux. En juillet 1964, le Var s'apprêtait à accueillir *le général de Gaulle* et d'importantes mesures de sécurité avaient été prises dans la région.

Responsables d'accidents mortels

DEUX CAMIONNEURS FRANÇAIS SONT INCARCÉRÉS EN IRAN

Deux camionneurs français, MM. Raymond Perreux et Gérard Trois, sont actuellement détenus en Iran pour avoir été à l'origine d'accidents mortels. M. Perreux aurait tué une personne et en aurait blessé trois autres avant de prendre la fuite, le dimanche 10 août. Il aurait été arrêté à la frontière irano-irakienne.

Quant à M. Trois, emprisonné depuis le 29 juin pour avoir écrasé *les chauffeurs de deux voitures* qu'il avait heurtées après s'être déporté sur la gauche, il pourrait être prochainement libéré sous caution, puisque les 60 000 F nécessaires à sa libération ont, en effet été réunis. M. Trois pourrait même regagner la France jusqu'à son procès.

La loi iranienne prévoyant que tout auteur d'un accident mortel sur la route doit être détenu jusqu'à son jugement, une trentaine de camionneurs étrangers subissent actuellement un sort identique à celui des deux Français.

UN DÉTENU SE DONNE LA MORT A LA PRISON DE LOOS-LÈS-LILLE

Un détenu de la maison d'arrêt de Loos-lès-Lille, M. Abdallah Ben Moktar, âgé de vingt-deux ans, de nationalité française, s'est suicidé dans la soirée du dimanche 3 août.

Le détenu, qui était soigné au *centre médico - psychiatrique de* la prison, avait été envoyé, pour des raisons indéterminées, à la cellule de correction — le « mitard », — maintenu par une ceinture de contention.

Il aurait réussi à se dégager de cette ceinture et se serait étranglé avec une des sangles de celles-ci.

Les circonstances de la mort de M. Abdallah Ben Moktar ne sont pas complètement connues, mais on peut toutefois se demander si un détenu transféré d'un centre médico-psychiatrique au « mitard » ne méritait pas une attention particulière.

FAITS DIVERS

LA FEMME DE L'ANCIEN AVOCAT DU GROUPE BAADER-MEINHOF CONTESTE LES RÉVÉLATIONS DE « DER SPIEGEL ».

Mme Hildegard Haag, la femme de l'ancien avocat du groupe Baader-Meinhof, qui passe ses vacances dans ce qui est, selon la police ouest-allemande, un des repaires du groupe — une ferme de Saint-Jean-de-Buèges, près de Montpellier — s'est étonnée des « révélations » de l'hebdomadaire *Der Spiegel* (*le Monde* du 12 août).

« *La police n'a eu aucune peine à trouver la trace de notre maison*, a-t-elle expliqué à un journaliste du *Midi-Libre*. *Nous ne l'avons jamais cachée. Le plan se trouvait chez nous à Heidleberg. Les voisins étaient au courant.* »

Mme Haag, qui a précisé que jamais Daniel Cohn - Bendit n'était venu à Saint-Jean-de-Buèges, a aussi affirmé ne pas avoir revu son mari depuis le 14 mai dernier. « *Je n'ai aucune nouvelle de lui et ne souhaite pas en avoir, car mon courrier est contrôlé. J'aimerais pouvoir garantir à mes deux enfants une vie plus calme.* »

Dix-huit morts et trente-sept blessés le 27 mars 1975

L'incendie de l'hôtel Santa-Maria-Maggiore serait dû à un acte criminel

L'origine criminelle de l'incendie qui avait détruit, pendant la nuit du 26 au 27 mars 1975, l'hôtel Excelsior à Sant-Maria-Maggiore, provoquant la mort de dix-huit personnes — trente-sept autres avaient été blessées, — sera probablement retenue par la justice italienne. Les responsables de l'Association de défense des victimes de Santa-Maria-Maggiore, qui ont réuni, mardi 12 août, une conférence de presse dans les salons de l'hôtel Lutétia à Paris, ont donné cette précision après le retour d'Italie de leur avocat, Me Jules Borker. Ils ont également indiqué que le procureur de la République du parquet de Palanza avait accepté de recevoir leur plainte avec constitution de partie civile.

Depuis cette catastrophe, les familles des victimes s'étaient heurtées à une interminable succession de difficultés. Du fait, d'abord, de l'agence de voyage Mer et Soleil qui avait organisé le circuit (elle fonctionnait sans licence depuis 1972 après de nombreux incidents), qui n'a pas respecté sur place son contrat, selon les responsables de l'association, et surtout qui n'a pas averti les familles alors qu'elle était la seule dépositaire des noms et domiciles des vacanciers. M. Daniel Caux, président de cette association de défense des victimes, a même affirmé sans ambages qu' « *il y avait quelque chose de pourri au royaume du tourisme organisé* ».

Une fédération des associations des victimes

Après les agences, les pouvoirs publics. « *Nous avons rencontré*, ajoute M. Caux, *la pire des incompétences du côté des organismes d'Etat.* » Entre, dix autres exemples, il note qu'un mois après le drame il a fallu trois échanges de lettres pour que le ministère des affaires étrangères reconnaisse avoir en sa possession les affaires de l'une des victimes et que, quatre mois plus tard, le même ministère écrive à l'association pour se procurer... les adresses de certaines familles « *pour affaire les concernant* ».

Forte de cette malheureuse expérience, l'association a décidé de lancer l'idée d'une fédération des associations des victimes de catastrophes naturelles ou criminelles ; déjà les associations constituées après les accidents de Vierzy et de Liévin ont donné leur accord. Objectifs de cette fédération ? En premier lieu, apporter aux familles toute l'aide administrative, juridique, morale dont elles ont besoin. « *Si cette fédération, qui répond à un besoin réel et devrait être reconnue d'utilité publique, avait existé, nous aurions évité maintes démarches inutiles et gagné un temps précieux.* »

Mais, pour Me Jules Borker, avocat, cette fédération pourrait aussi mener un combat plus précis. « *Au moment où les dangers, les risques divers, augmentent que font les compagnies d'assurances ?* s'étonne - t - il. *Eh bien ! la liste de leur exonération de certaines responsabilités s'accroît, dans l'exacte mesure où les caractères d'imprimerie de leurs polices diminuent. C'est intolérable. Depuis 1951, des textes législatifs ont successivement étendu la protection des assurances aux victimes d'accidents automobiles, d'accidents de chasse et de calamités agricoles. Il est temps que la même protection soit envisagée pour les victimes de catastrophes naturelles ou criminelles.* »

De son côté, le consul de France à Turin, M. Georges Frieschi, a adressé au ministère des affaires étrangères à Paris, une lettre — dont une copie a été envoyée à M. Daniel Caux — dans laquelle le consul indique que l'enquête conduite par les autorités italiennes « *tend de plus en plus à conclure à l'origine criminelle* ». Or, estime M. Frieschi, « *si cette thèse prévalait, ce serait au détriment des intérêts de nos compatriotes qui verraient se restreindre considérablement le champ des poursuites contre les propriétaires ou le gérant de l'hôtel* ». D'autre part, ajoute le consul, « *la police d'assurances de l'hôtel couvre l'immeuble, mais ne contient aucune clause d'ouverture de la responsabilité envers les tiers* ». Il semble, en outre, qu'il subsiste quelque ambiguïté sur le titre même de la propriété, qui serait encore, estime M. Frieschi, au nom d'un nommé Galli.

Collision sur un passage à niveau à l'entrée de Paimpol

TROIS MORTS, SEIZE BLESSÉS

Trois personnes ont été tuées et seize blessées, après une collision entre un camion et un autorail circulant sur la ligne Guingamp - Paimpol. L'accident s'est produit sur le passage à niveau de Plounez, dans les Côtes-du-Nord, à l'entrée de Paimpol, le 12 août, dans l'après-midi.

Le camion chargé de gravier avait traversé la voie ferrée, alors que les signaux lumineux et sonores du passage à niveau — non gardé — annonçaient le passage de l'autorail.

Le conducteur du camion, M. Gaston Malfart, de Guingamp, a été tué sur le coup, ainsi que deux passagers du train : Mlle Becherel, de Ploubazlanec (Côtes-du-Nord), et M. Grunenfelder, demeurant en Suisse. Seize autres personnes qui se trouvaient dans l'autorail ont été blessées. Deux sont dans un état grave.

La ligne Guingamp - Paimpol, longue de 90 kilomètres environ et sur laquelle trois trains aller-retour circulent chaque jour, appartient à la S.N.C.F., mais est exploitée par une régie départementale, la Compagnie de chemin de fer et de transports automobiles (C.F.T.A.).

[Il existe en France vingt-trois mille sept cent quatorze passages à niveau, dont huit mille cinq cent vingt et un sont gardés par des agents de la S. N. C. F. Sept mille neuf cent onze sont « fermés » par des signaux lumineux accompagnés dans certains cas par des signaux sonores et des demi-barrières (quatre ou deux) qui barrent la voie. Quatre cent dix sont équipés comme l'est celui de Plounez, c'est-à-dire uniquement par un feu rouge et une sonnerie. Enfin, sept mille deux cent quatre-vingt-deux ne sont pas gardés et ne sont pas signalés autrement que par les panneaux classiques sur les routes d'accès.

Aucun passage à niveau n'est jamais sûr. L'idéal est de les remplacer par des ouvrages d'art. Deux cent quarante et un ont ainsi disparu en 1974. Il faudrait davantage de crédits pour faire davantage...]

En Allemagne fédérale

L'INCENDIE DE LA LANDE DE LUNEBOURG N'EST TOUJOURS PAS MAITRISÉ

L'incendie qui fait rage depuis six jours sur la lande de Lunebourg, en Basse-Saxe, n'a toujours pas pu être circonscrit. Malgré l'ampleur des moyens mis en œuvre, un nouveau foyer s'est déclaré à Luechow-Dannenberg, près de la frontière, et s'est propagé pendant la nuit du 12 au 13 août à cause des changements de vent. Il occupe ce matin une surface de 15 kilomètres carrés.

Les huit mille hommes qui étaient déjà sur place — pompiers, militaires et bénévoles — ont été renforcés cette nuit par quatre-vingts voitures de pompiers de Hambourg et seize de Brême. Quatre villages ont dû être évacués : Rebberlah, Sheuen, Garssen et Starkshorn

Quatre-vingts pompiers et soldats ont été sauvés *in extremis* dans la journée d'hier par l'intervention des hélicoptères. Cinq hommes avaient trouvé la mort dans la journée du dimanche 10 août (et non sept comme il avait d'abord été annoncé). Cinq mille hectares de forêts, landes et tourbières ont été détruites.

Les dégâts s'élèvent à plus de 20 millions de deutschemarks (35 millions de francs). La ligne de chemin de fer Hanovre-Hambourg est coupée, et tous les trains entre Berlin-Ouest et la R.F.A. sont détournés.

● *Quarante mille francs pour retrouver le ravisseur de Stéphanie Grenot.* — Le grand-père d'une fillette âgée de deux ans, Stéphanie Grenot, enlevée la semaine dernière à Talloires (Haute-Savoie) et rendue saine et sauve à ses parents contre une rançon de 400 000 francs (*le Monde* daté 10-11 août), a annoncé, lundi, qu'il offrait une somme équivalente au dixième de cette rançon à qui permettrait d'identifier le ou les ravisseurs.

CARNET

Naissances

— M. et Mme Richard-Lenoble ont la joie d'annoncer la naissance de

Camille.

— *Jean de la Guérivière et Véronique, née Pavie,*
Ainsi que Xavier,
sont heureux d'annoncer la naissance de

Paul,
à Paris, le 5 août 1975.

Décès

Jean ROCAUT

Mme Jean Rocaut,
M. et Mme Christian Rocaut-Quillet et leur fille,
M. et Mme Guy Rocaut et leurs enfants,
Mme Aristide Quillet,
ont la profonde douleur de faire part du décès, dans sa soixante-dix-huitième année, de

M. Jean ROCAUT,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918
et des T.O.E.,
médaille du Combattant volontaire,
président-directeur général
de la librairie Aristide Quillet,
président-directeur général
des « *Dernières Nouvelles* de Strasbourg ».

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité à Villiers-Adam (Val-d'Oise), le 12 août 1975.
« Le Logis »,
95840 Villiers-Adam.
Cet avis tient lieu de faire-part.

(Né le 6 mai 1898 à *Mâcon* (Saône-et-Loire), fils d'Henri Rocaut, officier de *carrière, il avait épousé, le 14 avril 1931,* Mlle Marcelle Quillet, la fille de l'éditeur Aristide Quillet. Ses deux fils, Christian et Guy, sont entrés dans l'entreprise familiale, qu'ils dirigent à Paris.
Jean Rocaut était P.-D.G. des « Dernières Nouvelles de Strasbourg » depuis 1961. Après avoir exercé la fonction de secrétaire général de la librairie Aristide Quillet, il fut nommé P.-D.G. de la librairie à la mort de son beau-père. Administrateur de l'Imprimerie de Compiègne, de la librairie Maloine, des « Dernières Nouvelles de Colmar », il fut vice-président du Syndicat des quotidiens régionaux depuis 1948 et membre du conseil d'administration de l'A.F.P. de 1957 à 1974.)

— *Mme Albert Béraud, son épouse,*
M. et Mme Jean Béraud et leurs enfants,
M. et Mme Michel Béraud,
M. et Mme Claude Béraud et leurs enfants,
M. et Mme Maurice Goltschel et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Berthault et leurs *enfants,*
M. et Mme Xavier Michelet et leurs enfants,
M. et Mme Alain Béraud et leurs enfants,
Ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Georges Sabrousset, ses frère et sœur,
ont la douleur de faire part du *décès de*

M. Albert BÉRAUD
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
médaille militaire,
survenu le 4 août.

La cérémonie a eu lieu à Angoulême *dans la plus stricte intimité.*
27, boulevard de Bury,
16000 Angoulême.

— Le président et le conseil d'administration de la compagnie centrale SICLI ont le regret de faire part *du décès survenu le 7 août 1975* de

M. Robert BOURBEY,
ingénieur des arts et métiers,
officier de la Légion d'honneur,
administrateur de la société.

— Mme Charles Claudon, née Renée *Pelletrat de Borde,*
M. Gilles Claudon,
M. et Mme Hubert Claudon et leur fils,
M. et Mme Jean-Pierre Grezaud et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Pingeot et leurs *enfants,*
ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père, beau-père et grand-père

M. Charles CLAUDON,
conseiller
des affaires étrangères (E.R.),
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
survenu à Paris le 11 août 1975, muni des sacrements de l'Église.

Les obsèques auront lieu le samedi *16 août, à 14 heures,* en l'église Notre-Dame-des-Champs, boulevard du Montparnasse à Paris.
129, boulevard Raspail,
75006 Paris.

— M. et Mme André Gatineau,
M. et Mme Jean Gatineau,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont *la douleur de faire part du décès* de

Mme Jacques GATINEAU,
née Germaine Chevalier.

Les obsèques auront lieu le jeudi 14 août, à 9 h. 30, en l'église du Theil (Allier), suivies de l'inhumation au cimetière de Gentilly (Val-de-Marne), vers 16 h. 45.

— On annonce la mort de

Mme Emile KAHN,
née Suzanne Collette,
agrégée de l'Université,
vice-présidente de la Ligue
française des droits de l'homme,
ancienne secrétaire générale
de la Fédération internationale
des droits de l'homme,
survenue en son domicile, le 8 août 1975.

[Ancienne élève de Victor Basch qui fut président de la Ligue française des droits de l'homme de 1926 à 1944, Suzanne Collette-Kahn, professeur agrégé d'allemand, a été l'épouse d'Emile Kahn qui fut successivement secrétaire et président de la Ligue. Suzanne Collette-Kahn était membre de la Ligue depuis 1920, et membre de son comité central depuis 1931. Vice-présidente en 1947, Suzanne Collette-Kahn avait été élue secrétaire générale de la Fédération internationale des droits de l'homme en 1951.]

— Mme Henri-Jacques Lanore,
M. Jean-Jacques Lanore,
M. et Mme Alain Tabaste et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri-Jacques LANORE,
survenu le 9 août 1975 à Fontainebleau.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 13 août 1975, au cimetière Montparnasse dans le caveau de famille.
12, rue Oudinot,
75007 Paris.
106, avenue Félix-Faure,
75015 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme BREJON de LAVERGNÉE,
née Henriette Decharme,
rappelée à Dieu, dans sa quatre-vingt-dixième année, à la Prévôté, le 7 août.

Les obsèques, suivies de l'inhuma*tion à Saintes, ont été célébrées* en l'église de Port-d'Envaux (Charente-Maritime), le 9 août.
De la part de
René et Françoise Filhol,
Jacques et *Monique* Brejon,
Suzanne Mabire,
Pierre et Marie Regnauld de la Soudière,
Pierre et Yvonne Brejon,
François et Micheline Brejon,
Pierre et Chantal Le Blaye,
Fernand et Nicole Brejon,
Michel et Béatrice Massenet,
Didier et Monique Brejon,
Laurence Brejon,
ses enfants, de ses cinquante-deux petits-enfants et de ses vingt-six arrière-petits-enfants.

— Les obsèques de

Mme Jules MEDIONI,
née Suzanne Medioni,
auront lieu le jeudi 14 août à 16 h. 15, au cimetière de Bagneux-Parisien.

De la part de son mari, ses enfants, et toute la famille.
11, rue Pascal,
75005 Paris.

— M. Marcel *MOLLION,*
commandeur de la Légion d'honneur,
président-fondateur de l'Union
artistique et intellectuelle
des cheminots français,
et président d'honneur
de la Fédération internationale
des cheminots,
est décédé.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimitée, le mardi 12 août.

— On nous prie d'annoncer le *décès,* à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, de

Mme Gaston PASTRE,
née Violette Rieder,
officier des Palmes académiques,
membre
de la Société des poètes français,
survenu à Louveciennes le 20 juillet 1975.

De la part de
M. et Mme Claude Basse.
67, rue du Montparnasse,
75014 Paris.

— *M. et Mme Jean-Jacques* Rivaille,
M. et Mme Jean-François Duclot-Rivaille,
Mlle Tessa Rivaille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mlle Anémone RIVAILLE,
suvenu le 31 juillet dans sa vingt et unième année.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu au Vigan le 4 août 1975.
30120 Bauquiès-Le-Vigan.
28, rue du Petit-Musc,
75004 Paris.

— M. et Mme Paul Monié.
M. Louis Bénisti, le docteur So*lange Bénisti-Sarfati et leur fils,*
M. et Mme Louis Pribourg, leurs enfants et petits-enfants.
M. Yves Sarfati et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve SARFATI,
née Sehma Morali,
survenu à Paris, le 5 août 1975, dans sa *quatre-vingt-douzième année.*

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Suzanne SIAUVE,
ancienne élève E.N.S. de Sèvres,
agrégée de philosophie,
docteur ès lettres,
membre de l'Ecole française
d'Extrême-Orient,
survenu à Queux, le 12 août 1975.

Les obsèques auront lieu à Queux (Pas-de-Calais), le 14 août 1975, à 15 heures.

Anniversaires

— Il y a un an disparaissait

Oscar WEISSELBERG,
enlevé prématurément à l'affection des siens.

Une pensée émue est demandée à *ceux qui l'ont connu et aimé.*
Réunion anniversaire, le 15 août 1975, à 11 heures, au cimetière de Bagneux-Parisien, 102[e] division.

Remerciements

— M. et Mme Michel Vincent et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Marie Roucher et leurs enfants,
profondément touchés des nombreuses marques de sympathie qu'ils ont reçues à l'occasion du décès de

Mme Pierre PAYEN,
prient tous ceux qui se sont associés à leur peine de trouver ici l'expression de leurs très sincères remerciements.

— M. et Mme Pierre Labadie et leur fils Christophe.
M. Joseph Labadie,
Mme veuve Simone Voland,
Parents et alliés,
remercient tous ceux qui leur ont manifesté leur sympathie ou ont eu une pensée vers eux à l'occasion du décès accidentel, le 4 août, de

Fabrice LABADIE.

Visites et conférences

JEUDI 14 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 15 heures, 1, rue du Figuier, Mme Legregeois : « Hôtel de Sens ». — 15 h., marches du théâtre de l'Odéon, Mme Lemarchand : « Autour de *l'Odéon ». — 15 h.,* métro Pont-Marie, Mme Pennec : « Charme et secrets de l'Île Saint-Louis ».

15 h., 11, quai Conti : « Musée monétaire » (L'Art pour tous). — 15 h., 20, rue Pierre-Lescot : « Les Halles. La cour des Miracles. La tour de Jean-sans-Peur » (A travers Paris). — 15 h. 15, 4, rue des Haudriettes : « Le Marais » (Mme Barbier). — 15 h., 16, rue *Antoine-Bourdelle : « Musée et* atelier Antoine-Bourdelle, exposition Merkado » (Mme Ferrand) (entrées limitées). — 14 h. 30, musée du Louvre, porte Denon : « Les appartements des rois de France au Louvre » (Paris et son histoire).

ARMÉE

UNE ÉVENTUELLE DIMINUTION DES EFFECTIFS FRANÇAIS STATIONNÉS EN ALLEMAGNE EST DÉMENTIE PAR LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE.

Dans son éditorial de politique étrangère du mardi 12 août, le quotidien allemand « Frankfurter Allgemeine Zeitung » commente ce qui serait un projet du général Guy Méry, chef d'état-major des armées, de réduire d'un tiers les forces françaises stationnées en Allemagne.

L'éditorialiste allemand souligne qu'un départ des forces françaises stationnées en Allemagne fédérale ne manquerait pas d'avoir des « conséquences psychologiques terribles pour la défense occidentale ». Le ministère de la défense a fortement démenti ces informations.

Les forces françaises en Allemagne fédérale comptent actuellement soixante mille hommes et sont placées sous le commandement du général de corps d'armée Jean Richard. Elles constituent le II[e] corps d'armée, dont le poste de commandement est à Baden-Baden, et forment avec le I[er] corps d'armée, dont le commandement est installé en France, à Nancy, la I[re] armée française, dont le poste de commandement est à *Strasbourg.*

LÉGION D'HONNEUR

Ministère de la défense

Est élevé à la dignité de *grand officier :*
M. André Laurier, général de division.
Sont promus *commandeurs :*
MM. Marcel Miara, Pierre Boissonneaux de Chevigny, Mme Albania Dumonteil, M. Jacques Foulquier.
Sont promus *officiers :*
MM. Georges Quatrehomme, Robert *Louis, Jean Citeau, Paul* Amouroux, Mmes Alice Delille, Yvonne Laleu, MM. Janusz Sopocko, Louis *Torrecillas,* Louis Cavailles.
Sont nommés *chevaliers :*
MM. Elie Abbès, Joseph Artaud, Camille Bondillange, Gaston Delmarche, Léon Delzors, Charles Dizien, Marcel Drouard, Aimable Duriez, *Henri* Guyot, *Auguste* Humeau, Prosper Le Brazidec, Elie Maugard, Jules Mercier, *Gabriel Moret, Charles* Nové, Jean Peyrot, Maurice Poulloin, Jean Ratinier, Auguste Rattier, Jean Recurt, Alphonse Soulès, Fernand Wulles, Jean Vanier, Lucien Gaben, Alphonse Pollet.

● *Le fichier d'informations et de liaisons médicales et scientifiques,* dont nous avons expliqué le fonctionnement dans *le Monde du 23 juillet,* a son siège social : 31, rue de Chabrol, Paris-10[e] ; tél. 770-27-45 et 770-27-44 (et non 24-44 comme nous l'avons transcrit par erreur).

FEUILLETON

NUMERO 32

le beau Solignac

DE JULES CLARETIE
de l'Académie française

Paris, automne 1809. — Le commandant Rivière vient d'être tué en duel par le chef des Philadelphes, une conjuration d'officiers dirigée contre l'Empire. On accusait cet homme juste et droit d'avoir détourné les fonds secrets de l'association. Thérèse, sa femme, qui le trompa avec l'un des conjurés et dépérit de remords, connaît peut-être le vrai coupable.

LE CHATIMENT

Le *matin venu,* Thérèse déclara qu'elle voulait sortir. Où *allait-elle ? Jean* Rivière, anéanti, *ne* l'interrogea même pas.

— Pourquoi quitter ce corps ? dit Chambaraud.

Elle regarda son oncle d'un air étrange et égaré :

— Pourquoi ? Pour contraindre ceux qui l'ont calomnié à s'incliner devant lui !

— Va donc, fit l'ex-conventionnel sans demander d'explication.

C'était chez *Varus* qu'elle allait. Le colonel, assis devant *une table chargée de papiers où* deux pistolets étaient posés, la *reçut avec un étonnement plein* de respect.

Le visage du soldat était blanc comme un suaire et ses yeux rouges, striés de fibrilles sanglantes, étaient ceux d'un homme qui a veillé ou pleuré. Les joues d'airain de *Varus* ne savaient pourtant pas ce que sont les sillons des larmes.

— Me reconnaissez-vous ? lui *dit brusquement Thérèse en* le regardant bien en face.

Le colonel salua silencieusement.

— Et savez-vous pourquoi je viens ici ? continua-t-elle.

Il ne répondit pas, s'inclinant devant cette douleur.

— Je viens vous dire, fit Thérèse, que vous avez assassiné un homme, et que cet homme était *le meilleur d'entre vous !*

— Madame, dit *Varus* d'une voix mâle et cependant brisée, le duel a ses sévérités implacables, et la justice...

— Oh *!* ne parlez pas de justice, interrompit Thérèse avec exaltation. Je sais tout : on a entendu les accusations que vous avez jetées au front du commandant Rivière. Eh bien ! ces accusations étaient fausses. Vous n'avez pas châtié un coupable, vous avez tué un innocent, vous avez assassiné votre ami !

Thévenot se tenait droit devant la malheureuse, demeurant volontairement muet devant une telle infortune.

L'exaltation et la colère de la pauvre *femme* croissaient à mesure qu'elle parlait. On sentait *que* les mots jaillissaient *de* ses lèvres comme les flots de sang *d'un cœur troué. On devinait,* dans cette poitrine qu'elle meurtrissait de ses mains, une tempête de douleurs, une immensité de *souffrances.*

— Ah ! vous ne me croyez pas ! dit-elle avec cet éclat de rire cruel et fou que Chambaraud et le bonhomme Rivière avaient déjà entendu. Eh bien ! je vais vous prouver que je dis la vérité ! C'est parce que des traites fausses ont été présentées à Bordeaux que vous avez provoqué le commandant, n'est-ce pas ? C'est parce que la caisse de votre association a été dépouillée de ses ressources que vous avez accusé cet homme d'honneur ? Oui, oh ! vous pouvez bien me répondre oui. Vous voyez bien que je n'ignore rien, et, soyez tranquille, ce n'est pas moi qui vous dénoncerai. Le silence qu'il eût gardé, lui, le mort, je le garderai, moi !

— Eh bien ! oui, répondit lentement Bernard Thévenot, vous savez tout.

— *Je sais, reprit* Thérèse, *que* le faussaire et le lâche qui vous *a volés, ce n'est pas le commandant* Rivière, c'est un des vôtres.

— *Et qui donc ? demanda le* colonel, en devenant plus pâle.

— Qui ? Oh ! son nom, vous le connaissez bien !

— Vous avez dit un des nôtres ?

— Oui, *certes !*

— Son nom ?

— Le capitaine Ciampi !

— *Lui ? dit Thévenot en dardant* ses noires prunelles pleines *de flamme sur cette femme* égarée, savez-vous bien qu'une telle *accusation...*

Thérèse haussa brusquement les épaules avec une effrayante ironie.

— Ah ! oui, fit-elle, oui, il ne manquerait plus qu'après avoir aussi facilement accusé un homme dont l'honnêteté était à l'abri de tout soupçon, vous défendiez maintenant la réputation d'un Ciampi !

Elle mettait dans ce nom toute sa haine.

— *Le* commandant Rivière était le caissier de notre association, dit *Varus* fermement.

— Oui, répondit Thérèse.

— C'est lui qui nous a remis les traites fausses !

— Oui, dit-elle encore ; mais l'homme qui lui avait volé les traites véritables, c'était Agostino Ciampi.

— Volé ? dit le colonel en ressentant à la fois au cœur et au cerveau un double coup terrible.

— Oui, volé ! Je vous dis que le coupable, c'est le marquis. C'est lui qui méritait la mort, lui seul, entendez-vous ?

— Ah ! par la mort-Dieu ! s'écria Thévenot, s'il en était ainsi, je brûlerais la main qui a frappé Rivière. Mais non, vous aimiez votre mari, vous le défendez, c'est tout simple ! Il a été jugé, condamné par les nôtres et le capitaine Ciampi a voté lui-même la mort !

— Lui ? Parbleu ! Il anéantissait la preuve de son crime et il frappait en même temps au cœur un rival ! L'occasion était trop belle *pour qu'il la laissât échapper !*

— *Savez-vous comment le marquis* Agostino d'Olona a pu pénétrer jusque dans le cabinet du commandant Rivière ?, continua-t-elle avec une fièvre insensée qui la rendait admirablement belle, *c'est que* cet homme pouvait, à toute heure, se glisser dans le logis de son ami, c'est qu'il avait là, pour l'attendre et pour le guider, une complice qui donnerait aujourd'hui sa vie afin de racheter son crime ; c'est que le marquis d'Olona trahissait son ami, comme il vous a trahis, vous, ses compagnons de péril ; c'est qu'il avait séduit la femme de celui que vous avez tué, c'est qu'Agostino Ciampi était mon amant !

***

Le colonel recula, terrifié.

— Oui, mon amant *!* Ah ! Dieu *m'est témoin* que je le hais de toutes les forces de mon être, *et que le souvenir de* cet amour est celui d'une honte et d'une *douleur ! Mais* comprenez-vous ce que vous avez fait, maintenant ? *Claude* était innocent, vous dis-je ! Le coupable, le lâche, *l'infâme, celui qu'il fallait tuer,* c'était Ciampi !

— Misère de moi, s'écria *Varus* en frappant du poing sur la table. Est-ce bien vrai, cela ?

— Si c'est vrai ? Une femme qui livre son secret ne mérite-t-elle pas qu'on la croie ? Si c'est vrai ? Oui, l'époux dont j'aurai dû adorer le bonté, le dévouement, cette supériorité d'âme qui en faisait plus qu'un homme, je l'ai trahi, et c'est là le remords qui me ronge et me tue. Ah ! les lendemains de l'amour, quelles larmes amères, quels déchirements, quelles terreurs ! Tenez, ce n'est pas vous, non, il me semble que ce n'est pas vous qui l'avez tué, c'est moi qui lui ai *traversé le cœur !*

L'égarement de cette femme pouvait faire douter Thévenot de la vérité de ce qu'elle disait ; *mais, comme il la pressait de* questions haletantes, elle retrou*vait, pour défendre la mémoire* de Claude, pour accuser Ciampi, *pour faire* sur cet effroyable drame toute la lumière, une *froideur* inattendue, une sûreté de souvenirs, une rectitude étonnante de pensée.

La façon dont elle avait fui la maison de Rivière, sa vie avec Ciampi, le secret du marquis qu'elle avait non pas deviné, mais *appris par lui-même,* les travaux de chimie d'Agostino, elle révéla tout à *la fois au colonel, et, tandis* qu'il l'écoutait, il se sentait le cœur *serré et douloureux,* et ses yeux s'emplissaient de grosses larmes *dans leurs orbites creuses.*

Lorsqu'elle eut terminé, il ne *répondit pas, se leva, et dit :*

— C'est bien !

Elle le regardait de ses yeux hagards qui, eux, ne pleuraient plus maintenant.

Maigre, livide, Bernard Thévenot ressemblait à un cadavre : Claude Rivière n'était certes *pas* plus pâle sur son lit de mort.

— Adieu, *madame,* dit-il tout à coup en congédiant Thérèse.

***

Elle partit, fière d'elle-même, heureuse du *sacrifice* qu'elle venait de faire de son honneur, le cœur inondé de joie. Elle marchait à grands pas, dans les rues.

Elle se disait que si Claude avait pu entendre sa *justification, faite* par elle-même, cette fois, il eût oublié pour *toujours.* Et, peu à peu, à mesure qu'elle avançait, fiévreuse, *le sang affluant* à ses tempes, les pulsations de ses *artères presque* visibles à ses poignets, elle pensait que Claude Rivière l'attendait. Oui, son Claude, couché là-bas, dans la chambre nuptiale, et qui dormait.

— Il dort parce *qu'il souffre,* se disait-elle. Mais quand je vais lui dire que le coupable est connu, que l'honneur est sauf, avec quelle joie il *va se lever !* Claude ! Claude !

Et tout, en marchant, elle l'appelait.

Elle arriva devant la maison de la rue Montmartre.

Chabournas et le portier, qui la virent entrer, furent effrayés.

Elle leur demanda :

— *Le commandant n'est point* sorti, n'est-ce pas ?

Elle souriait.

Rapidement, elle monta à l'appartement. Dans *la chambre* où était étendu le cadavre, des *cierges brûlaient* et Jean Rivière était toujours là, à la même place, *immobile.*

Chambaraud, debout contre la fenêtre, regardait, sans les voir, les *passants* de la rue, à travers les vitres.

Il se retourna au bruit que fit Thérèse.

— Eh bien ? dit-il.

Thérèse porta l'index de sa main droite à ses *lèvres* et murmura, toujours souriante :

— Chut ! C'est une surprise !

Et, sur la pointe des pieds, elle alla jusqu'au lit où le soldat reposait pour toujours.

— Claude ! Claude ! dit-elle alors.

Elle approcha sa bouche des lèvres de cire du mort :

— J'ai vu *Varus,* Claude, dit-elle ; il sait tout ! On ne te soupçonne plus ! Lève-toi, lève-toi, Claude ! C'est le lâche qu'on va punir ! Non, dit-elle, souriant encore, il dort. Mon pauvre Claude ! Quelle fatigue ! Laissez-le dormir, mon oncle ! Mais qu'il sera heureux tout à l'heure ! N'est-ce pas, c'est moi, moi seule, qui lui annoncerai que *Varus* l'attend, lorsqu'il s'éveillera ?

Le bonhomme Jean avait levé vers elle ses pauvres yeux stupides.

— Quand il s'éveillera ! lui répéta Thérèse doucement.

Elle ajouta, parlant à tous deux à la fois :

— Et ne faites point de bruit !... Point de bruit !... Le sommeil, c'est le souverain bien, voyez-vous. Qu'il dorme, oh ! *qu'il* dorme ! moi, je ne puis plus dormir !

— Châtiment !... se dit Chambaraud dont le sang se figea en quelque sorte dans ses veines. La *malheureuse ! Elle est folle !*

(A suivre.)

Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

Londres célèbre le centenaire du style Liberty's

La bourgeoisie anglaise dans ses meubles, ses cretonnes et ses folies

OU sommes-nous, où allons-nous, que devenons-nous ? Terribles chaleurs, bouchons, plages asphyxiantes, forêts recouvertes de papiers gras. Pourquoi ne pas aller passer quelques jours en Angleterre ? La température n'y est pas plus clémente qu'ailleurs, mais il y a des parcs, des routes tranquilles, des auberges, des éventails, de l'iced tea, la seule boisson vraiment désaltérante en cette saison, et Londres offre pour l'été un panorama artistique aussi instructif qu'agréable et varié.

A la Royal Academy, c'est, jusqu'au 12 octobre, l'hommage à Tériade, que nous avons vu il y a deux ans au Grand Palais. A la National Gallery of Portraits, un musée où l'on ne va pas assez souvent, une exposition consacrée à Augustus John fait revivre une des personnalités les plus pittoresques et tumultueuses des années 20, un de ces artistes qui, à la suite de Wilde, de Beardsley, de Sickert, de Charles Conder, se réunissaient au café Royal, dans Regent Street, pour y pester contre l'académisme et s'enivrer de nostalgies continentales : « If you want to see the english people at their most english, *disait Max Beerbohm,* go to the café Royal where they are trying their hardest to be French » (1).

Et l'on comprendra mieux que les artistes anglais de cette époque aient eu envie de jeter leur bonnet par-dessus les moulins, en allant voir, dans le même musée, la salle où sont réunis les portraits, d'ailleurs remarquables de G. F. Watts. Toutes les gloires de l'époque victorienne y sont présentes sous leur aspect le plus intimidants et répressif, qu'il s'agisse de Disraëli ou de Stuart Mill, de Gladstone ou de Swinburne, du cardinal Manning, de Carlyle ou de Cecyl Rhodes, curieusement décrit dans le catalogue comme « imperialist and benefactor ».

La National Gallery, pour sa part, inaugure le nouveau bâtiment dont le musée s'est agrandi par une exposition « The rival of nature », qui regroupe, augmentés de quelques prêts et d'un très bel ensemble de sculptures, les chefs-d'œuvre de ses collections, pour toute la période qui va des débuts de la Renaissance à l'âge classique : la présentation est assez monstrueuse, mais la division par thèmes (les portraits, le « passé païen », le « présent chrétien », le développement du paysage, les grands cycles décoratifs, etc.) procède d'un didactisme de bon aloi. Enfin, l'admirable exposition des aquarelles et des dessins de Turner continue à attirer les foules au British Museum, où elle est accrochée, sans intention de rapprochement, mais le voisinage est très heureux, à côté d'un ensemble de peintures bouddhistes T'ang provenant des temples de Tun-Huang, dans la province de Kinsu.

On voudrait encore parler de Turner, des merveilleuses aquarelles de Petworth surtout, où son génie visionnaire apparaît de la façon la plus pure, dépouillé de tout le bric-à-brac romantique, héroïco-alpestre et météorologique, qui rend assez éprouvante la lecture de certains de ses tableaux. Mais nous en avons suffisamment parlé cette année pour qu'il soit utile d'y revenir, et c'est aux chiffons, à la mode, à la pince à sucre, à l'écharpe et à la théière qu'il nous faut consacrer cet article. Le Victoria and Albert Museum célèbre en effet, par une importante rétrospective, le centenaire d'une firme qui, aujourd'hui encore très vaillante, a joué un rôle considérable dans le renouveau des arts décoratifs à la fin du siècle dernier : Liberty's.

L'histoire de Liberty's se confond avec celle d'un homme, Arthur Lasenby Liberty (1843-1917), remarquable aussi bien par sa culture que par son dynamisme commercial et son habileté à s'entourer de collaborateurs de premier plan, ainsi C. F. A. Voysey, un des plus brillants architectes du « domestic revival », et Edouard Godwin, qui dirigea pendant un temps le département de tissus de la firme et construisit pour Whistler la fameuse « Maison blanche » de Tite Street. Arthur Liberty fut d'abord employé dans un magasin de Regent Street qui, au plus fort de la mode japonaise, vendait des objets et des étoffes importés d'Extrême-Orient. C'est là qu'il fit la connaissance de Whistler, grand amateur de porcelaines exotiques, d'Alma Tadema, des peintres préraphaélites, de Rossetti, en particulier, qui venaient y acheter les beaux châles de soie aux couleurs tendres dont ils drapaient leurs modèles.

Un grand magasin dans Regent Street

En 1875, Liberty s'installe à son propre compte et ouvre un magasin, toujours dans Regent Street, l'East India House, dont le succès est immédiat, et qui va devenir le centre de ralliement de tous ceux qui, esthètes ou disciples de William Morris et de Walter Crane, vont assurer à l'Angleterre, autour de 1900, une suprématie incontestée dans le domaine des arts décoratifs et de l'architecture intérieure.

Cette époque du « bazar oriental » est fort bien représentée par un ensemble d'objets, boîtes de laque, vases, aiguières, tapis, étoffes brodées, paravents, éventails, etc., que Liberty fit venir des Indes, de la Chine, du Japon, de Perse, et même d'Egypte et d'Afrique du Nord. La plupart de ces objets nous montrent à quel point était encore remarquable à cette époque le niveau de l'artisanat en Orient et en Extrême-Orient, sa décadence étant en partie due à l'énorme gonflement de la demande européenne. Et un délicieux petit meuble, un tabouret d'inspiration pharaonique, le « tabouret de Thèbes », exécuté dans les ateliers de Liberty's en 1883, annonce le parti que certains architectes et « designers » sauront tirer de la légèreté, de l'élégante simplicité des formes orientales.

Importer ne suffit pas. Il faut aussi créer, donner à son époque le décor qu'elle n'a pas su inventer, la débarrasser du style éclectique, surchargé, « bombastic » qui faisait les délices de la bourgeoisie victorienne. En 1883, Liberty ouvre un « furnishing and decoration studio », qui édite des meubles, des tissus, des objets de métal, d'étain, de verre, et même des robes, l'ambition de la firme étant « d'établir l'art du vêtement féminin sur des bases hygiéniques, rationnelles et progressistes qui ne seront pas influencées par les modes françaises », et mettront fin à « la toute-puissance autocratique et dictatoriale de Paris ».

La devise de l'atelier est : « Unexpensive and beautiful » (2). « Unexpensive » sans aucun doute, et c'est visiblement la clientèle d'une nouvelle bourgeoisie moins soucieuse de faste et de parade que Liberty a cherché à atteindre, « beautiful », pas toujours. Les robes sont charmantes, mais elles ne nous ont pas paru particulièrement « rationnelles », ni « progressistes », ni « hygiéniques ». Admettons notre incompétence en ce domaine, rappelons que Proust et ses amis raffolaient du style Liberty et signalons tout de même un très élégant burnous en popeline bleue, pour femme malheureuse, un béret en velours qui, destiné sans doute aux suffragettes, ferait encore merveille sur la tête de nos belles, et un adorable bonnet d'automobiliste (« motoring bonnet », n° C 23), lequel m'a paru d'ailleurs d'inspiration parisienne, Liberty's ayant très vite installé à Paris un de ses ateliers, et s'étant assuré, dès 1903, le concours de Paul Poiret.

Les meubles ? Moyens, sans plus, corrects, mais assez lourds, ou vraiment trop pincés : lorsqu'elle est au pouvoir, artistique ou politique, la bourgeoisie n'est pas toujours gracieuse. Le second tabouret de Thèbes (C 1) ne vaut pas le premier, et il n'y a rien là que l'on puisse comparer aux créations des grands architectes de 1900, Van de Velde ou Guimard, Gimson ou Riemerschmid. Nous n'avons pas été non plus enthousiasmé par les verres, les grès et les étains, malgré d'intéressantes recherches de décoration et un aspect de robustesse, de familiarité bourgeoise, qui est assez sympathique.

Mais voici de bien jolis bijoux et, surtout, dans la salle centrale de l'exposition, un admirable ensemble d'objets en argent, services à thé et à café, coupes, vases, pendulettes, chandeliers, bois, fourchettes et couteaux, etc., qui sont, à notre avis, le chef-d'œuvre du style Liberty's aussi bien par la pureté de leurs formes que par l'extraordinaire raffinement et la légèreté poétique de leur décoration, qui fait penser aux meilleurs moments de Mackintosh et des artistes de l'école de Glasgow. Quels furent les rapports de Rex Silver et d'Archibald Knox, qui ont créé les plus beaux de ces objets, avec les « designers » écossais ? Le catalogue ne le dit pas, mais leurs noms résument ce que l'Angleterre du début du siècle a produit de plus durable dans le domaine de l'élégance et de la fantaisie.

Quant aux tissus, soieries ou cotonnades, chintz ou cretonnes, leur charme fleuri, leurs couleurs vives, leur gaieté printanière ont été trop souvent célébrés pour que nous en parlions longuement. D'abord orientalisants, et assez proches de William Morris, avec leurs lotus, leurs iris, leurs jasmins, leurs paons, ils évoluent, à partir de 1890, vers un style plus juvénile et détendu. Jonquilles et narcisses, marguerites et fleurs des champs, branches de vigne et oiseaux courent, jasent, sur la laine, le velours ou le tussor, avec une fraîcheur de source, de prairie, où l'on entendrait un petit air de flûte par un beau matin ensoleillé. Et l'invention des dessinateurs de Liberty's s'est maintenue jusqu'à nos jours sans défaillance dans ce domaine oriental et fleuri.

La firme a survécu en effet à la mort de son fondateur. Malgré un retour au style historique dans les années 20 (« the Tudor twenties »), elle multiplie, entre les deux guerres, châles, écharpes et ombrelles, capelines et tissus marqués par le même optimisme agreste, avec des robes de Paul Poiret et des ensembles (E 11), qui sont parmi les plus charmantes interprétations du style 1925. Et, si les productions des années d'après guerre ont assez rapidement vieilli, il faut reconnaître aux responsables de Liberty's le mérite d'avoir commandé à Gio Ponti et Arne Jacobsen deux chaises, dont l'excellente « superleggera », qui sont parmi les rares meubles réussis de notre époque.

« Gothic revival » à Brighton

Voilà. J'espère, mesdames, n'avoir pas commis trop d'erreurs de jugement. Et puisque l'Angleterre vit cet été sous le signe des arts décoratifs, allons faire un saut jusqu'à Brighton, ce n'est qu'une heure de train dans ces charmants wagons qui datent d'Edouard VII, nous y verrons une exposition qui s'intitule « Gothik » (c'est ainsi qu'on l'écrivait à l'époque), et illustre les divers aspects et étapes du « gothic revival » entre 1720 et 1840. De beaux meubles, des objets de culte, des pendules, des éventails, toujours des éventails, et, surtout, des plans, des gravures, qui montrent bien que la plupart des architectes du dix-huitième siècle et de l'époque de Byron ont sacrifié à la mode gothique, y compris ceux, William Kent, Chambers, Robert Adam lui-même, que nous considérons comme les pionniers du néo-classicisme.

Sentimentale et patriotique, souvent inspirée par les plus respectables scrupules archéologiques, cette mode correspond au désir de renouveler le répertoire ornemental (Th. Chippendale fut un de ses plus zélés défenseurs), d'alléger, par des formes plus cursives et déliées, les masses de l'architecture baroque. L'Angleterre s'est ainsi couverte de châteaux, de manoirs, de prieurés, qui sont, d'ailleurs, en train de disparaître, et dont les plus célèbres furent le Strawberry Hill d'Horace Walpole, l'extravagante Fonthill Abbey, que James Wyatt construisit pour William Bedford, et le château de Windsor, où George IV engloutit des sommes si considérables que le Parlement finit par mettre le nez dans ses comptes.

C'est à ce même George IV, alors régent, que l'on doit l'édifice le plus drôle, le plus fou qu'il soit en Angleterre, et peut-être en Europe, un édifice aussi jovialement délirant que les châteaux bavarois de Louis II peuvent être sinistres, et qui, à lui seul, exige que l'on aille au moins une fois dans sa vie à Brighton. Construit par Nash, en style indo-mongol, avec des effets de tentes, de coupoles bulbeuses, peintes en vert pistache, le Pavillon royal *est peut-être plus étonnant encore par son décor intérieur, où l'on voit des dragons courir le long des murs, des palmiers soutenir le plafond des cuisines, de gigantesques lustres en forme de serpent, crachant le feu, éclairer les pièces d'apparat. Et, dans les petites pièces, les plus délicieux meubles d'inspiration chinoise que l'on puisse imaginer. Brighton, Liberty's : deux étapes de l'histoire artistique et de l'histoire sociale de l'Angleterre.*

ANDRÉ FERMIGIER.

★ Liberty's — 1875-1975 — Victoria and Albert Museum, jusqu'au 12 octobre. L'exposition des aquarelles de Turner, au British Museum, durera jusqu'au 18 janvier 1976.
★ L'exposition *Gothik revival* se termine le 17 août.

(1) Si vous voulez voir des Anglais vraiment Anglais, allez au Café Royal, où ils tentent d'être Français de toutes leurs forces.
(2) Peu coûteuse et belle.



Liberty's collection 1928

Martha Graham et la danse

« On doit connaître les pas de ses ancêtres »

ON avait pris l'habitude de parler de Martha Graham, la pionnière de la Modern Dance américaine — une danse qui dérangeait encore les traditions du ballet dans le Paris des années 50, — au passé.

Aux Etats-Unis, Martha Graham est vénérée, presque ensevelie déjà sous les honneurs. Elle a été « récupérée » par l'Europe, où son enseignement commence à être admis comme un harmonieux complément de la danse classique... La page a été presque tournée.

Et puis, cet hiver, la compagnie s'est reformée, Martha Graham recommence à créer. A quatre-vingts ans passés, elle a évidemment renoncé à danser ; elle se fait théoricienne et prend le bâton de pèlerin pour présenter dans le monde une œuvre qui date de plus de vingt ans. Le risque était grand de paraître dépassé, démodé. C'est le contraire qui s'est produit. A Venise, une nouvelle génération de spectateurs a reçu ses spectacles avec enthousiasme.

Dans son hôtel de la Giudecca, Martha Graham a répondu avec plaisir et ardeur au mouvement de curiosité et d'enthousiasme qu'elle suscitait. Ce jour-là, elle parlait à bâtons rompus. Au fil des impressions enregistrées, une méditation sereine s'est esquissée. — M. M.

Ce que je crois

« Je crois, *dit Martha Graham,* que la danse est essentiellement la vénération, l'adoration de la vie, la célébration d'un rituel pour un dieu inconnu, un dieu sans nom.

» La danse ne doit pas être seulement un art, c'est-à-dire un mensonge imaginaire ou un beau rêve oublié, elle doit être un acte, une participation à la vie, et une nécessité.

» Si quelqu'un me demande : « *Devrais-je devenir danseur ?* », je réponds : « *Non ; seulement si vous ne pouvez être rien d'autre.* »

» Pour être danseur il faut la foi, autrement vous n'avez rien à faire sur une scène ; il faut la technique pour vous maintenir, la discipline pour éliminer tout ce qui n'est pas nécessaire, le courage pour oser réaliser ce que vous avez découvert.

Je suis une formaliste

» Le mot Free Dance, que j'entends beaucoup utiliser en Europe, m'embarrasse. Si free dance signifie absence de technique et expression directe d'une émotion, c'est une possibilité. Si free dance signifie la libération de l'homme des entraves du passé — un mouvement créateur enraciné dans le présent et tourné vers l'avenir, — alors c'est une autre possibilité. En aucun cas pour moi la danse ne peut être « libre ». Je suis une formaliste. Je crois fermement au rituel du corps. Je crois à la formalité de la technique et à la maîtrise du métier.

La Modern Dance n'est pas une révolte

» Aujourd'hui la danse foisonne dans le monde. Jamais il n'y a eu tant de danseurs et de bons danseurs. Ma technique — que j'ai adaptée de la vie — est enseignée partout dans le monde, sauf en Russie ; ce n'est pas une révolte, une bataille contre la danse classique : j'ai appris le ballet, je respecte ses traditions. Je ne vois aucune raison de renoncer à trois cents ans d'expérience du mouvement reposant sur le merveilleux ou le fantastique...

» Mais nous sommes de notre époque. Le ballet correspondait, au dix-septième et au dix-huitième siècle, aux rapports d'alors entre l'homme et la femme. La femme était une poupée, une reine de contes de fées, un être éthéré. Aujourd'hui l'homme est confronté à des réalités austères et terribles ; il veut se connaître et non s'oublier. La danse moderne le lui permet par une réorientation du corps. Mais son enseignement, s'il est correct, doit être aussi technique que celui du ballet. Chaque jeune danseur aujourd'hui doit affronter ce dilemme ; mais le vrai problème pour lui est de bien se convaincre que la danse n'est pas simplement décorative.

L'instrument, c'est le corps

» Je ne considère pas la Modern Dance comme un culte. Je suis contre les cultes. Je crois à elle comme à un langage qui peut être compris ou pas. L'instrument c'est le corps. Cela ne nie pas l'esprit. Mais la Modern Dance n'est pas cérébrale : elle puise directement à l'énergie vitale, elle est accordée à nos pulsions. En ce qui concerne la technique, je crois beaucoup à la respiration. Nous naissons et nous finissons avec le souffle. La colonne vertébrale est l'arbre de vie. C'est là que se concentre l'énergie du corps, tout comme on concentre l'énergie solaire. Et le danseur doit avoir un corps fort, capable d'envoyer ces vibrations, capable de supporter le fardeau de la vérité. On se prépare pour cela.

Je suis une Américaine

» Très tôt j'ai décidé que je n'irai pas étudier la danse en Europe ; que je n'irai jamais en Europe comme danseuse avant de pouvoir apporter quelque chose en tant qu'Américaine. Je crois qu'il faut toujours se préoccuper de ses racines. Je descends de puritains qui sont venus en Amérique. Ils avaient le sens de l'espace, mais un rigorisme tyrannique contre lequel j'ai réagi.

» J'ai étudié chez Ruth Saint-Denis et chez Ted Shawn, qui étaient Américains. Ils ont été mes seuls maîtres, à l'exception d'un professeur de ballet, Américain lui aussi. Je ne crois pas qu'il faille pousser cette attitude à l'extrême, mais j'estime que l'on doit connaître les pas de ses ancêtres, que l'on doit les écouter, être fier d'eux. Autrement, vous ne savez pas où vous êtes, d'où vous venez, où vous allez. Je peux dire d'où quelqu'un vient d'après sa démarche, d'après l'exécution de ses mouvements. Le mouvement ne ment pas. Je peux dire s'il vient du Nord ou du Sud d'après sa façon d'utiliser l'espace, car l'espace est un partenaire infaillible. Je crois au développement de ce qui se trouve en nous-même, et en notre culture propre... Oui, je suis une Américaine. Mais il y a certains aspects américains que je combats. Je travaille à un nouveau ballet, et je sais que mes ancêtres puritains se retourneront dans leurs tombes.

Des mythologies fascinantes

» J'ai pris beaucoup de sujets grecs, parce qu'ils sont universels. Pour moi, ces vieilles mythologies sont fascinantes et excitantes, parce qu'elles sont l'histoire du développement de l'homme, comme l'archéologie. A travers elles, vous pouvez remonter au commencement des temps, à la source des émotions, des sentiments et des rêves.

L'attrait de l'Asie

» Je ne me suis rendue en Asie que lorsque je n'ai plus eu peur de donner dans le piège de sa splendeur et de son charme imprévisible et absolu. Je suis très influencée par l'Asie. Je portais des vêtements folkloriques chez Denis Shawn pour de pseudo-danses indoues, mais je n'ai jamais essayé d'apprendre les danses folkloriques, parce que je ne crois pas qu'on puisse le faire. Je les considère comme un langage intime et précieux. Mais je reviens d'une tournée en Birmanie, et j'en ramène quelques danseurs qui demeureront plusieurs mois à l'Ecole : il existe chez eux une incroyable liberté de mouvement, une manière de sauter complètement différente de ce que j'ai pu voir ailleurs.

La nécessité et le renoncement

» Danser a été pour moi cette nécessité dont parle Platon, et ce n'est pas sans grand bouleversement que j'ai dû y renoncer. D'autres sont éduqués pour poursuivre dans ma ligne, c'est la voix du sang, en quelque sorte. D'autres, aujourd'hui, dansent les danses que je dansais. Les pas sont les mêmes que jadis, les décors sont les mêmes, ce qu'on appelle la chorégraphie est la même. Mais l'essence dépend complètement de chaque individu. Quelquefois dansées mieux, quelquefois moins bien, le fait reste que ces danses vivent. »

Propos recueillis par
SVEN-CLAUDE BETTINGER.

UN RHYTHM AND BLUES JAMAICAIN...

La vogue du « reggae »

A Londres, depuis quelques années, on écoute le « reggae » et, de plus en plus, on en parle. Non seulement comme autrefois dans les clubs fréquentés par la population des immigrés noirs (le « Q Club » de Paddington, « l'Apollo » de Willesden, le « Mister B's » de Peckham High), mais encore dans certains milieux pop de Londres, Liverpool ou Glasgow. Cette mode, très doucement, gagne Paris où Philippe Garnier, le premier, a révélé, par ses articles enthousiastes et documentés de la revue « Rock and Folk », l'ampleur du phénomène outre-Manche et outre-Atlantique.

Qu'est-ce que le « reggae » ? C'est, très simplement dit, la musique populaire de la Jamaïque aujourd'hui, musique où se mêlent à des souvenirs un peu estompés de calypso les fortes images mélodiques et rythmiques du « soul sound » continental. Il y a plus d'un siècle que, venant de la mer des Antilles, chacta, counjaï, calinda, habanera, abordaient les rivages de la Louisiane et en nourrissaient le folklore. A l'inverse, le gospel, le blues, le jazz, traversèrent le golfe du Mexique pour atteindre Cuba, Haïti, Porto-Rico, la Jamaïque et même les petites îles Caraïbes, jusqu'à Trinidad. Ces échanges n'ont pas cessé, mais les modèles des Etats-Unis propagés par la radio, déversés par le disque, ont exercé un pouvoir d'érosion sinon de destruction à l'égard des traditions africaines insulaires. Il arrivait, par exemple, que le calypso revint à la Jamaïque sous la forme que lui avait donnée, à New-Orleans, Fats Domino et le rock and roll.

A Kingston, en 1958, on prêtait l'oreille surtout à Domino, à Clyde McPhatter, d'une façon générale au rhythm and blues que diffusaient les animateurs de bals publics. Deux d'entre eux, Chris Blackwell et Perry Henzel, eurent l'idée d'enregistrer sur place des chanteurs et des musiciens jamaïcains. Ils furent les premiers à réveiller le nationalisme culturel des gens du coin puis de tous ceux qui s'étaient expatriés en Grande-Bretagne. Héritier de la musique « ska », le « reggae » allait manifester ses avatars sous les appellations successives de « blue beat », « rock steady », « rebel rock ».

Depuis 1962, à Kingston, un « rastafarian », un hippie noir, Bob Marley, dénonce, en chansons, la vie minable et triste, la vie acceptée telle qu'elle est. Face aux « rudies », aux « rude boys » — longs flingues, belles fringues, ombres portées des violents officiels, — les « rastafarians » proposent une évasion par les douces herbes et un rêve d'amour filial pour l'Afrique, et pour le Négus. Au milieu des centaines de joueurs et chanteurs de « reggae », Bob Marley est l'un des quelques anciens, avec Jimmy Cliff et Toots Hibbert, à retenir toujours l'attention des Jamaïcains qui portent également, et depuis peu, au pinacle le jeune Augustus Pablo, après avoir adulé plus brièvement d'autres héros, désormais bannis de la cité, car le vedettariat, la « changite » chronique, les maladies contagieuses de l'Occident anxieux, n'ont pas épargné Kingston.

Quand Bob Marley commença de chanter, la Jamaïque venait d'accéder à l'indépendance, à l'issue de trois siècles de domination anglaise. Par le canal linguistique, l'action à distance de la communauté noire des Etats-Unis avait pesé sur son folklore. Le « ska » apparut comme une musique composite. Le « reggae » l'est resté. S'y mêlent des dérivés de calypso (« Guava Jelly, Come back and stay », par les « Fabulous Five »), des contretemps jazzistes bien qu'un peu graillonnants, (« Namy Scank », par les mêmes (« Fabulous », « In the dark », par Toots Hibbert), des effets de guitare wa-wa et des réminiscences vocales des Platters (« No Water, Talkin'blues », par Bob Marley, le second thème n'ayant du blues que le nom), des décalques d'arrangements modernes joués avec le flou qui plaît aux amis de l'ingénuité ou de l'application très incertaine de ses gestes (« Bongo man », par Count Ossie), enfin des échos de discours que n'eût peut-être pas désavoués Albert Ayler (« Malral », toujours par Count Ossie).

Les disques qui nous viennent de Kingston ou de ses tentacules londoniens, s'enveloppent dans des pochettes colorées évoquant « les îles ». On y voit des palmiers se dresser au bord de la mer, et s'étendre les champs de canne à sucre et de bananiers, et s'accrocher les caféiers aux pentes des montagnes Bleues. Images apaisantes. Mais il est vrai que souvent — sinon tout le temps — le « reggae » lui-même a la nonchalance des musiques louisianaises authentiques, des propos détendus de papa Longhair, nonchalance accusée encore par le « choix rastafarian ».

Il est difficile de ne pas percevoir dans ce « reggae » tout ce qui a pu émousser le piquant du calypso, tout ce qui relève d'une banalisation de la musique de Memphis, de Detroit, de Los Angeles, elle-même aux trois quarts banalisée, tout ce qui ressortit enfin d'un pouvoir déstructurant à l'égard d'un folklore insulaire. Mais, à l'inverse, on ne doit pas négliger le fait qu'avec pas mal de bons thèmes, de bons rythmes, et la volonté au moins de se démarquer par rapport à la culture noire continentale, le « reggae » tente de s'engager dans une voie qui conduirait à un art populaire original. Cet art-là, en raison même de sa spécificité, de sa cohérence, de sa véracité, serait susceptible d' « intéresser » plus d'un peuple du monde et apparaîtrait, on le conçoit bel et bien, comme une forme neuve et à vocation expansionniste de la musique de rhythm and blues comme la première variante que celle-ci aurait trouvée, enfin, hors du territoire des Etats-Unis.

LUCIEN MALSON.

DISCOGRAPHIE

THE TROJAN STORY (1959-1971), *TROJAN T.A.L. 1.*
THIS IS REGGAE MUSIC, *TROJAN T.R.I.S. 104.*

JIMMY CLIFF :
Jimmy Cliff, *TROJAN T.R.L.S. 16.*
The Harder they come, *MANGO S.M.A.S. 7400.*

BOB MARLEY :
African Herbsman, *TROJAN T.R.L.S. 62.*
Natty Dread, *ISLAND I.L.P.S. 9281.*

TOOTS AND THE MAYTALS :
Funky Kingston, *TROJAN D.R.I.S. 5002.*
In the dark, *DRAGON D.R.I.S. 5004.*

AUGUSTUS PABLO :
This is Augustus Pablo, *TROPICAL TROPS 101.*
King Tubby meets the rockers up, *ISLAND W.I.P. 6326.*

COUNT OSSIE :
The mystic of rastafarians, *ASHANTI N.T.I. 301.*

Ces enregistrements sont encore difficiles à trouver, mais il existe des disquaires spécialisés, par exemple, en Angleterre, au Record Corner (27, Bedford Hill, Balham SW 12 9 Ex). En France, chez Givaudan (201, boulevard Saint-Germain, Paris-7e). Il est à noter que la marque Phonogram vient de créer une édition française de musique jamaïcaine avec la petite collection « Reggae ».

LE THÉATRE DU PEUPLE DE BUSSANG

Contes et mélodrame pour un octogénaire

EN 1895, un écrivain vosgien de vingt-huit ans, Maurice Pottecher, décidait de créer un théâtre dans son village. Fils de Benjamin Pottecher, industriel, époux d'une comédienne, c'est avec l'enthousiasme de l'une et l'argent de l'autre qu'il put mener à bien son entreprise. Il fréquentait les salons parisiens, celui de Daudet, celui des Goncourt, il connaissait le théâtre et les gens de théâtre. Pour rompre avec les modes, il décida que son théâtre s'adresserait : « à tout le peuple, non pas à une majorité quelconque, non pas à un parti ». C'était le rêve de Michelet ; cela tenait à l'époque de la révolution culturelle.

Quatre-vingts ans après, amélioré, aménagé, le Théâtre du Peuple est toujours debout, avec son intérieur en bois, sa scène de 15 mètres, son fond coulissant qui s'ouvre sur la forêt. Avec encore, bien lisible, le : « Pour l'art... pour l'humanité » que le fondateur fit inscrire. Le 9 août, un hommage a été rendu au poète et à sa femme. Un timbre à l'effigie de Maurice Pottecher a été inauguré et des discours divers ont retracé l'histoire du T.D.P. La troupe, sous la direction de Tibor Egervari, a repris *le Château de Hans*, tel que Pierre Richard-Willm, l'âme du thâtre pendant quarante ans, l'avait conçu.

Mais le Théâtre du Peuple est en pleine mutation. Tibor Egervari entend bien aller de l'avant, bousculer la tradition qui veut que seul Maurice Pottecher ait les honneurs de la scène. L'année dernière déjà, la troupe avait monté *la Goualeuse*, de Marot et Alevy, mélodrame fin de siècle ; et si Tibor Egervari a donné de nouveau ce spectacle cette année, c'était pour corriger le côté passéiste de la commémoration. Les deux tendances du Théâtre du Peuple, ainsi représentées, cette saison, mêlaient le charme poétique des légendes vosgiennes à la cocasserie d'un mélo très bien joué.

Le rayonnement du Padré et de Tante Camm

Ils sont tous là : le gendre de Maurice Pottecher, M. Chan, vieux monsieur très digne et charmant, qui représente sa femme (elle est souffrante, elle n'a pas pu venir) ; son fils, Pierre Chan, compositeur. Tous les descendants de Georges, second fils de Benjamin : les trois frères, Frédéric, Jacques et François, et leurs enfants et petits-enfants. Ils sont venus se recueillir sur la tombe du Padré et de Tante Camm, comme on appelait ici M. et Mme Pottecher. Ils le font chaque été, mais, cette année, c'est le quatre-vingtième anniversaire du théâtre, de leur théâtre : « Chez nous, c'était un véritable virus », explique Frédéric Pottecher. Et ceux de la génération suivante se souviennent qu' « il n'était pas question de partir en vacances ».

L'été, la famille était mobilisée pour jouer les pièces du poète. Georges, le frère, qui avait repris l'usine de coutellerie, voulait tous les premiers rôles, et s'en tirait, paraît-il, fort bien (sauf quand il glissait quelque expression vosgienne dans les alexandrins de Maurice). Le poète jouait aussi, et tous ses neveux et nièces. A ces amateurs, il fallait apprendre à déclamer. Mme Pottecher s'en chargeait. Parisienne, d'ascendance martiniquaise, elle avait suivi les cours du Conservatoire de Paris et joué au Théâtre de l'Œuvre, sous la direction de Lugne-Poe. « Ma grand-mère était une femme extraordinaire », dit son petit-fils, qui évoque sa « gaieté » et son « rayonnement » — mots qui reviennent toujours quand ceux qui l'ont connue parlent de Tante Camm.

Mais ce n'est pas uniquement à sa famille que Mme Pottecher a appris à jouer. Les pièces de son mari avaient une distribution impressionnante. Il fallait des acteurs, c'est à Bussang qu'elle les a trouvés. « Elle se promenait dans la rue, et elle disait : tiens, toi, monte me voir au théâtre. » Marguerite Vannson est « montée » au théâtre en 1929, et, depuis, elle y retourne tous les ans. Et Mme Vinel, qui fait le ménage entre les représentations, cela fait cinquante ans qu'elle promène son balai dans le Théâtre du Peuple. Elle a joué, elle aussi : « Ah ! elle était dure, la femme de monsieur Maurice, quand on n'articulait pas assez bien. Mais elle avait toujours une grosse boîte de bonbons pour nous récompenser. » En ce temps-là, « c'était un honneur de venir jouer au théâtre Pottecher ».

On mesure à l'entendre ce qu'a pu représenter le Théâtre du Peuple pour Bussang, au moins jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Le village était complètement isolé du reste de la vallée, il n'y avait aucun moyen d'évasion : travailler avec Mme Pottecher devenait bientôt la seule distraction. Jacques Maginot, qui a fait ses débuts à Bussang en 1952 et revient, lui aussi, chaque saison, se souvient de ce fameux jour où l'on a vu un enfant faire irruption sur la scène, en pleine représentation : « Papa, viens vite, maman accouche. — J'irai après. Tout de suite, je joue... »

Mais les temps ont changé. « Les Bussenets tiennent à leur théâtre comme on tient à une vieille église », constate Nadège Sadon, comédienne dès son plus jeune âge et responsable de l'administration. « Ils ne sont plus prêts à passer toutes leurs vacances au théâtre, ils s'en vont, c'est normal. » Cette désaffection est générale ; même la famille Pottecher n'a plus le loisir de s'occuper du théâtre comme elle le voudrait. « Moi, je prendrai la relève », dit crânement un arrière-petit-neveu de dix ans, mais il n'arrêtera pas à lui tout seul le processus de « dé-pottechérisation », ainsi qu'on a nommé, au sein de la troupe, le nécessaire retrait des Pottecher. « Ce n'est plus leur théâtre. Eux, ils arrivent l'été, tout est en place. Ils n'ont plus qu'à jouer. » Ceux qui restent toute l'année à Bussang, qui ne cessent de parler de la saison précédente que pour discuter de la saison à venir, ne sont pas en très bons termes avec la famille. Les Pottecher ne possèdent plus l'usine, ils ne sont plus à la mairie, mais ils restent « les bourgeois ».

La tradition familiale se perd, c'est un conseil d'administration qui gère le théâtre. Les grandes figures ont disparu. La Tante Camm et le Padré bien sûr, la première en 1957, le second en 1960. Mais aussi Pierre Richard-Willm, qui s'est retiré en 1969. Après avoir réalisé toutes les mises en scène, imaginé tous les décors et les costumes pendant quarante ans, il a passé le flambeau à Tibor Egervari, directeur de l'Institut de théâtre à l'université d'Ottawa. Avec lui, c'est une tout autre manière de travailler. Les acteurs doivent savoir tout faire, manier les rimes comme les pinceaux à colle.

« Ça fait cinéma »

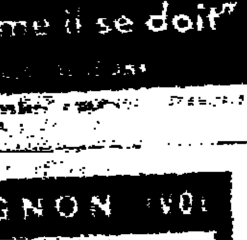
La troupe a également évolué : elle n'est plus composée des seuls Bussenets ni même uniquement de Vosgiens. Il y a des Canadiens, des Belges. Des comédiens professionnels, comme Jacques Roerich, se sont joints aux amateurs. Enfin, symbole du changement, le clairon qui sonne le début des représentations est aujourd'hui enregistré. « Ça fait cinéma », déplore Mme Vinel.

Le tournant que le Théâtre du Peuple a commencé d'amorcer avec la venue de Tibor Egervari concerne principalement le répertoire. Inconditionnels de Maurice Pottecher et détracteurs s'affrontent en un conflit de générations. Ceux qui ont travaillé avec le Padré gardent une tendresse pour les légendes, les drames historiques et les pièces paysannes. Les nouveaux arrivés refusant parfois de prêter leur concours à de telles œuvres. « Le répertoire ne vaut rien, estime Jacques Roerich : en revanche, il faut garder l'esprit dans lequel a été créé le théâtre. » Par-delà les mutations et les conflits, il y a, en effet, quelque chose qui subsiste, une certaine unité, un amour de ce théâtre pour lequel professionnels et amateurs acceptent de passer leurs vacances à Bussang, dans des conditions matérielles plus que précaires — et bénévolement.

L' « esprit » du Théâtre du Peuple, il est tout entier dans le public. C'est un public subtil, qui réagit comme aucun autre. Il sait siffler et applaudir, prendre la distance voulue vis-à-vis du mélodrame, participer à la fête, chanter. C'est à lui qu'il faut s'adapter, et pas seulement au théâtre (en lui-même fascinant, d'ailleurs).

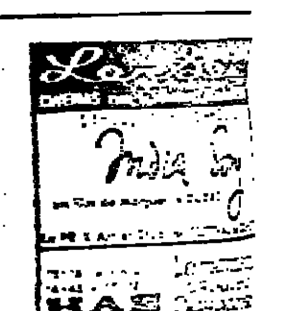
S'il laisse provisoirement de côté l'œuvre de Maurice Pottecher, Tibor Egervari entend bien « s'adapter à Bussang » et préserver cette connivence, rare, entre un public et un répertoire. Avec *la Goualeuse*, il a montré qu'on le pouvait, en se défaisant des habitudes. Maintenant, il a l'intention de faire de Bussang un théâtre élisabéthain. Son mandat a été renouvelé pour trois ans, et, s'il reste, c'est parce que, comme le disait Maurice Pottecher il y a quatre-vingts ans : « Le Théâtre du Peuple réunit tous les esprits dans une communauté d'émotions vigoureuses, touchant à la fois les plus humbles, intéressant les plus cultivés. »

CLAIRE DEVARRIEUX.



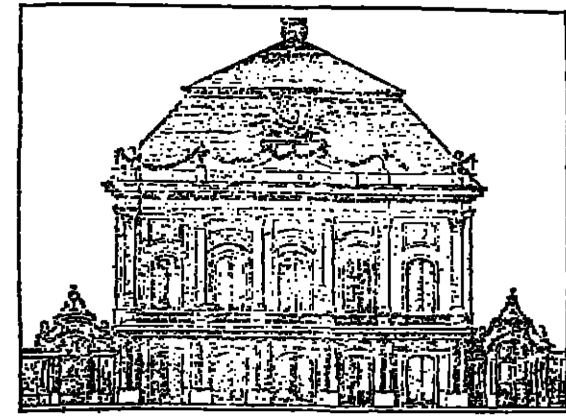








JOSEPH HAYDN ET LES FASTES DU VERSAILLES HONGROIS



L'opéra de Haydn à Esterhaz

*Comme en 1971 et 1973, le château de Fertöd (Esterhaz) a été récemment le cadre d'*Interforum, *une « rencontre internationale de jeunes artistes » organisée par la télévision hongroise et le bureau Interkonzert de Budapest. Très différente des concours internationaux, cette manifestation a pour but de présenter les jeunes talents d'Europe, de l'Est mais aussi de l'Ouest, au cours de concerts de vingt minutes chacun où sont conviés des critiques, organisateurs de festivals, directeurs de radio et de télévision, et qui sont ensuite retransmis par les réseaux de l'Intervision et de l'Eurovision* (le Monde *du 24 juin 1971).*

Interforum, *qui avait révélé en particulier les pianistes hongrois Ranki et Kocsis, le violoniste français Pierre Amoyal, le Quatuor Lindsey de Grande-Bretagne et la violoncelliste soviétique Victoria Jagling, a mis surtout en lumière cette année une pianiste de Hambourg, Johanna Wiedenbach, le Quatuor tchèque Panocha, le Trio avec piano de Moscou, le pianiste hongrois Andras Schiff et le trompettiste français Guy Touvron*

L'excellent climat qui règne dans ces rencontres tient en grande partie à ce château d'Esterhaz, tout bourdonnant encore de la musique de Haydn, qui estompe la pénible atmosphère surchauffée régnant dans les concours : malgré l'enjeu de ces concerts, une sorte de communauté joyeuse rassemble ces jeunes gens et leurs aînés, les « professionnels » qui les écoutent.

MIKLOS, soldat redouté et diplomate de talent, s'était épris de l'Italie et se voyait sous les traits des Médicis : comme Laurent on le surnommerait « le Magnifique » *(Prachtliebende)* et il protégerait les artistes. En 1764, il se rendit en France, et le château de Versailles fut son chemin de Damas. Il érigerait le Versailles hongrois, et le faste de sa cour éclipserait celui de la cour impériale de Vienne

Sitôt dit, sitôt fait : il fit construire une digue, assécher les marais et, grâce à l'énorme main-d'œuvre à bon marché de ses serfs, au bout de dix-huit mois Esterhaz se dressait dans cette solitude de bout du monde où il fait toujours rêver aujourd'hui. A l'été 1766, le prince faisait son entrée avec toute sa cour, son compositeur et chef d'orchestre particulier, Josef Haydn, et toute sa précieuse chapelle musicale.

La comparaison avec Versailles risque d'égarer : autant Versailles est imposant et majestueux, avec son immense cour d'honneur bordée de palais qui se resserrent peu à peu jusqu'au centre lointain, comme les courtisans autour du souverain, autant Esterhaz, malgré ses dimensions, est avenant et gracieux. Franchie la belle porte faite d'une triple grille en fer forgé, les communs déploient en un bel arc de cercle leurs bâtiments bas (ocre jaune, aux toits roses) autour de la cour, avec ses pelouses ornées de chemins en arabesques et son bassin circulaire, pour aller rejoindre le grand corps du château dont les ailes s'incurvent doucement comme dans un geste d'accueil : deux étages d'un jaune d'or qu'adoucissent de fausses colonnes blanches, des frontons triangulaires, les formes arrondies des fenêtres et, tout au fond, le superbe escalier à double révolution avec ses lanternes portées par des enfants, qui monte au cœur du palais surplombé d'une grosse tour rectangulaire.

Une fête perpétuelle

Les architectes d'Esterhaz ont su faire œuvre originale en mariant avec naturel l'exemple de Versailles avec le goût baroque de leur temps, sans rien de cette imitation raide qui fige Schoenbrünn et nombre de châteaux allemands de l'époque rococo. Pourtant cette cordialité de l'accueil, cette bonne grâce de la cour d'honneur pour ne pas écraser le visiteur, ne sont qu'une introduction à un royaume plein de faste : vu depuis le parc (qui s'étendait jusqu'à 4 kilomètres de profondeur), le château se déploie sur 300 mètres de façade altière, que prolonge tout la ligne des bâtiments annexes. La plus grande partie du parc a été saccagée, et les belles allées en V., fuyant à l'infini dans d'épaisses frondaisons peuvent seulement faire rêver de ce qu'était ce grand divertissement à la française.

L'intérieur du château n'était pas moins somptueux avec ses cent vingt-six chambres d'apparat (occupées en partie aujourd'hui par un institut agronomique), qui rassemblait les trésors favoris de l'époque. Ce domaine, presque désert de nos jours, vivait alors intensément. Chaque jour ou presque, trois cents couverts étaient mis, et la fête était perpétuelle : musique en plein air dès le matin, opéra de Haydn l'après-midi, bal masqué le soir, foires paysannes « improvisées » dans des boutiques de feuillage entourant une grande place qui imitait « *une des parties les plus populeuses du boulevard de Paris* » avec un théâtre de polichinelle, une officine de charlatan, une tireuse de cartes, un dentiste, les tréteaux de la comédie italienne, des montreurs de singes, de lions et de tigres (en carton) ; sans compter le théâtre de marionnettes, où l'on représentait des parodies d'opéra, les feux d'artifice, la chasse et les bals populaires.

Tel avait été le programme (résumé) de l'accueil fait en 1775 à l'archiduc Ferdinand. Deux ans auparavant, l'impératrice Marie-Thérèse elle-même s'était rendue à Esterhaz. Haydn avait écrit pour elle la symphonie qui porte son nom et représenté *l'Infedelta delusa* après lequel elle déclara : « *Si je veux entendre un bon opéra, c'est à Esterhaz que j'irai.* »

Si le nom d'Esterhaz a gardé son éclat, c'est bien en effet à Joseph Haydn qu'il le doit. Le prince était amoureux fou de musique : « *On en jouait avant, pendant et après les repas, le soir au concert ou à l'opéra, souvent au bal et le dimanche à la messe* », — consommation de musique qui peut rivaliser avec celle de nos plus fanatiques discophiles !

Mais tout cela retombait sur Haydn, son petit orchestre de vingt et un musiciens, sa troupe de chanteurs ; et surtout, c'est lui qui devait composer la majeure partie de cette musique. D'après l'incroyable contrat en quatorze points qu'il avait signé lors de son engagement en 1761, il était « *tenu de composer toute œuvre musicale que Son Altesse désire* », il était « *tenu de se présenter matin et après-midi dans l'antichambre pour attendre l'ordre de jouer* » ; le contrat décrivait la tenue des musiciens (bas et linge blancs, livrée, cheveux poudrés à la poudre de riz, nattés ou noués), etc.

Haydn habitait avec ses troupes dans une maison que l'on voit toujours à quelque distance du château sur la route de Sopron (Œdenbourg), vaste bâtiment allongé et rectangulaire, comme une grosse ferme, autour d'une cour qui résonnait d'incessantes disputes entre les femmes des artistes, au point d'incommoder le prince lui-même. Aussi celui-ci interdit-il aux musiciens d'emmener leurs familles ; d'où, la saison se prolongeant trop longuement à leurs yeux en 1772, la supplique de Haydn en forme de *Symphonie des adieux* — anecdote célèbre et authentique.

Pour avoir un peu de tranquillité, Haydn se levait très tôt, « *priait Dieu et la Sainte Vierge que la journé lui soit aussi favorable que la précédente* » et entassait avec rapidité opéras, quatuors, symphonies (pendant les trente années passées au service des Esterhazy, il n'a pas composé moins de quatre-vingt-dix symphonies). Puis il se rendait au château où souvent il s'enfermait avec le prince pour faire de la musique de chambre. Miklos était en effet un passionné de la viole de gambe « baryton » (sept cordes f[illegible]ées et quatorze cordes sympathiques), au point qu'on peut se demander si les trois étonnantes fenêtres du deuxième étage aux doubles formes renflées qui dominent le balcon d'honneur ne sont pas un hommage à son instrument [illegible] ! Et Haydn composa des centaines de pages pour b[illegible]ton, dont la plupart ont disparu dans les incendies d'Esterhaz qui dévorèren. aussi le ravissant petit opéra de cinq cents places, aux loges capitonnées de velours et d'or

A Esterhaz comme à Eisenstadt, il y avait opéra presque tous les soirs : de 1780 à 1[illegible]0, Haydn dirig[illegible] quatre-vingt-seize opéras différents et ne donna pas moins de mille vingt-six représentations dont cent vingt-cinq en 1786, surproduction dont le compositeur ne se plaignait sans doute pas, car, à l'époque, il se consolait de ses déboires conjugaux avec une jeune cantatrice, de vingt-cinq ans plus jeune que lui, Luigia Polzelli, qu'il avait prise sous sa protection et souhaita longtemps épouser : « *Le temps viendra peut-être que nous avons si souvent souhaité où quatre yeux seront fermés pour toujours* » (ceux du médiocre violoniste Antonio Polzelli et de l'acariâtre Anna Aloysia Haydn).

« J'étais forcé d'être original »

L'admirable est que, travaillant dans de telles conditions, Haydn ait laissé une œuvre aussi extraordinaire (on la connaît si mal encore !) et que son inspiration ne se soit pas diluée dans un flot d'œuvres aimables, mondaines et *superficielles, alors qu'il vivait en* marge des grands courants musicaux. Lui-même nous en donne la clé : « *Mon prince était toujours content de mes ouvrages ; non seulement j'avais l'encouragement d'une constante approbation, mais, me trouvant à la tête d'un orchestre entièrement soumis à mes ordres, je pouvais faire des expériences, éprouver des effets ; séparé du reste du monde, je n'avais à me tourmenter de rien, et j'étais forcé d'être original.* » Vision optimiste des choses, mais profonde et exacte pour cet homme dont la vie quotidienne se reflète aujourd'hui encore dans tant d'œuvres comme dans le plus fidèle miroir de joie, de mélancolie déjà romantique, de tristesse et d'humour, même sous le plus [illegible]and apparat.

Au bout de trente ans la solitude d'Esterhaz (avec ses princes vieillissants, dans une atmosphère assombrie par la Révolution française et l'abolition du servage par Joseph II, qui [illegible]squait de les ruiner) pesait de plus en plus lourdement sur Haydn ; d'autant qu'il avait goûté davantage les dernières années aux plaisirs de Vienne, où on l'adorait, comme l'exprime la délicieuse lettre du 9 février 1790 à Mme Genzinger, qu'il faudrait citer tout entière : « *Ici, à Estoras* (sic), *personne ne me demande : « Désirez-vous du chocolat ? avec ou sans lait ? Désirez-vous du café, noir ou avec de la crème ? Voulez-vous une glace à la vanille ou à l'ananas ?* »

La mort de Miklos en 1790 le libéra : le nouveau prince, Antal, congédia l'orchestre et installa des ateliers de tissage dans le logement des artistes. Haydn allait connaître la gloire à Londres et couronner sa vie par ses plus grandes symphonies et ses oratorios, *la Création* et *les Saisons*, bouquet grandiose des feux d'artifice qu'il avait tirés inlassablement tant d'années durant pour le roitelet d'Esterhaz.

JACQUES LONCHAMPT.

Une sélection

Paris

Cinéma

LE FUTUR AUX TROUSSES de Dolorès Grassian

Comment la futurologie, en se mettant au service de la consommation, peut mener une société à un régime dictatorial. Un film de femme à contre-courant de la mode féministe, une fable sociale déconcertante par sa lucidité.

TRIPLE PROGRAMME à l'Olympic-Entrepôt

Où aller au mois d'août ? On peut passer le temps à l'Olympic-Entrepôt... Un restaurant, une bibliothèque et trois films : l'Ange noir, *baroque allemand signé Schroeter,* l'Aigle avait deux têtes, *montage documentaire anglais sur le nazisme, et* l'Inde fantôme, *réflexion de Louis Malle sur le tiers-monde, tournée en marge de* Calcutta.

— ET AUSSI : *Au cœur de la nuit*, surnaturel, Grande-Bretagne et tasses de thé ; *Sherlock junior*, un Keaton jamais réédité depuis 1924 ; *Lenny*, un certain visage de l'Amérique ; *Profession : reporter*, l'Antonioni formaliste d'après *Blow up ; Balade sauvage*, l'Amérique de James Dean sur les routes d'*Easy Rider* ; *Vera Cruz*, ou l'indépendance nationale selon Aldrich ; et, toujours, *Paris en films*, à l'hôtel de Sully (jusqu'au 14).

Théâtre

ELLE, ELLE ET ELLE à la Cour des Miracles

La vie de trois femmes qui ont appris à vivre. Sur des interviews recueillies par Catherine Valabrègue, Marcel Cuvelier dirige avec intelligence, pudeur, discrétion, les confidences de Catherine Arditi, Frédérique Ruchaud, Thérèse Quentin. Des qualités rafraîchissantes.

— ET AUSSI : *Viens chez moi, j'habite chez une copine* (la fantaisie de Rego et Kaminka) à la Comédie des Champs-Elysées ; et les spectacles non-stop, du Théâtre Campagne-Première, chez Jean Bouquin.

Musique

WEEK-ENDS MUSICAUX à Sceaux

Depuis le 13 juin et jusqu'au 14 septembre le septième Festival de Sceaux propose, chaque week-end, trois concerts de musique de chambre dans l'Orangerie du château.

Le 15, on pourra découvrir l'intégrale de la musique pour deux pianos de Poulenc par le duo G. et B. Picavet. Le lendemain, toujours à 17 h. 30, séance de sonates Beethoven-Damase, ce dernier accompagnant le violoniste M. Chauvelon. Musique ancienne enfin, dimanche 17, l'Ensemble Guillaume de Machaut.

CONGRÈS MONDIAL DES JEUNESSES MUSICALES

Sous le titre la Musique et l'Enfant, *quatre journées de colloques, réservées aux congressistes. Les concerts restent cependant ouverts au public. A ne pas manquer : celui de l'Orchestre mondial des Jeunesses musicales composé de jeunes virtuoses de tous les pays. (Au programme : Schumann, Strauss et Martinon.) Podium international des jeunes artistes le jeudi 21, à 16 h., présenté par Ivry Gitlis.*

— ET AUSSI : *Orchestre J.-F. Paillard*, jeudi 14, à 18 h. 30 et 21 h., dans le cadre du Festival estival de Paris, avec la participation de Gérard Jarry (violoniste). Musique indienne à Saint-Séverin, le vendredi 15, par le groupe Lakshmi Shankar. Deux concerts d'orgue : le 16, à Saint-Germain-des-Prés (Odile Bailleux), et le 17, à Notre-Dame (Richard A. Barrows). Les concerts de musique ancienne à la Sainte-Chapelle se poursuivent avec le Early Music Consort of London, le 19.

Danse

ROMÉO ET JULIETTE aux Tuileries

La Fête des Tuileries s'achève en beauté avec la grande fresque de Roméo et Juliette *dansée par le Ballet du vingtième siècle sur la musique de Berlioz. La chorégraphie de Maurice Béjart tente de rajeunir et d'actualiser l'environnement de ce drame éternel d'amour et de haine.*

Arts

MAX ERNST au Grand Palais et à la Nationale

Une double rétrospective dont on a déjà beaucoup parlé. Le Grand Palais célèbre le peintre et précise en trois cent vingt-huit numéros l'originalité de sa démarche multiforme depuis l'époque Dada. La Nationale rend hommage au graveur et à celui qui a bouleversé l'esthétique du livre illustré.

DE CHIRICO au musée Marmottan

La rétrospective comporte quatre-vingts peintures, vingt-trois aquarelles et dix-neuf sculptures. Figurent notamment des œuvres récentes inédites où émergent à nouveau les premiers thèmes de la période métaphysique de l'artiste.

— ET AUSSI : *Michel-Ange* (les Esclaves, *les dessins), les dessins italiens de la Renaissance, le Studiolo d'Isabelle d'Este*, au Louvre ; *Hommage à Corot*, à l'Orangerie ; *Matisse*, au Musée national d'art moderne ; *Tendances actuelles de la nouvelle peinture américaine, Michel Rouaidès*, à l'ARC 2 ; *Torrès-Garcia, Jagoda Buic, Jean Dewasne*, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, *Merkado*, au musée Bourdelle, *Pierluca*, au musée Rodin.

Province

Musique

CHANT GRÉGORIEN à Gourdon

Le grégorien se porte de mieux en mieux. Chassé des églises, il fait chaque jour de nouveaux adeptes parmi les mélomanes. Une journée lui sera consacrée le 15. Le soir, ainsi que le lendemain, on pourra entendre également le Requiem allemand *de Brahms. Chœurs et orchestre de Hambourg (dir. L. Romansky). Solistes : S. Niemsgern et E. Moser.*

SEMAINES MUSICALES DU MONT-BLANC

Deux concerts encore, qui ne seront pas indignes des précédents. Musique baroque le dimanche 17, par cinq solistes français de grand talent ; jeudi 21, récital Chopin-Ravel par Philippe Entremont, un grand pianiste qu'on n'entend guère dans son pays d'origine. Un festival qui grimpe.

« CONTEMPORAINS » DE JADIS à Saint-Maximin

Rien de bien récent dans les programmes du IVe Festival du couvent royal de Saint-Maximin, présenté par le Collège d'échanges contemporains... Qu'importe, puisqu'on pourra entendre Beethoven, Ravel, Brahms et Mozart le 16 août, par A. Spadaro et P. Ganter ; puis Schubert, Brahms et Debussy, le 21 (O. Robert et P. Ganter, pianistes).

— ET AUSSI : Les Ménestriers (le 13), Mahler-Boucourechliev (le 14), puis un concert de musique espagnole (le 17), à Manosque. Pour les amateurs de musique ancienne, la salle Garnier, à Monte-Carlo, accueillera Zino Francescatti, accompagné par l'orchestre de la Principauté, direction Lovro von Matacic, le 17.

Pop'

ROCK à Orange

Après Wagner et Verdi, le Théâtre antique accueillera Dr Feelgood, Ginger Baker, Lou Reed, Mahavishnu, Soft Machine, Procol Harum, John Cale et Nico (15, 16 et 17 août).

Danse

ANNE BÉRANGER aux Baux

La compagnie Anne Béranger danse au théâtre de verdure du Val-d'Enfer : ballets de Jean-Marie Marion, Micha Van Hoecke et Maurice Béjart (16 août).

Arts

SOULAGES à Montpellier

Quarante tableaux au musée Fabre ; cent gravures, lithographies et eaux-fortes à la galerie Frédéric Bazille (dans une aile du théâtre municipal) : un ensemble d'œuvres, en majorité récentes, d'un des principaux représentants de l'abstraction lyrique de l' « Ecole de Paris ».

PICASSO ET INGRES à Montauban

Sur le thème des figures, on a rassemblé des nus, des portraits et des compositions de Picasso (une centaine de numéros), d'une part ; des dessins d'Ingres appartenant au fonds du musée, d'autre part. Intéressante confrontation...

— ET AUSSI : *Bonnard*, à Saint-Paul-de-Vence ; *Rembrandt*, à Nice-Cimiez ; *Monet*, à Albi ; *J.-F. Millet*, à Cherbourg ; *Hadju*, à Mâcon ; *Miro*, à Angers ; *Olivier Debré*, à Antibes ; *Jacques Villon* et *La Normandie souterraine* (recherches archéologiques de l'abbé Cochet), à Rouen ; *André Masson*, à Aix-en-Provence ; *Marquet*, à Bordeaux ; *Le Yaouanc*, à Saint-Maximin ; *Pichette*, à Châteauroux ; *Charles Despiau*, à Mont-de-Marsan.

PARIS

Théâtres

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les salles municipales

CHATELET (231-44-80) (D. soir, L.), 14 h. 30 : Valses de Vienne
NOUVEAU-CARRE (277-88-40) (L., D. soir), 20 h., mat. mer., le 15, sam., dim., à 15 h. 30 : Cirque à l'ancienne.

Les autres salles

ANTOINE (208-77-71) à partir du 19 à 20 h. 30 : le Tube.
CHARLES-DE-ROCHEFORT (522-08-40) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. le 15 et dim. à 15 h.: le Troisième Témoin.
COMEDIE CAUMARTIN (073-43-41) (le 14) 21 h. 10, mat. dim. à 15 h. 10 : Boeing-Boeing.
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (359-37-03) (D., L.) 20 h. 45 : Viens chez moi, j'habite chez une copine.
COUR DES MIRACLES (548-85-60) (D., L.) 20 h. 30 : La golden est souvent farineuse. 22 h. : Elle, elle et elle (relâche le 15).
DAUNOU (073-64-30) (le 14, dim. soir) 21 h., mat. le 15 et dim. à 15 h.: Monsieur Masure.
GYMNASE (770-16-15) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h.: le Saut du lit (dernière le 23).
HEBERTOT (387-23-23) (D.), 21 h.: l'Amour fou.
HUCHETTE (326-38-99) (D.), 21 h.: la Cantatrice chauve ; la Leçon.
LUCERNAIRE (326-57-23) (L.), 20 h. 30 : les Chaises : (D. soir, L.), 22 h. 15 ; mat. ven., sam. et dim., à 18 h. 30 : Sade.
MICHEL (265-35-02) (mer). 21 h. 10, mat. dim. à 15 h. 10 : Duos sur canapé.
NOUVEAUTES (770-52-76) (le 14 et dim. soir). 20 h. 30, mat. dim. à 16 h.: la Libellule.
THEATRE CAMPAGNE-PREMIERE (033-79-27) (L.), 20 h. 30 : le Presse-purée des Destaing ; 22 h.: Copi dans Loretta Strong ; 23 h.: Argentine show.
THEATRE PRESENT (203-02-55) (D., L.). 20 h. 30 : Ah ! bon !
TROGLODYTE (222-93-54) à 23 h., me.: Xâhat ; J., V., S.: l'Inconfortable ; L., mar.: les Retrouvailles de l'imaginaire.

Les cafés-théâtres

L'ABBAYE (033-27-77) (L., ma., mer.), 20 h.: Kennedy's children.
LE FANAL (236-73-68) (D.), 21 h., J., V. et sam., à 21 h. et 22 h. 30 : M. Barnett.
LA PIZZA DU MARAIS (277-42-51) (D.), 21 h.: le Regard à genoux ; 22 h. 30 : Que faoa !
LE SELENITE (033-53-14) (D., L.), I : 20 h. 30 : la Jacassière ; 22 h. 30 : J'ai aucune idée ; II : 21 h. : C'est comme si vous vous promeniez l'été dans un champ de pollen ; 23 h. 30 : Peau d'homme.

Festivals

Estival

JARDIN D'ACCLIMATATION, les 14 et 15, à 15 h. 30 : L. Shankar. Les 16 et 17 : Marie-Thérèse Ghirardi. Les 18, 19 et 20 : Clowns musicaux.
BATEAUX-MOUCHES, les 13, 14 et 15, à 18 h. : Ensemble de cuivres de Prague. Les 16, 17, 18, 19 et 20 : Francis Hardy et E. de Villèle.
FACULTE DE DROIT, le 13, à 20 h. 30 : Orchestre symphonique de Bordeaux (Mahler, Strauss, Mozart). Le 18, à 20 h. 30 : Yuval Trio (Schubert, Dvorak).
MUSEE DE CLUNY, le 14, à 18 h. 30 : Orchestre J.-F. Paillard (Lulli, Bach, Debussy, Bartok).
EGLISE SAINT-SEVERIN, le 14, à 21 h. : Orchestre J.-F. Paillard et G. Jarry (Bach, Leclair). Le 15, à 20 h. 30 : L. Shankar.
SORBONNE (Amphi Richelieu), le 16, à 18 h. 30 : R. Pasquier et J.-F. Heisser (Schubert, Bartok).
EGLISE ST-GERMAIN-DES-PRES, le 16, à 20 h. 30 : Bailleux.
NOTRE-DAME, le 15, à 17 h. 45 : P. Cochereau. Le 17, à 17 h. 45 : R. A. Barrows.
PALAIS DE CHAILLOT, le 18, à 18 h. 30 : M.-T. Ghirardi, guitare.
SAINTE-CHAPELLE, le 19, à 18 h. 30 et 20 h. 30 : Early Music Consort of London.
AUDIO-VISUEL, Palais-Royal, tous les soirs, à 20 h. 45 : L'artisanat vivant.
MUSEE GUIMET, films (sam. soir, dim. soir), 18 h. 30, sam. et dim. à 15 h. Rens. et loc. : 633-61-77, 4, rue des Prêtres-Saint-Séverin (5e).

Sceaux

ORANGERIE DU CHATEAU, le 15, à 17 h. 30 : G. et B. Picavet (Mozart, Brahms, Milhaud, Poulenc : Intégrale des œuvres pour deux pianos). Le 16, à 17 h. 30 : Duo J.-M. Damase et M. Chauveton (Beethoven, J.-M. Damase). Le 17, à 17 h. 30 : Ensemble Guillaume de Machaut (musique française du Moyen Age et de la Renaissance). Loc. 661-06-71.

Expositions

La plupart des musées nationaux et des expositions qui y sont présentées seront fermés le vendredi 15 août. « Le Monde » daté 00 août en a publié la liste complète.

MAX ERNST. — Grand Palais, entrée Clemenceau (231-91-24). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h.; le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F ; le samedi : 5 F. Jusqu'au 8 septembre.

MAX ERNST, estampes et livres illustrés. — Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (266-62-62). Tous les jours, de 11 h. à 18 h. Entrée 6 F. Jusqu'au 30 septembre. (Fermée les 15, 16 et 17 août).

MICHEL-ANGE AU LOUVRE, les Esclaves, les Dessins. — Musée du Louvre, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 29 septembre.

DESSINS ITALIENS DE LA RENAISSANCE. — Musée du Louvre (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 septembre.

LE STUDIOLO D'ISABELLE D'ESTE. — Musée du Louvre (voir ci-dessus). Jusqu'au 13 octobre.

HOMMAGE A COROT. — Orangerie des Tuileries (073-99-48). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h.; le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F (gratuite le 24 septembre) ; le samedi : 5 F. Jusqu'au 29 septembre.

DE CHIRICO : rétrospective. — Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (227-07-02). Sauf lundi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 31 octobre (ouverte le vendredi 15 août).

HENRI MATISSE : dessins et sculptures. — Musée national d'art moderne, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 7 septembre.

FRANÇOIS ROUAN : portes, douze peintures. — Musée national d'art moderne (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 septembre.

DEWASNE : antisculptures, cerveaux mâles. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 31 août.

TENDANCES ACTUELLES DE LA NOUVELLE PEINTURE AMERICAINE. — Marcelin Pleynet : de la couleur à la ligne. .. Musée d'art moderne de la Ville de Paris A.R.C. 2 (voir ci-dessus). Jusqu'au 31 août.

MICHEL ROUALDES : Chromatogenèse, Chromatologie (1973-1975). — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 31 août.

JAGODA BUIC : Formes tissées. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 septembre.

LARTIGUE 8 × 80. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. ; le dimanche, de 11 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 15 septembre.

BERNARD LAGNEAU : Lieu mécanisé n° 12. — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Entrée libre. Jusqu'au 21 octobre.

LE ROI, LA SCULPTURE ET LA MORT. — Salle des gens d'armes de la Conciergerie, 1, quai de l'Horloge (033-30-06). Sauf mardi, de 9 h. 30 à 12 h. et de 13 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 7 septembre.

ROBERT COUTURIER A LA MONNAIE. — 11, quai Conti (326-52-04). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h. à 17 h. Jusqu'au 30 septembre.

PIERCULA : 1926-1963. — Musée Rodin, 77, rue de Varenne (551-01-34). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 15 septembre.

MERKADO. Prix Bourdelle 1973. — Musée Bourdelle, 16, rue Bourdelle (548-67-27). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 3 F. Jusque fin septembre.

H. FISHER, F. FOREST, J.-P. THENOT et OLIVIER BRICE. Sculptures en plein air. — Musée Galliéra, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (720-85-23). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 3 F. Jusqu'au 1er septembre.

DELACROIX ET LES PEINTRES DE LA NATURE. — De Géricault à Renoir. Musée Delacroix, 6, place Furstenberg (033-04-87). Sauf mardi de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 20 décembre.

LA MUSIQUE VUE PAR LES PEINTRES. — Hôtel Sully, 62, rue Saint-Antoine. Sauf mardi de 11 h. à 17 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 23 septembre.

PORCELAINES DE SEVRES AU XIXe siècle. — Musée national de la céramique à Sèvres (027-02-35). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 12 h. et de 13 h. 30 à 17 h. 15. Entrée : 7 F ; le dimanche : 5 F (donnant droit à la visite du musée, gratuite le 21 septembre). Jusqu'au 3 novembre.

L'ANCIEN HOTEL DE VILLE DE PARIS ET LA PLACE DE GREVE. — Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'en décembre.

ETHIOPIE D'AUJOURD'HUI. La terre et les hommes. — Musée de l'homme, palais de Chaillot (727-18-17). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. (le jeudi, à 14 h. 30 : visite commentée : à 15 h. 30, projection de films). Entrée : 8 F. Jusqu'au 30 septembre.

Variétés

Le music-hall

CASINO DE PARIS (874-26-22) (L.), 20 h. 45, mat. dim. à 14 h. 30 : Revue R. Petit, avec Lisette Malidor.
ELYSEES-MONTMARTRE (606-38-79) (D.), 20 h. 45, mat. sam. à 17 h. : Histoire d'oser.
FOLIES-BERGERE (770-02-51) (L.), 20 h. 30 : J'aime à la folie.
OLYMPIA (742-25-49), 20 h. 45, mat. dim. à 14 h. 30 : La magie (jusqu'au 17).

Les opérettes

HENRI-VARNA-MOGADOR (285-28-80) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 : Fiesta (soirée le 15).

Les cabarets

CRAZY HORSE SALOON (225-67-29), 22 h. et 0 h. 30 : Revue.
MAYOL (770-95-08 (Mer.), 16 h. 15 et 21 h. 15 : Nu... etc... etc.
TOUR EIFFEL (551-19-59), 20 h. : Bonjour Tahiti !

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45), 21 h., mat. le 15 et dim. à 15 h. 30 : l'Année de la frime.

Les concerts

Voir Festivals.

Cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

MERCREDI 13 AOUT. — 15 h. : *Octobre, les 10 jours qui ébranlèrent le monde*, de S. Eisenstein ; 18 h. 30 : *la Stratégie de l'araignée*, de B. Bertolucci ; 20 h. 30 : *Fenêtre sur cour*, d'A. Hitchcock ; 22 h. 30 : *Grandeur nature*, de L. Berlanga ; 0 h. 30 : *Du sang pour Dracula*, de P. Morissey.

Les exclusivités

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
ALLONSANFAN (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Marais, 4e (278-47-86).
L'ANGE NOIR (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42). Ven., L.
L'AIGLE AVAIT DEUX TETES (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
LA BALLADE SAUVAGE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
CAPONE (A., v.f.) : La Rotonde, 6e (633-08-22).
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LE DEMON AUX TRIPES (**) (It., v.f.) : Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic-Pigozzi, 14e (783-67-42). J.
EXHIBITION (**) (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90), Miramar, 14e (326-41-02), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Napoléon, 17e (380-41-46), Marotte, 2e (231-41-39), Helder, 9e (770-11-24), Ermitage, 8e (359-15-71).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82), Quintette, 5e (033-35-40) ; v.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
FRENCH CONNECTION II (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : Ermitage, 8e (359-15-71), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Moulin-Rouge, 18e (606-34-25), Boul'Mich, 5e (033-48-29), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Passy, 16e (288-62-84), Lux-Bastille, 12e (343-79-17).
LE FUTUR AUX TROUSSES (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf (8e) (225-47-19); Studio Médicis (5e) (633-25-97).
LA GRANDE CASSE (A., v.o.)) : Ambassade (8e) (359-19-08), v. f. : Berlitz (2e) (742-60-33) : Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13) ; Clichy-Pathé (18e) (522-37-41) ; Gaumont-Sud (14e) (331-51-16) ; Murat (16e) (288-99-75).
L'INDE FANTOME (Fr.) première partie : Olympic (14e) (783-67-42), deuxième partie : Olympic-Entrepôt.
INDIA SONG (Fr.) : Hautefeuille (6e) (633-79-38) ; Le Seine (5e) (325-92-46).
LENNY (A., v.o.) : P.L.M.-Saint-Jacques (14e) (589-68-42) ; Gaumont-Champs-Elysées (8e) (359-04-67) ; Hautefeuille (6e) (633-79-38).
LILY AIME-MOI (Fr.) : Hautefeuille (6e) (633-79-38).
OPERATION LADY MARLENE (Fr.) : Murat (16e) (288-99-75) ; Fauvette (13e) (331-56-86); Clichy-Palace (17e) (287-77-29) ; Bretagne (6e) (222-57-97) ; Mistral (14e) (734-20-70) : Normandie (8e) (359-41-18) ; Rex (2e) (236-83-93) ; U.G.C.-Odéon (6e) (325-71-08) ; Magic-Convention (15e) (828-20-64).
PAS DE PROBLEME (Fr.) : Mercury (8e) (225-75-90) : Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13) : Gaumont-Convention (15e) (542-94-67) : Lumière (5e) (770-84-64) : Clichy-Pathé (18e) (522-37-41) ; Le Paris (8e) 359-53-99) ; Cluny-Palace (5e) (033-07-76).
PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : Bretagne (6e) (222-57-97) ; Normandie (8e) (359-41-18).
PROFESSION : REPORTER (It.) : Concorde (8e) (359-92-84) : Saint-Michel (5e) (326-79-17), v.f. : Impérial (2e) (742-72-52).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Cinoche-Saint-Germain (6e) (633-10-82) : Marignan (8e) (359-92-82).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio Galande (5e) (033-72-71) ; Elysées-Point-Show (8e) (225-67-29).
LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o.) : Olympic (14e) (783-67-42), sauf mardi
THE GROOVE TUBE (A.) (X) (v.o.) : Biarritz (8e) (359-42-33) : Bienvenüe-Montparnasse (15e) (544-25-02) : Studio J.-Cocteau (5e) (033-47-62).
TITI SUPERSTAR (A., v.f.) : Gaumont-Madeleine (8e) (073-56-03), de 14 h. à 17 h. 20 : Gaumont-Rive-Gauche (6e) (548-26-36), matinée.
TOMMY (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf (8e) (225-47-19) : Paramount-Opéra (9e) (073-34-37) ; Studio Alpha (5e) (033-39-47).
UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Ang., v.o.) : Concorde (8e) (359-92-84) ; Saint-Germain-Village (5e) (633-87-59). v.f. : Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13) : Gaumont-Madeleine (8e) (073-56-03), en soirée : Mayfair (16e) (525-27-06).
VA TRAVAILLER, VAGABOND (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts (6e) (326-48-18).
VILLA DES DUNES (Fr.) : Olympic-Entrepôt (14e) (783-67-42), mer. et dim.
VIOLENCE ET PASSION (It., v.o.) : Cinoche de Saint-Germain (6e) (633-10-82).

Les films nouveaux

LE BAGARREUR, film américain de Walter Hill, avec C. Bronson et J. Coburn. V.O. : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59), Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Caravelle, 18e (387-50-70), Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11).
LE RETOUR DU DRAGON, film américain de Norman Foster, avec Bruce Lee. V.f. : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41), Marignan, 8e (359-92-82), Wepler, 18e (387-50-70), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Danton, 6e (326-08-18), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Fauvette, 13e (331-56-86).
QUI ETES-VOUS, INSPECTEUR CHANDLER ? film français de Michele Lupo, avec Claudio Brook. George-V, 8e (225-41-46), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Maillot, (758-24-24).
POPULATION ZERO, film américain de M. Campus, avec Oliver Reed et Géraldine Chaplin.
V.O. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).

Séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg (6e) (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
BELLADONNA (Jap., v.o.) : La Clef (5e) (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
LA CHINE (Fr.-It.) : Le Seine (5e) (325-92-46), à 12 h. (sf dim.).
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine (5e) (325-92-46), à 20 h. et 22 h. 15.
CINQ PIECES FACILES (A.) (**) (v.o.) : Saint-André-des-Arts (6e) (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
JULES ET JIM (Fr.) : La Clef (5e) (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
M.A.S.H. (A., v.o.) : Luxembourg (6e) (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : La Clef (5e) (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
THE LAST PICTURE SHOW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts (6e) (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
LE TRAIN SIFFLERA TROIS FOIS (A., v.o.) : Luxembourg (6e) (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.

Les grandes reprises

ALEXANDRE NEWSKI (Sov., v.o.) : Actua-Champo (5e) (033-51-60).
AU CŒUR DE LA NUIT (An., v.o.) : Arlequin (6e) (548-62-25).
BAS LES MASQUES (A., v.o.) : Action-Christine (6e) (325-85-78).
DROLE DE DRAME (Fr.) : Studio de la Harpe (5e) (033-34-83).
LE DICTATEUR (A., v.o.) : Champollion (5e) (033-35-40).
SENSO (It., v.o.) : Elysées Lincoln (8e) ((359-36-14) ; Quintette (033-35-40) : v.f. : Studio Raspail (14e) (326-38-98).
SPARTACUS (A., v.o.) : Gaumont-Rive gauche (6e) (548-26-36) en soirée.
SHERLOCK JUNIOR (A.) : Quintette (5e) (033-35-40), Elysées-Lincoln (8e) (359-36-14).

Les festivals

AFRO-AMERICAIN (v.f.) : Palais des glaces (10e) (607-49-93) ; les Quatre de l'Ave-Maria.
WESTERNS (v.o.): Action Lafayette (9e) (378-80-50), J. : la Bataille de la vallée du Diable ; Châtelet Victoria (1er) (508-94-14), J.: les Quatre de l'Ave-Maria.
A. HITCHCOCK (v.o.) : Action République (11e) (805-51-33), J.: le Crime était presque parfait.
H. BOGART (v.o.) : Grands-Augustins (6e) (633-22-13), J. : les Anges aux figures sales.
A. BAZIN (13e) (337-74-39), J.: Deep End (v.o.).
ETE 75 : Le Marais (4e) (278-47-86), I : J.: Dialogue d'exilés ; II : J.: A travers l'orage.
CINEMA INTERNATIONAL (v.o.), Studio Gît-Le-Cœur (6e) (326-80-25), J.: Dieu noir et Diable blond.
A. CHRISTIE (v.o.). Noctambules (5e) (033-42-34), J.: le Train de 16 h. 50.
VARIATIONS SUR L'HOMOSEXUALITE (v.o.), Studio Parnasse (6e) (326-58-00) : Partner.
QUARANTE CHEFS D'ŒUVRE DU CINEMA FRANÇAIS : Artistic Voltaire (11e) (700-19-15), J. : la Collectionneuse.
I. BERGMAN (v.o.), Racine (6e) (633-43-71), J.: le Visage.
W. ALLEN (v.o.), Studio Logos (5e) (033-26-42), J.: Prends l'oseille et tire-toi.

Danse

HOTEL DE SULLY (278-60-56, le matin), V., S. et Dim. à 21 h. : Ballets historiques du Marais.
TUILERIES, les 13, 14, 15 et 16, à 21 h. 30 : Ballets Maurice Béjart (Roméo et Juliette). Loc. sur place de 11 h. à 19 h.





Les grandes reprises

Les festivals

Danse



PROVINCE

Festivals

Aigues-Mortes

A 21 h. 30 : les 14 et 16 : la Guerre des Demoiselles, de Guy Vassal. Les 13, 15 et 17 : Marie Tudor, de V. Hugo, mise en scène de G. Vassal. A 24 heures : Special Sang (jusqu'au 17). Loc. : 88-31-83.

Antibes

Place du Château, à 21 h. 30 : le 18 : M. Setrak, piano.

Bourgogne

Le 18, à 21 h., église de Montréal (89) et le 19, à 21 h., église Saint-Révérien (89) : Quintette à vent d'Avignon. Rens.: (80) 32-81-68.

Bretagne

Guérande, les 15 et 16, collégiale Saint-Aubin : Octuor de Paris ; le 20 : Yhuel, bombarde, et Jégat, orgue. Lannion, église Saint-Jean-du-Bayle, le 16, à 21 h.: Michèle Leclerc et Michel Giboureau (Telemann, Dupré, Bach, Britten).

Carroz

Nouvelle Chapelle, le 14 à 21 h.: Chœurs du Festival, F. Roure, G. Tessier (Rameau, Mozart, Haendel). Le 16, à 21 h. : J.-C. Diot, dir. R.P. Couteau (Mozart). A Flaine, le 15 : voir Carroz le 14. Le 17 : Festival Ravel.

Chamonix

Le 17 : ensemble à vent Secolo Barocco. Le 21 : Philippe Entremont.

Chartres

Cathédrale, le 15, à 17 h. : Michel Estellet-Brun. Le 17, à 17 h. : Félix Moreau.

Chateauvallon

Les 14, 15, 16 et 17, à 21 h. 30 : Barbe-Bleue et son fils imberbe, texte et mise en scène de J.-P. Bisson. Rens. (94) 24-11-76.

Cluny

Abbaye, transept, le 16, à 20 h. 30 : Irène Pamboukjian et Roland Pidoux (Beethoven, Brahms, Debussy).
(Loc. : 59-00-58.)

Colmar

Cloître des Dominicains, le 14, à 20 h. 45 : Orchestre de chambre Camerata Bern.

Creully

Jeudi et samedi, à 21 h. 30 : D'estoc et de taille (tournoi, son et lumière).

Fresselines

Jusqu'au 17 inclus, à 20 h. 30 : « la Terre », d'E. Zola.

Gargilesse

Atelier L. Detroy, à 21 h., les 18, 19, 20 et 21 : Rencontres musicales internationales : P. Jamet, E. Melkus, A. Ponce, F. Pierre (autour de la harpe).
Atelier théâtre, jusqu'au 17, à 21 h. : Musset : « Un caprice », Dumas : « Anthony », Maupassant : « l'Amour quelquefois », Mauret : « la Délaissée », Rafelsjohn : « le Primitif », Courteline : « Gros Chagrin », « les Gora ».

Hede

Les 15, 16, 17, à 21 h. 15 : Spectacles de ballets (ballet-théâtre Libault-Estier). A partir de 11 h. : Animation (aubades, marionnettes, rencontre-signature).
Loc. : (99) 00-05-08.

Menton

Parvis Saint-Michel, à 21 h. 30 : le 14 : Claudio Arrau (Beethoven, Schumann). Le 21 : S. Neuhaus (Chopin, Scriabine, Prokofiev).
Cathédrale Saint-Michel, le 16, à 21 h. 30 : B. Soustrot et J.-C. Françon (Haendel, Telemann, (Bach).

A Roquebrune, le 18, à 22 h. : Raquel Catre (soprano), chant et guitare.
Loc. : 35-82-22.

Mont-Saint-Michel

Le 17, à 21 h. : Reinisches Kammer Orchester (Bach, Vivaldi).

Abbaye Blanche-Mortain, le 16, à 21 h. : Sextuor à cordes de Paris (Brahms, Schönberg).

Mormant

Grange des Epoisses, le 21, à 20 h. 30 : M. Rostropovitch (Bach).
(Loc. : 409-90-77.)

Normandie

Bayeux, cathédrale, le 16, à 21 h. : Pierre Cochereau (Bach, Franck, Vierne).

Courseulles-sur-Mer, le 18 : Maxence Larrieu, flûte, Trio Pasquier (Mozart).

Reux, le 20 (même programme).

Orange

Théâtre Antique, les 15, 16 et 17, à 20 h. 30 : J. Cale et Nico, E. Burdon, L. Reed, Soft Machine, J.-M. Laughlon, Mahavishnu.
Loc. : Paris, FNAC.
Orange : Synd. d'init. : 34-05-00.

Périgord

Sarlat, le 18, à la chapelle des Pénitents-Blancs : J.-M. Hasler et D. Fournier (musique ancienne). Le 20, à la cathédrale Saint-Sacerdos : Chœurs et orchestres des sessions internationales de St-Céré. Dir. : J. Aquino (« le Roi David », d'A. Honegger).

Château de Marcillac, à St-Cyprien, *le 19 : Groupe folklorique des pays* de l'Est.

Molières, le 20 : Musique de chambre romantique.

Provence

Peymeinade, le 19, à 21 h. : Renée Floret (airs d'opéras célèbres : Pergolèse, Mozart, Donizetti, Puccini, Galuppi, Verdi, Rossini).

Le Castellet, le 22, à 18 h. 30 et 21 h. : Early Music Consort of London (musique médiévale et Renaissance).
Renseignements : 74-11-74.

Saint-Aignan-sur-Cher

Jeudi, sam. et dim., à 21 h. 30 : Son et lumière.

Saint-Guilhem-le-Désert

Le 15, à 17 h. : Scott Ross, orgue (Bull, d'Arauxo, d'Anglebert, Clérambault). Le 17, à 17 h. : Ensemble de chambre de Fribourg (musique baroque).

Sainte-Beaume

Manosque, le 14, à 21 h. : Concert Mahler-Boucourechliev. Dir. : J.-P. Monot. Le 15, à 21 h. : Soirée musicale et poétique consacrée à J. Giono. Le 17, à 21 h. : Musique espagnole, par A. Ponce et Jocelyne Taillon.

Gréoux, le 16, à 21 h. : Flûte et guitare, par P.-Y. Artaud et A. Ponce (musique ancienne).
(Loc. (92) 72-16-00.)

Tulle

Cathédrale Notre-Dame, le 19, à 21 h. : Orchestre Philharmonia Hungarica et le Chœur National Bulgare (Brahms : « Ouverture tragique. » Bach : « Cantate pour soprano et trompette. » Brahms : « Requiem allemand ».)

Villeneuve-lès-Avignon

Cloître de la Collégiale, les 16, 17, 19 et 20 août, à 21 h. : Compagnie de danse populaire française.

Cinéma

Les exclusivités

BORDEAUX. — Le Bagarreur : Gaumont (48-13-38) ; C'est dur pour tout le monde : Marivaux (48-43-14) ; Exhibition : Français (52-69-47) ; Frankenstein Junior : Ariel (44-31-17) ; la Grande Casse : Gaumont (48-13-38) ; Il était une fois dans l'Ouest : Ariel (44-31-17).

CANNES. — Le Bagarreur : Majestic (39-13-93) ; Pas de problème : Olympia (39-04-21) ; la Sanction : Rex (39-24-96) ; Tremblement de terre : Club (39-27-70) ; Tommy : Vox (39-24-98).

GRENOBLE. — La Ballade sauvage : Le Paris (44-05-27) ; la Grande Casse : Royal (96-33-33) ; la Grande Evasion : Eden (44-06-73) ; Rosemary's Baby : Stendhal (96-34-14) ; Seul le vent connaît la réponse : Le Paris (44-05-27); Spartacus : Gaumont (44-16-45); Vera Cruz : Ariel (44-22-16).

LYON. — Le Bagarreur : Comoedia (72-10-59), Tivoli (37-33-25) ; Capone : Pathé (42-61-03) ; Elise ou la vraie vie : Royal (37-31-49) ; Exhibition : U.G.C. Concorde (42-15-41) ; la Grande Casse : Pathé (42-61-03) ; la Grande Evasion : U.G.C. Concorde (42-15-41) ; M.A.S.H. : Ambiance (28-14-84) ; Nevada Smith : U.G.C. Scala (42-15-41) ; Parachutiste malgré lui : Les Gémeaux ; le Retour du dragon : Pathé (42-61-03), Palais des Congrès (24-15-83) ; la Sanction : U.G.C. Scala (42-15-41) ; les Sept Mercenaires : Comoedia (72-10-59) ; Spartacus : Comoedia (72-10-59).

MARSEILLE. — L'Arnaque : Hollywood (33-74-93) ; Brannigan : Pagnol (49-34-79) ; la Chute de l'empire romain : Drive In (54-16-00) ; le Démon aux tripes : Rex (33-82-57) ; Exhibition : Hollywood (33-74-93), Odéon (48-35-16); Frankenstein Junior : Pathé (48-14-45) ; la Grande Casse : Pathé (48-14-45) ; la Grande Evasion : Odéon (48-35-16) ; la Mouche noire : Festival Vieux Port (90-28-77) ; Parachutiste malgré lui : Pagnol (49-34-79), Rex (33-82-57); le Retour du dragon : Rex (33-82-57), Pathé (48-14-45) ; Soldat bleu : Ariel (33-11-65) ; Spartacus : Pathé (48-14-45).

NANCY. — Les Deux Missionnaires : Gaumont (24-56-83) ; la Grande Evasion : Paramount (24-53-37) ; le Retour du dragon : Gaumont (24-56-83) ; Spartacus : Pathé (24-54-31).

NICE. — Exhibition : Escurial (88-10-12) ; French Connection II : Paramount (87-71-60), Forum (88-50-80) ; Parachutiste malgré lui : Concorde (88-39-88) ; Pas de problème : Gaumont (88-39-88) ; Profession reporter : Concorde (88-39-88).

RENNES. — Exhibition : Le Club (30-86-20) ; Rosemary's Baby : Ariel (79-00-56) ; Trinita prépare ton cercueil : Ariel (79-00-56) ; le Voleur : Bretagne (30-56-33).

STRASBOURG. — Le Démon aux tripes : Rit's (32-45-51) : les Deux Missionnaires : Capitole (32-13-32) ; Festival Louis de Funès : Capitole (32-13-32) ; Opération Lady Marlène : Capitole (32-13-32) ; Spartacus : Capitole (32-13-32).

TOULON. — La Grande Casse : Gaumont (92-00-17) ; les Sept Mercenaires : Gaumont (92-00-17) ; Spartacus : Gaumont (92-00-17).

TOULOUSE. — Absences répétées : Ariel (68-07-14) ; Brannigan : Trianon (62-37-84) ; la Grande Casse : Gaumont (22-09-38) ; la Sanction : Ariel (68-07-14) ; Spartacus : Trianon (62-87-84) ; Trinita prépare ton cercueil : Gaumont (22-09-38).

RADIO-TÉLÉVISION

— VU —

Femme comme une image

« Bonsoir » : la voix des informations est suave et blonde. Ni trop sophistiquée ni trop autoritaire. Ce qu'on appelle le ton juste... Hélène Vida présente le journal de fin de soirée sur Antenne 2, une chaîne qui, à défaut d'imagination pour ses programmes, a le sens des relations publiques. Année de la femme aidant, la promotion d'une journaliste passe pour un événement : Hélène Vida est, dit-on, la première. Affirmation inexacte puisque les grèves de mai-juin 1968 et les nombreux licenciements pratiqués alors à l'O.R.T.F. nous ont déjà permis de faire la connaissance de Betty Durot. Et Danièle Breem est depuis longtemps la spécialiste de la politique intérieure au petit écran.

L'information au féminin, une révolution ? Sans doute pas : l'actualité commande et les équipes de reportage n'ont pas changé. Le « style » de l'information télévisée comporte d'autre part des impératifs de brièveté, de simplification extrême tels que ces quelques messages-clés : le président de la République, le premier ministre, la canicule, les incendies de forêt, le Portugal, les communistes, le patron des patrons, le patron de la C.G.T., M. Amin Dadda, le temps demain. Seuls ces messages circulent avec l'efficacité répétitive des slogans publicitaires.

Alors, quoi de neuf ? pourquoi ces attardés : pardon, c'est l'image officielle de la femme qui change. Si, après quelques velléités, les speakerines sont redevenues des potiches sécurisantes et parfois un peu bafouillantes, la femme ici, par le biais du journalisme, peut tenir un discours apparemment autonome. Evidemment, le texte des interventions d'Hélène Vida est rédigé à l'avance et passe sur un déroulant placé à côté de la caméra ; mais la commentatrice a, pour le moment, renoncé au style mécanique de ses collègues, un style bousculé lancé naguère sur Europe I, qui l'a d'ailleurs abandonné. La parole semble plus naturelle. Avec son petit chignon haut perché, Hélène Vida n'a pas l'air d'être le terminal d'un ordinateur nommé Big Brother.

Cette femme qui parle reste pourtant — par la convention des journaux télévisés — une image, presque exclusivement. Ses confrères masculins sont dans le même cas. Mais quelle image ? La perfection : le discours dominé et la beauté triomphante. A la fois Françoise Giroud et Brigitte Bardot. Et du talent : déjà, sur Radio Monte-Carlo, Hélène Vida réussissait à faire croire au cours de ses radioscopies d'hommes publics que la politique pouvait avoir un cœur — en effaçant habilement, selon la technique Chancel, le passage qu'il pouvait y avoir de l'un à l'autre, comme de la théorie à la pratique.

La véritable promotion de la femme à la télévision ne passe sans doute pas par cette « perfection » : on pourra parler d'égalité le jour où, sans crier gare, une chaîne confiera ses journaux à une femme ayant la voix d'Yves Mourousi, l'air sincère de Roger Gicquel, le naturel de Jean-Claude Bourret, la sveltesse de Léon Zitrone, le côté peuple de Jean-Marie Cavada, le « gauchisme » de Patrick Poivre-d'Arvor ou l'aisance un peu martiale des présentateurs de FR 3.

Mais les temps changent. TF 1, chaîne pourtant traditionnelle, confie également une édition à une femme, le dimanche seulement il est vrai. Où va-t-on ? Bientôt les communistes...

MARTIN EVEN.

● *M. Jacques Sallebert*, directeur des information d'Antenne 2, répondant à une lettre de la C.G.T. critiquant « *la place minime* » accordée aux obsèques de Benoît Frachon sur cette chaîne, rappelle que deux documents ont été consacrés au président de la centrale syndicale le lundi 4 août — jour du décès (à 20 h. et 23 h.), et deux autres le jeudi 7 — jour des obsèques (à 20 h. et 23 h.).

● *Les quatre orchestres de Radio-France* effectueront leur rentrée séparément, avant que trois d'entre eux soient réunis dans l'ensemble « à géométrie variable » que prépare M. Gilbert Amy. L'orchestre lyrique ouvrira la saison avec *Béatrice et Benedict* de Berlioz, qu'il donnera au Théâtre des Champs-Elysées. De son côté, placé sous la direction de Léonard Bernstein, l'Orchestre national se rendra au Festival *d'Edimbourg, et présentera* un hommage à Ravel, les 19 et 20 septembre, aux Invalides. Enfin, l'orchestre philharmonique de Radio-France et l'orchestre de chambre feront leur rentrée les 22 septembre et 7 octobre, avec des œuvres romantiques et contemporaines.

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

LES PROGRAMMES

MERCREDI 13 AOUT

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Dramatique : « Alouqa ou la comédie des morts », d'après J.-L. Bouquet. Adapt. F. Lacassin. Réal. P. Cavassilas, avec J. Martin, M. Vialle, C. Hubeau, K. Blanguernon.

Des comédiens sont appelés, par l'ancien domestique d'une grande famille éteinte, à jouer, pour lui seul, sous forme de représentation théâtrale, les rôles de ses ancêtres. Mais la comédie devient réalité.

22 h., Emission médicale : Atomes et médecine, de P. Desgraupes, I. Barrère et E. Lalou ; 23 h., IT 1 journal.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Série : Le justicier. « Piégé » ; 21 h.30, Documentaire : Histoires vécues. « L'éternel survivant ».

Qui est Martin Gray ?

22 h. 35, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 25 (R.), Les grands noms de l'histoire du cinéma : « Entente cordiale », de M. L'Herbier (1939), avec G. Morlay, V. Francen, A. Marchal, P. Richard-Willm, B. Lancret, J. Worms. (N.)

Au début du vingtième siècle, la réalisation de « l'Entente cordiale », dont le roi d'Angleterre, Edouard VII, et le ministre français des affaires étrangères, Delcassé, furent les promoteurs.

22 h. 25, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h. (R.), Autoportrait : Pol Bury ; 21 h. 30, Musique de chambre : « Fantaisies nos 10, 11, 12 » (Telemann), « Quatuor à cordes » (P. Hasquenoph), « Sonate no 9 en ré majeur K 311 » (Mozart) ; 22 h. 30 (R.), Mémoires improvisés de P. Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Anthologie des orchestres de Radio-France, par C. Guy : Orchestre national au Théâtre des Champs-Elysées (1968), « la Dame de pique », prélude (Tchaïkovski), « Symphonie no 5 » (Prokofiev), « Musique funèbre » (Primovs Ramovs), « Sarka » (Smetana), « Symphonie no 7 » (Prokofiev) ; 22 h. 15 (S.), Autour d'un quatuor, par E. Chevalley (Brahms, Schumann, Schubert, Bach) ; 24 h. (S.), Anonymes et sentimentales, par J. Markovitz et S. Darmagnac.

JEUDI 14 AOUT

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Série : L'homme sans visage, de J. Champreux. Réal. G. Franju. « La Marche des spectres » ; 21 h. 30, Des faits et des hommes : Le bonheur sans objet, de L. Bériot. Réal. J.-P. Gallo.

Le gaspillage, activité de substitution ?

22 h. 30, Emission musicale : le chef d'orchestre Sergiu Celibidache.

Présentation du concert, diffusé le 15 août, à 16 h. 45.

23 h. 5, IT 1 journal.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Dramatique : « la Dame de l'aube », de A. Casona. Réal. A. Altit. Avec E. Riva, V. Billetdoux, A. Rignault, G. Delbat.

Depuis la disparition d'Angélique, survenue trois jours après son mariage avec Martin de Marlès, la mort règne dans la famille.

22 h. 5, Ballet indépendant du Mexique ; 22 h. 35, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Un film, un auteur : « Rude journée pour la reine », de R. Allio (1973), avec S. Signoret, J. Debary, O. Perrier, O. Demazis.

Les fantasmes d'une femme de ménage d'Aubervilliers qui, jouant dans sa vie le rôle d'une héroïne de faits divers, prend conscience de son aliénation familiale et sociale.

22 h. 10, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Théâtre ouvert à Avignon, « Histoires », de Torrigiani, par H. Guillemard ; 22 h. 30 (R.), Mémoires improvisés de Paul Claudel, par Jean Amrouche ; 23 h., « De la nuit » ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, (S.), Anthologie des orchestres de Radio-France, par C. Guy : Orchestre national du Théâtre des Champs-Elysées (1968), Concerto no 2, pour piano et orchestre (Brahms), Symphonie no 6 « Pastorale » (Beethoven) ; 22 h. 15, (S.), Autour d'un quatuor, par E. Chevalley (Bartok, Bach, Vivaldi, Debussy, Honegger, Ravel, Janacek) ; 24 h. (S.), Anonymes et sentimentales, par J. Markovitz et S. Darmagnac.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

UNE FICHE MAGNÉTIQUE POUR REMPLACER LA CLÉ

La fin des rats d'hôtel ?

Véritable fléau dans les hôtels de grands capacité, les vols dans les chambres se multiplient malgré les surveillances de plus en plus serrées qui y sdont mises en place. Certaines directions passent à la contre-attaque. Celle d'un grand établissement parisien pourrait avoir trouvé la « clé » pour résoudre ses ennuis.

Un film récemment présenté à la télévision, Hôtel Gregory, *nous montrait les agissements d'un voleur de petite catégorie, mais dont la souplesse, l'invention et la roublardise lui permettaient, après avoir été repéré, de continuer à faire régner dans l'établissement un climat d'insécurité, sans que les employes lancés à ses trousses parviennent à le coincer. Un passe-partout et une connaissance parfaite de la vie dans un grand hôtel le laissaient pratiquement libre de ses mouvements.*

Il en est souvent ainsi et aucune vraie parade, jusqu'à présent, n'avait été trouvée qui protège efficacement le client et ses biens. Les établissements s'agrandissent : les voleurs sont, pour ainsi dire, de plus en plus protégés. Aux Etats-Unis, un marché des clefs d'hôtel volées était récemment découvert par les services de police : la 302 de l'Atlantic de Hambourg, comme la 1050 du Mandarin de Hongkong, pouvaient être « visitées » en toute tranquillité...

Les gens du Hilton, qui travaillent depuis une dizaine d'années sur le sujet, pensent avoir l'arme absolue. Plus de clef. Celle-ci sera remplacée par une fiche en plastique codée à la demande, et dont le client se servira pour actionner la serrure de la porte de sa chambre.

L'appareil est compliqué mais le système, lui, est simple. Le client arrive et se voit attribuer une chambre et un numéro de chambre. L'employé imprime un numéro, ajoute un code et remet la carte, sur laquelle rien ne se distingue, au voyageur. Celui-ci n'aura plus qu'à introduire sa « clef » dans une fente sur la porte pour ouvrir. Le tour est joué.

Quand il quittera l'hôtel, une nouvelle carte, avec un nouveau code, sera attribuée à l'arrivant suivant. La serrure s'ouvrira sur les nouvelles données magnétiques de la carte.

Une cinquantaine de chambres — en première mondiale — seront ainsi équipées de ce système à partir du mois de septembre au Hilton-Suffren de Paris. Comment fonctionne la serrure ? Ça, c'est le secret. Le secret de la General Dynamic qui l'a mise au point. Qu'il nous suffise de savoir qu'elle est alimentée par une pile au mercure, que son autonomie est d'environ deux ans et demi et qu'elle n'aura nécessité, pour son installation, que peu de travaux dans la construction.

La fin des rats d'hôtel ?

Faits et projets

Aménagement du territoire

● L'AVENIR DU MASSIF CENTRAL. — *Le Journal officiel* du 13 août publie un décret du ministre de l'intérieur nommant M. Jacques Gory commissaire à l'industrialisation du Massif Central.

M. Gory travaillera en liaison avec M. Jean Michardière, commissaire à l'aménagement de cette région, pour laquelle le président de la République se propose d'annoncer lui-même, à la rentrée, un vaste plan de développement.

Environnement

● L'ETANG DE THAU, ZONE SINISTRÉE. — L'étang de Thau, dans l'Hérault, frappé par la « malaigue » (appauvrissement de l'eau en oxygène par la chaleur, avec pour conséquence la mort des poissons et coquillages), va être déclaré « zone sinistrée ». Le préfet du Languedoc-Roussillon, M. Marcel Blanc, a précisé qu'une telle mesure pourrait être étendue à d'autres points du littoral si les mêmes phénomènes y étaient constatés.

● PORQUEROLLES INTERDITE AUX VOITURES. — Par décision du préfet du Var, *« toute circulation motorisée est désormais interdite sur l'île de Porquerolles ».* Il y a quelques mois on avait « déconseillé » l'utilisation d'engins motorisés. La population de l'île passe de deux cents habitants en hiver à plus de trois mille en été.

URBANISME

La modernisation des logements anciens

PAS DE SUBVENTIONS POUR LES SPÉCULATEURS

Confirmant la plus grande sévérité dans l'octroi des prêts et la lutte contre la spéculation immobilière décidées lors du colloque de Toulouse (*le Monde* des 28 juin et 9 juillet), le conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (A.N.A.H.) a pris plusieurs mesures qui s'appliquent aux dossiers présentés en commission depuis le 15 juin 1975.

Pour les locaux vacants ou acquis récemment la subvention accordée au propriétaire d'un logement locatif ne pourra être désormais obtenue que si l'une des quatre conditions suivantes est remplie : travaux notifiés sur injonction administrative : besoins en logements locatifs de la commune, justifiant la remise en état de locaux qui ne devront pas avoir été libérés par la contrainte ; maintien dans les lieux des occupants, si l'immeuble a été vendu : logement remis dans le secteur locatif après le décès ou le départ du propriétaire occupant.

D'autre part, l'engagement de maintenir le logement subventionné sous le régime locatif est porté de six à dix ans.

Ces mesures visent à éviter que les subventions de l'A.N.A.H. n'aident aussi les spéculateurs, ceux qui vident un immeuble de tous ses occupants pour le rénover et le louer ensuite à des prix élevés.

ENVIRONNEMENT

Braud-et-Saint-Louis : un village à l'heure nucléaire

Un rassemblement est organisé les samedi 16 et dimanche 17 août, à Braud-et-Saint-Louis, *en Gironde,* pour protester contre l'installation sur le *territoire* de la *commune* d'une centrale nucléaire de l'E.D.F. *Les organisateurs* placeront ces journées sous le slogan : « Braud-Larzac. Même combat ! »

Bordeaux. — Braud-et-Saint-Louis, une petite commune installée sur la rive nord de la Gironde, en face de Pauillac, à mi-chemin entre Bordeaux et Royan. Pour un Bordelais, c'est le Finistère. Pour un Français, trois lignes dans le dictionnaire des communes.

Mille deux cents *habitants,* pour la plupart vignerons et maraîchers. *deux cafés, des halles* qui drainent les primeurs de la région, c'est ce qu'on pourrait appeler un « village heureux ». En fait, Braud *était* un village heureux.

Kléber Marsaud, le maire, veillait depuis vingt-sept ans sur ses concitoyens. Son cinquième mandat se terminera dans trois ans. Kléber Marsaud savait qu'à part quelques inévitables grognons, tout le monde était satisfait de sa *gestion. Tout a cessé en 1974* quand l'E.D.F. et le préfet de *région ont annoncé que le site* de Braud avait été retenu pour l'implantation d'une centrale nucléaire. Théoriquement, les travaux commencés cette année devraient aboutir à la mise en service, entre 1980 et 1985, de quatre réacteurs à eau pressurisée de grande puissance (900 mégawatts pour les deux premiers, 1 300 pour les autres).

L'ampleur du projet, les craintes qu'il a suscitées dans la région, la *rapidité avec laquelle ont été* conduits les premiers travaux, le *manque de tact de* l'E.D.F. *et des* pouvoirs publics, tout cela a provoqué un profond bouleversement. Un petit village, quelque part en France, se réveille à l'heure du nucléaire.

Braud-et-Saint-Louis : un marais de 6 000 hectares qui s'étend sur les communes voisines, immense territoire hérissé de joncs, damier de chemins, de roseaux, de fossés et de pâtures. Le paradis des bécassines et des grands rapaces, des grenouilles et des brochets. Plus de neuf cents propriétaires se partagent ce marais. Quelques fermiers, une vingtaine seulement, y habitent des fermes modèles, aux noms étranges, *comme « la Procureuse »,* « la Présidente », « le Bastion », *« l'Etat-Major » ou « le Mousquet »,* des noms hérités de l'époque et du travail des agronomes du duc de Saint-Simon.

Les « marainaux », c'est ainsi qu'ils s'appellent, ont longtemps vécu de la chasse et de la pêche, tout autant que de l'agriculture, en économie très fermée. Ils sont beaucoup plus proches des riverains de l'autre côté de la Gironde que des habitants de Braud, leurs voisins. C'est parmi eux que se recrutent les premiers opposants à la centrale.

Comme celui-là dont *le* terrain est convoité par l'E.D.F. Il *ne veut pas vendre.* Il ne vendra pas. Il refuse de quitter son marais. Il sait que l'indemnisation est correcte. Mais ce qu'on ne lui paiera pas, ce sont les efforts consentis depuis vingt ans pour sortir ces terres de la boue et de la tourbe, les intérêts des emprunts qu'il a contractés pour moderniser son exploitation. Il lui sera impossible de se reconvertir *sur une autre exploitation.*

Aux habitants mêmes du marias il faut ajouter ceux qui y possèdent des parcelles où ils pratiquent l'élevage et les cultures fourragères. Ils ont constitué le SYDAM (Syndicat des agriculteurs menacés du marais de Braud et Saint-Louis).

L'opposition à la centrale est ensuite venue des ostréiculteurs de Royan, de Marennes, de La Tremblade et d'Oléron. Enfin, la *nécessité de tracer des couloirs* pour les lignes à haute tension a provoqué *des adhésions au co*mité antinucléaire dans des can*tons qui, autrement,* n'auraient jamais bougé. Mais, en dépit de toutes les protestations, l'E.D.F. s'est installée à Braud. Plusieurs éléments ont joué en sa faveur. D'abord l'histoire.

Depuis 1811, une commission syndicale de sept membres, nommée par le préfet, est chargée d'administrer le marais, sorte d'enclave indépendante dans la commune. Une particularité qui a sans doute joué dans le choix *de l'E.D.F. Elle* a déjà pu *acquérir* quelques-uns des 250 hectares *qui lui sont nécessaires. Quelques* parcelles on été cédées par de *petits propriétaires. D'autre part,* la SAFER (société d'aménagement foncier et rural) d'établissement a largement contribué à son implantation, et on ne manque pas de reprocher cette « connivence ».

Voilà donc l'E.D.F. installée a Braud. Les sondages étant achevés dans le marais, on procède à des travaux préliminaires alors que le décret d'utilité publique n'est pas encore paru. Les réactions ne se font pas attendre. A deux reprises, le 10 avril et le rologique que *l'E.D.F. installe à* quelques kilomètres de l'empla-*30 mai,* des manifestants s'en prennent à la station météo-*faire appel aux forces de l'ordre* cement de la centrale. Il faudra et enfermer le pylône de la station dans un véritable camp retranché pour mettre fin aux incidents.

A la suite de ces manifestations, douze inculpations contre des agriculteurs sont prononcées au titre de la loi anti-casseurs. Ils ne furent pourtant pas les seuls, il s'en faut de beaucoup, à y participer.

A leurs côtés, beaucoup plus nombreux, les membres des comités antinucléaires des départements du Sud-Ouest sont intervenus. Sur *le site de la centrale,* dans la ferme d'un agriculteur qui *ne veut pas vendre,* ils *ont* installé un camping qui est un véritable poste de garde.

Là, se relaient, au hasard des congés, tous ceux qui ont dit non au nucléaire. Ils ont entre vingt et trente ans. Ils exercent, pour la plupart, des métiers saisonniers quand ils ne sont pas étudiants. Ces derniers sont même minoritaires. Le militant moyen des *comités antinucléaries* est déjà entré dans la vie active. il est instituteur, professeur ou éducateur spécialisé. Enfin, contrairement à l'idée communément admise, ils *ne font pas de politique.* Ils ne militent pas dans les rangs du P.C., du P.S. ou de Lutte *ouvrière. Ils font de l'antinucléaire.* Leur religion, c'est l'écologie.

Leur camping est installé à quelques centaines de mètres d'un autre camp retranché, celui de l'E.D.F. Là, les bulldozers ont dégagé une plateforme de 300 mètres de côté, hématome rouge ocre à la surface du marais. Des barraques en préfabriqué, quelques *vigiles,* c'est le futur centre d'accueil du chantier de *la centrale. Les deux camps* sont *face à face et s'épient.*

Un champ clos

Aux habitants de la région les contestataires *antinucléaires* ont apporté la plate-forme idéologique ou plutôt écologique qui leur manquait, une information dont l'E.D.F. et le gouvernement n'avaient jamais voulu leur faire l'aumône et la fin de l'isolement. Une alliance qui n'était pas facile à réaliser.

La coexistence de ces deux *communautés n'a pas posé trop* de problèmes jusqu'au 9 juillet. Ce jour-là, pour protester contre le début des travaux dans le marais, la F.D.S.E.A. et le C.N.J.A. (Centre national des jeunes agriculteurs) avaient organisé une manifestation. Lents défilés des tracteurs, arrêts, palabres, discours des responsables agricoles ; il y avait de quoi lasser la patience des comités antinucléaires qui auraient aimé que l'on prenne des décisions plus fermes. On fut à deux doigts de la rupture : *les* « campeurs » seraient sans doute partis vers d'autres *sites* et *les* agriculteurs, revenus à leur solitude. Mais, *désir d'intimider ou zèle intem*pestif d'un jeune sous-préfet *intérimaire, les* C.R.S. *sont in*tervenus avec violence.

Le marais de Braud est donc devenu un immense champ clos, où les adversaires de la centrale et de l'E.D.F. se livrent une étrange partie de cache-cache. Les engins qui élargissent les *routes se trouvent nez à nez* avec les tracteurs. Des incidents ont *déjà eu lieu et il y en aura* d'autres. Ils se produiront à la *frontière d'un champ ou d'une* ferme. Mais Braud reste profondément divisé car il y a ceux qui sont pour la centrale. Ce sont d'abord les commerçants qui veulent gagner de l'argent. Pour eux la centrale est une aubaine ! Il y a les gendarmes, qui patrouillent, convoquent, interrogent. Ils retirent leur permis de conduire aux pilotes des tracteurs qui ont bouché la route du marais. Mesure étonnante quand on sait qu'il ne faut pas de permis pour *un tracteur...*

Un climat assez étrange. Tout inconnu rencontré dans *le village* ou dans le marais est jugé uniquement par rapport à la centrale. Est-il pour ou contre ?

A Braud, plus personne n'a le droit d'être indifférent. Et surtout pas ceux qui, au début, furent favorables au choix de l'E.D.F. Ils y virent une chance pour leur commune ou leur canton. Depuis, les informations contradictoires se sont propagées. Ils ne savent plus que penser.

C'est à cette catégorie qu'appartiennent les élus locaux. Ils voient bien que Braud n'est plus un village heureux, qu'ils ont mis le doigt dans un engrenage qui les entraine vers l'inconnu. Une seule solution pour eux, faire traîner les choses. Le conseil muni*cipal de Braud a voté à l'unani*mité un moratoire de cinq ans. *Cinq ans pour voir venir, cinq* ans pour calmer les esprits.

Le *maire* de Braud-et-Saint-Louis, Kléber Marsaud, qui vient d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur, au titre du ministère de l'intérieur, ne peut que constater son impuissance. *« Je n'ai aucun pouvoir pour faire appliquer le moratoire,* dit-il. *Je ne suis qu'un petit maire de campagne. Les travaux qui se font je les vois, mais on ne m'a pas averti. En trois mois, pas un seul ingénieur de l'E.D.F., pas un seul directeur de travaux n'est venu me voir. »*

Pour le maire de Braud, comme pour une bonne partie de ses administrés, la centrale se fera ! La SAFER l'a murmuré tout bas dans *les chaumières. L'E.D.F. l'a dit* tout haut, et répété souvent. Le *préfet et les gendarmes l'ont affirmé* encore plus nettement. *Quand on est un simple paysan* peut-on s'opposer à la SAFER, à l'E.D.F., aux gendarmes et au préfet ? Peut-on, en un mot, *douter du « progrès » ?*

PATRICK CHERRUAU.

JEUNESSE

CORRESPONDANCE

LE LICENCIEMENT D'UN ANIMATEUR A COURBEVOIE

A la suite de l'article consacré au récent refus par l'inspection du travail du licenciement d'un animateur du centre des loisirs de Courbevoie (le Monde daté 27-28 juillet), M. Charles Deprez, maire de cette commune et député (républicain indépendant) des Hauts-de-Seine, nous a adressé une mise au point dont nous publions ci-dessous les principaux arguments :

1) L'auteur de cet article a cru devoir indiquer que le refus de l'inspecteur du travail de licencier M. Vergnes « apparaissait lié aux activités syndicales de l'intéressé ». Cette affirmation m'apparait être une interprétation très personnelle, étant donné que l'inspecteur du travail, dans la lettre *qu'il* m'a adressée à ce sujet, ne motivait aucunement son refus.

2) En ce qui concerne le livre de M. Vergnes, dont parle l'auteur de l'article, l'assemblée générale *extraordinaire* n'a pas reproché ses écrits à M. Vergnes, mais s'est inquiété du fait que, dans le chapitre intitulé « La sexualité », M. Vergnes rapportait certains faits qui, selon lui, s'étaient déroulés sur le Terrain pour l'aventure et que *l'assemblée générale* a estimé contraire aussi bien à la morale quà *la loi. Le fait* d'affirmer, par exemple, page 135, que *des cabanes construites sur ce* terrain « furent le lieu, en effet, après cette *phase* d'émancipation, de toutes sortes de pratiques sexuelles » ne laisse aucun doute à ce sujet.

L'assemblée générale a estimé que *laisser* à *M.* Vergnes plus longtemps la responsabilité du *Terrain pour l'aventure, après que* des faits de ce genre lui eurent été révélés, aurait risqué d'engager fâcheusement sa responsabilité vis-à-vis des familles dont les enfants étaient confiés aux centres de loisirs. Par respect pour votre journal et pour vos lecteurs, j'éviterai de faire d'autres citations *de ce livre. (...) La* fin de votre article laisse supposer que la situation aux centres de loisirs de Courbevoie « n'a *cessé de se dégrader ». Je proteste* vivement contre cette affirmation. (...) Seul, le département centre d'animation loisirs, dont le personnel a été recruté du temps de l'ancien directeur, a jugé bon de se mettre en grève pour une période illimitée, prouvant ainsi que j'avais eu raison de vouloir remettre de l'ordre dans la maison. (...)

J'ai été en effet l'un des quatre députés qui n'ont pas voté la loi sur la section syndicale dans l'entreprise, car il m'est apparu antidémocratique que des dirigeants syndicaux, extérieurs à une entreprise, puissent nommer un délégué syndical sans l'accord *du personnel de l'entreprise considérée.* Mais ce n'est pas parce que je n'ai pas voté une loi adoptée par le Parlement que je me refuserais à l'appliquer. Je ne puis que constater, d'ailleurs, dans les centres de loisirs de Courbevoie, qu'il est regrettable que le principe de l'élection du délégué syndical n'ait pas été retenu par le Parlement.

[M. Deprez — à qui nous laissons l'entière responsabilité de ses propos — aurait pu faire l'économie de cette lettre s'il avait accepté de *recevoir notre* collaborateur avant la publication de l'article en cause.]

● LES COLONIES DE VACANCES A L'ETRANGER. — « Les administrations ne sont pas autorisées, dans le cadre de la réglementation actuelle, relative aux personnels de l'Etat, à subventionner des séjours en *colonies de vacances à l'étranger.* Seuls les séjours en colonies de vacances agréées par le secrétariat d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (jeunesse et sports) peuvent ouvrir droit au bénéfice de la subvention journalière », a confirmé le ministre de l'intérieur à M. Le Pensec, député socialiste du Finistère.

A GUIPRY-MESSAC (ILLE-ET-VILAINE)

Une école communale ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre

De notre envoyé spécial

Vannes. — *Non seulement l'école publique de Guipry, petite commune d'Ille-et-Vilaine qui jouxte celle de Messac, n'a pas fermé en ce mois d'août, comme la plupart des écoles de France, mais encore tout jeune, garçon ou fille, que le hasard ou un « tuyau » a mené dans ces petites localités situées à mi-chemin entre Rennes et Redon, peut s'y arrêter, s'y restaurer, y dormir pendant une heure ou une journée, ou une semaine... Il lui en coûtera quelques francs pour nue nuitée et pas plus pour un repas, 16 francs par jour au total pour ce qui ailleurs s'appellerait une « pension complète ».*

Ici, le terme ferait sourire Agnès, l'institutrice de Nancy, Dieter et Ralf, lycéens d'Oldenburg et leur compatriote d'Heidelberg, Alix, venu de Bristol passer ses vacances sur le « continent » et la dizaine d'autres occupants que nous trouvons attablés dans la cour de l'école avec cinq animateurs.

Animateurs ? Difficile encore d'affubler de ce nom André et ses quatre camarades de l'Association des jeunes en vacances (A.J.V.) : accueillir, renseigner, indiquer où sont les choses, qui sont les gens, suggérer ce qu'on peut faire et comment, voilà ce qu'ils font bien volontiers. Pour le reste, tout le monde anime.

Le repas terminé, auquel assistaient deux jeunes gens de Messac et de Guipry, comme c'est souvent le cas, la table est débarrassée des plats et de la vaisselle en quelques instants. Après quelques « passes » de volley pour étrenner le ballon que l'on vient d'acheter, un groupe important d'amateurs de fraîcheur se dirige vers la piscine. Tous ne paieront pas l'entrée : il n'y a pas de resquilleurs, mais le maire de Guipry, M. Chérel, a obtenu pour eux cette faveur du groupement intercommunal qui gère la piscine. Une gentillesse de plus, puisqu'il n'a pas voulu recevoir de loyer pour l'occupation de son école pendant deux mois d'été et qu'il a hâté l'installation d'équipements sanitaires plus modernes.

Les « petites reines »

Ceux que l'eau n'interesse pas ont à leur disposition la terre : une campagne très belle qu'ils peuvent parcourir à pied, sur des chemins de grande randonnée récemment balisés, ou à vélo, ces vélos qu'eux-mêmes ont « retapés » après qu'un appel lancé à la population eut fait resurgir une quinzaine de « petites reines » plus ou moins jeunes et bien conservées.

Exemples limités et nécessairement incomplets puisque a priori on peut tout faire à Guipry-Messac : aider tel agriculteur aux travaux des champs, comme ce fut le cas le mois dernier, donner un coup de main pour l'organisation du bal du 14 juillet, ou, dans quelques jours, du récital de Tri Yann, un groupe folklorique bien connu en Bretagne.

Tout cela remplit de satisfaction M. Chérel et les membres du syndicat d'initiative intercommunal qui ont ménagé les premiers contacts au début de l'année : c'est pour eux une façon de plus de faire connaître et aimer les communes et les sites chers à leur cœur. Et ce début de succès, après un mois de juillet difficile qui n'a pas vu plus d'une vingtaine de passagers s'arrêter à l'école de Guipry, redonne espoir à l'équipe de l'A.J.V. qui s'installait pour la première fois cette année « hors des sentiers battus », c'est-à-dire à l'écart des lieux de vacances consacrés où sont installés d'autres centres : Quiberon, Les Sables-d'Olonne, Sète, La Ciotat...

Aussi fait-on des projets pour l'année prochaine : « On reviendra — M. le maire est d'accord — assez nombreux pour emplir les trois salles de classe devenues dortoirs et le réfectoire de l'école de Guipry. Il faut faire un *effort* pour que les jeunes travailleurs soient informés et viennent plus nombreux. » *Il faudra aussi que d'autres prennent conscience, ailleurs qu'à Guipry-Messac, de cette possibilité offerte aux jeunes : une école communale — il y a plus de soixante-dix mille écoles maternelles et primaires en France — pendant les vacances, cela peut servir à quelque chose... à prendre des vacances, par exemple.*

MICHEL KAJMAN.

★ Association des jeunes en vacances, 58, rue Tiquetonne, 75002 Paris. Tél. 508-03-58.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 225

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II			■		■		■		
III								■	
IV									
V							■		
VI			■						■
VII	■	■		■	■	■			
VIII									
IX									
X				■			■	■	
XI		■							

HORIZONTALEMENT

I. Les bombardiers figurent parmi eux. — II. Brillait quand il ne boudait pas ; Fin quand il est pur. — III. Peuvent devenir savantes. — IV. Connaît le revers de la médaille. — V. Eut le même sort que Blandine ; Préfixe. — VI. Fin de participe ; *Coule en Italie.* — VII. Était bossu. — VIII. Leurs paroles ne sauraient être mises en doute. — IX. Points de repère. — X. Ville étrangère ; Partie de ballon. — XI. Se lancer dans les retranchements.

VERTICALEMENT

1. Blesse quand elle est lourde; Coule en Autriche. — 2. Magicienne qui nous offre un spectacle permanent ; Résultat d'une apocope. — 3. Doit être la maîtresse du corps qu'elle anime ; Partie d'une charpente. — 4. Lits de rivières ; Abréviation. — 5. Quand il s'étendait, on n'avait pas envie de dormir ; Sportif. — 6. Malaisés à traiter quand ils sont ingrats ; Myriapode. — 7. Possessif ; Cher au cœur d'Énée. — 8. Orientation ; Ornements de têtes. — 9. C'est vraiment peu de chose ; Se montrer intransigeant.

Solution du problème n° 1 224

Horizontalement

I. Factures. — II. Iroise ; Im. — III. Alsées ; Ni. — IV. Nd ; Nettes. — V. Cet ; Ecce. — VI. Esules ; Ur. — VII. Ios ; Ira. — VIII. Pâlit ; Lei. — IX. Obèse ; Ese. — X. Tés ; Rat. — XI. El ; Basset.

Verticalement

1. Fiancé ; Pote. — 2. Arides ; Abel. — 3. Cos ; Tuiles. — 4. Tien; Lois. — 5. Usée ; Estera. — 6. Restes ; As. — 7. Tc ; Ilets. — 8. Sinécures. — 9. Miseraient.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiées au *Journal officiel* du 13 août 1975 :

DES LISTES

● D'aptitude aux fonctions de capitaine professionnel stagiaire de sapeurs-pompiers ;

● D'aptitude aux fonctions de maître-assistant dans les grands établissements d'enseignement supérieur (disciplines littéraires, *juridiques, politiques*, économiques et de gestion) ;

● D'aptitude à l'enseignement supérieur (lettres et sciences humaines) ;

● D'aptitude aux fonctions de maître-assistant (lettres et sciences humaines) ;

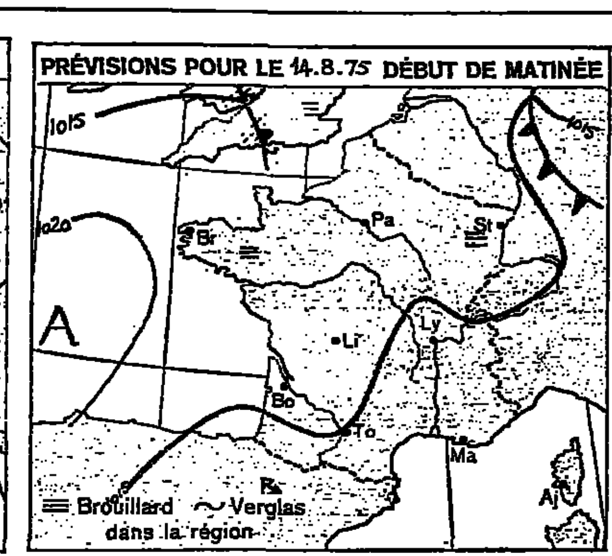
● Des candidats aux fonctions de maître de conférence (lettres et sciences humaines).

P. T. T.

● *Service Telex avec la Turquie en automatique intégral.* Le secrétariat d'État aux P.T.T. annonce qu'à partir du 21 août, à 8 heures, le service Télex avec la Turquie sera exploité en automatique intégral. Le numéro caractéristique des appels à former par les abonnés sera le 07 600.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le mercredi 13 août à 0 heure et le jeudi 14 août à 24 heures :

Le front froid qui s'étendait mercredi matin de l'Islande au large du Portugal pénétrera très lentement encore sur les îles Britanniques et l'Espagne et, dans l'air chaud et instable qui le précède, une évolution orageuse débutera de l'Espagne à la France.

Jeudi 14 août, il fera généralement beau et chaud sur notre pays, avec, toutefois, des brumes ou des brouillards en début de journée, surtout sur la moitié nord. L'après-midi, des nuages d'instabilité se développeront : ils donneront parfois des orages le soir dans le Sud-Ouest, le Centre et l'Ouest. Les vents seront faibles, sauf sous les orages qui seront accompagnés de fortes rafales.

Mercredi 13 août, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 017,5 millibars, soit 763,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 août ; le second, *le minimum de la nuit du 12 au 13*) : Ajaccio, 27 et 17 degrés ; Biarritz, 23 et 14; Bordeaux, 27 et 13; Brest, 23 et 13 ; Caen, 24 et 10 ; Cherbourg, 19 et 10 ; Clermont-Ferrand, 25 et 13 ; Dijon, 20 et 15 ; Grenoble, 22 et 16 ; Lille, 26 et 13 ; Lyon, 21 et 16 ; Marseille, 27 et 19 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 27 et 15 ; Nice, 26 et 19 ; Paris-Le Bourget, 27 et 14 ; Pau, 25 et 12 ; Perpignan, 30 et 21 ; Rennes, 25 et 13 ; Strasbourg, 22 et 15 ; Tours, 26 et 15 ; Toulouse, 27 et 13 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 24 ; Boulogne, 19 et 15 ; Deauville, 20 et 12 ; Granville, 23 et 16 ; Saint-Nazaire, 26 et 13 ; Royan-La Coubre, 23 et 15 ; Sète, 29 et 20 ; Cannes, 26 et 16 ; Saint-Raphaël, 27 et 17.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 30 et 16 degrés ; Athènes, 33 et 22 ; Bonn, 28 et 12 ; Bruxelles, 26 et 15 ; îles Canaries, 29 et 21 ; Copenhague, 27 et 15 ; Genève, 18 et 13; Lisbonne, 30 et 19; Londres, 28 et 17 ; Madrid, 35 et 19 ; Moscou, *14 et 6 ; New-York, 29 et 22 ; Palma*-de-Majorque, 30 et 19 ; Rome, 29 et 19 ; Stockholm, 20 et 9 ; Alger, 32 et 19 ; Tunis, 35 et 20 ; Casablanca, 26 et 21 ; Barcelone, 28 et 20 ; Dakar, 30 et 26 ; Eilath, 35 et 27.

Du 14 au 16 août

UN MOUVEMENT DE GRÈVE EST PRÉVU A LA MÉTÉOROLOGIE NATIONALE

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. de la Météorologie nationale appelle les personnels des services métropolitains à faire grève du 14 au 16 août inclus. Des arrêts de travail avaient déjà été observés au milieu du mois de juillet par les météorologistes pour faire aboutir leurs revendications : avancement de l'âge de la retraite à cinquante-cinq ans, amélioration des conditions de travail, recrutement d'un millier d'agents supplémentaires, respect du droit de grève.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P 4 207 - 23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)			
90 F	160 F	232 F	300 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE			
115 F	210 F	307 F	400 F
II. — TUNISIE			
125 F	231 F	337 F	440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à *formuler leur* demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

PRESSE

A Londres

DES MESURES D'ÉCONOMIE SONT DÉCIDÉES A L'« EVENING NEWS »

Londres (A.F.P., Reuter). — Un nouveau journal britannique est touché par la crise de la presse. Le président de l'Associated Newspapers Group a annoncé, mardi 12 août, que d'importantes mesures d'économie s'imposaient à l'« Evening News », un quotidien londonien du soir dont le tirage atteint près de sept cent mille exemplaires.

Pour redresser la situation financière du journal, qui fonctionne à perte depuis plusieurs années du fait du renchérissement du prix du papier et de la hausse des coûts de production, le président de l'Associated Newspapers prévoit l'ouverture de négociations avec les syndicats, sans toutefois prononcer le mot de licenciements. Il a également affirmé que des « développements technologiques » prochains permettraient à l'« Evening News » de rétablir la situation.

Cependant, les difficultés de ce journal confirment les prévisions des milieux professionnels, selon lesquels les habitants de l'agglomération londonienne risquent de n'avoir bientôt qu'un seul journal du soir, l'« Evening Standard ». Ce journal éprouve d'ailleurs également des difficultés : il a dû récemment supprimer ses éditions du samedi.

***

Quant au conflit de l'« Observer » il n'est toujours pas réglé et l'on craint de plus en plus pour l'avenir de l'hebdomadaire. Les syndicats de typographes ont finalement refusé d'accepter les conditions de la direction pour la mise à pied d'un tiers des employés — par crainte, semble-t-il, de voir leur bonne volonté servir de précédent dans d'autres journaux.

A Birmingham, la grève de deux cent cinquante journalistes du « Birminghan Post » et de l'« Evening Mail » se durcit cinq semaines après son début (« le Monde » du 12 août). La direction, qui parvenait toujours à publier le journal avec l'aide de journalistes du syndicat minoritaire, vient de décréter le lock-out.

● *Le comité interpresse du « Parisien libéré »*, créé à l'initiative de la direction, « *dénonce* », dans un communiqué, « *les prétentions de prétendus délégués du personnel* » qui « *en appellent aux tribunaux de leur licenciement* » et « *réclament aujourd'hui leur réintégration* ».

« *S'il avait fallu compter sur ce genre de collaborateurs, il ne serait pas question de réintégration car il n'y aurait plus d'entreprise* », affirme le communiqué, qui poursuit : « *Avertis par l'exemple de* Paris-Jour, *où les délégués des mêmes syndicats se firent les fossoyeurs de l'entreprise, les quatre cents membres du comité interpresse dénoncent ces ennemis de la liberté du travail et de la liberté syndicale. Ils les ont vus, loin de défendre nos emplois, s'efforcer de les supprimer... Ils les voient s'associer tous les jours à la campagne de ceux qui s'efforcent, par la terreur, d'empêcher nos camarades du livre de se reconvertir aux techniques modernes et de nous rejoindre...* »

[Rappelons que le conflit entre les licenciés et M. Amaury ne porte pas sur la réintégration, mais sur la date à partir de laquelle la direction du « Parisien libéré » entend faire commencer le préavis de licenciement : le 28 mars, alors que les lettres recommandées de licenciement portent la date du 3 juin. Une audience prudhomale de conciliation est prévue pour le 24 septembre.]

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

Une des plus anciennes entreprises de Clermont-Ferrand (400 salariés) est mise en règlement judiciaire

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Une des plus vieilles entreprises métallurgiques clermontoise, la société Olier, créée en 1898 et spécialisée dans la fabrication de machines, en particulier pour le traitement des huiles, vient de déposer son bilan. Le tribunal de commerce de Clermont-Ferrand a décidé, le 12 août, la mise en règlement judiciaire de l'entreprise et nommé un syndic, Mᵉ Collet.

La société Olier, dirigée de 1925 à 1971 par M. René Tevissen, personnalité importante du patronat, connut des difficultés dès 1970, conséquences, semble-t-il, d'erreurs de gestion. En 1971, l'affaire avait été rachetée par M. Maury, qui était à la tête d'une douzaine d'entreprises françaises de différents secteurs industriels et qui, à la même époque, venait d'être appelé pour « sauver » l'entreprise Garnier à Redon. Mais M. Maury n'a pas été plus heureux à Clermont-Ferrand qu'il ne le fut en Ille-et-Vilaine (*le Monde* du 24 avril 1975). Les difficultés financières s'étant sans cesse aggravées depuis 1973 — on parle d'un passif de 30 millions de francs, — le P.D.G., M. Maury, donnait sa démission le 24 juillet dernier et le tribunal de commerce nommait un administrateur provisoire, Mᵉ Gradel. Celui-ci a déposé le bilan de la société le 11 août.

Le personnel de la société (396 salariés au lieu de 950 en 1945), qui s'est mis en grève le 30 juillet pour s'opposer à une mesure de licenciement collectif, occupe l'entreprise depuis le 2 août. L'activité est, en tout état de cause, devenue impossible depuis le 9 août, l'E.D.F., impayée, ayant suspendu la fourniture d'électricité.

Une solution pour assurer la survie de l'entreprise est recherchée, et un industriel de la région du Nord aurait fait des propositions, mais celles-ci ne concerneraient que la reprise d'une des branches de fabrication.

La société Olier possède à Argenteuil une usine, beaucoup moins importante que celle de Clermont-Ferrand, et qui fabrique essentiellement des roues pour véhicules automobiles. Les membres du personnel (soixante salariés) ont été avisés de leur licenciement au 30 septembre.

A. TRONCHÈRE.

En Grande-Bretagne

Une commission parlementaire critique sévèrement la réorganisation de British Leyland

De notre correspondant

Londres. — Au moment où la British Leyland commence sa nouvelle existence sous contrôle gouvernemental, la manière dont la plus grande entreprise britannique de construction automobile a été réorganisée est sévèrement critiquée par une commission parlementaire.

La commission, au sein de laquelle tous les partis sont représentés, est présidée par un économiste, M. Patrick Duffy, député de Sheffield. Son rapport s'en prend, en termes très vifs, à lord Ryder qui, en décembre dernier, fut chargé par le gouvernement de *sauver* British Leyland.

Lord Ryder doit être placé aussi à la tête du Conseil national des entreprises, chargé par le gouvernement de rénover l'industrie britannique. Il a proposé que près de 1 milliard 400 millions de livres de fonds publics (131 milliards de F) soient investis dans British Leyland durant les années à venir, solution qui a été acceptée par le gouvernement. Mais, aujourd'hui, les commissaires du Parlement lui reprochent de considérer l'argent des contribuables « comme des confetti » et d'avoir commis des erreurs fondamentales en modifiant la structure de l'entreprise menacée.

La commission admet, certes, qu'une opération de sauvetage était indispensable. Elle considère, cependant, que les projets élaborés par lord Ryder sont beaucoup trop optimistes, qu'une intégration plus poussée des diverses branches de British Leyland serait préférable à un système décentralisé, et surtout qu'un effort bien plus grand doit être entrepris pour accroître la productivité en réduisant la main-d'œuvre.

Certaines critiques des experts du Parlement s'adressent à l'ensemble de l'industrie automobile en Grande-Bretagne qui ne tiendrait pas suffisamment compte des goûts de la clientèle, et dont les produits n'inspireraient pas toujours confiance aux acheteurs. Alors que la concurrence étrangère offre seize modèles de moins de 1 000 cm3, les usines de Grande-Bretagne disposent seulement, dans cette catégorie, de quatre voitures, dont trois s'inspirent d'un même modèle.

Le rapport de la commission parlementaire est particulièrement sévère pour la productivité de la firme britannique : alors que chaque ouvrier japonais produit trente-sept voitures par an, ce taux tombe à douze en Europe, et n'est que de cinq à six chez British Leyland.

JEAN WETZ.

CONJONCTURE

ENCORE INFÉRIEUR DE 13 % A CELUI D'AOUT 1974

L'indice de la production industrielle a regagné deux points en juin

L'indice de la production industrielle (base 100 en 1970) a progressé de deux points en juin (et non pas en juillet comme nous l'indiquions par erreur dans nos dernières éditions du 13 août), *passant à 112, contre 110 en mai*, et 112 en mars et avril. A l'exception du mois de janvier — où il avait également progressé de deux points (116 contre 114) — l'indice n'avait cessé de chuter depuis août 1974, date à laquelle il avait atteint la cote 129.

Par rapport à juin 1974, la baisse est encore de 10,4 % ; elle atteint 13,2 % par rapport à août 1974. La moyenne pour le premier semestre 1975 s'établit à 112,8, soit une baisse de presque 9 % par rapport à la moyenne de l'ensemble de l'année 1974. Il se confirme donc que la réalisation d'un taux de croissance nul pour la production industrielle en 1975 impliquerait une reprise foudroyante (près de 20 %) au second semestre — ce qui reste tout à fait improbable. Il semble donc acquis que la production industrielle aura baissé cette année, pour la première fois depuis la guerre, entraînant une diminution de l'ensemble de la production nationale (*le Monde* du 5 août).

Perspectives peu favorables à l'exportation

D'autre part, l'INSEE vient de publier son enquête semestrielle « sur la concurrence étrangère et les exportations ». Datée de mai, elle fait ressortir « *un accroissement de la concurrence sur les marchés français et étrangers, une forte dégradation des marges bénéficiaires à l'exportation (touchant plus particulièrement les producteurs de biens intermédiaires) et corrélativement des perspectives peu favorables de développement des exportations* ».

Un nouveau comité interministériel devait se réunir de nouveau jeudi à Matignon pour étudier les « mesures de soutien » à l'activité économique. Mardi, ce comité avait groupé, autour du premier ministre, MM. Bourges, d'Ornano, Haby et Poncelet.

Le comité a notamment recensé, dans un assez grand détail, les projets d'équipement collectif qui pourraient être rapidement mis en œuvre. Jeudi, le dossier devrait être suffisamment « dégrossi » pour que les premières décisions puissent être prises au conseil ministériel du 27 août. L' « enveloppe » budgétaire globale de ces mesures ne serait pas encore *déterminée*.

En Allemagne fédérale

Les mesures de relance concerneront essentiellement l'industrie du bâtiment

De notre correspondant

Bonn. — *Le chancelier Schmidt* a convoqué, au bord du Brahmsee où il passe ses vacances, MM. Apel et Friderichs, respectivement ministre des finances et ministre de l'économie, pour le début de la semaine prochaine. Le chef du *gouvernement de Bonn* va tenter de faire accepter par ses deux ministres un compromis sur le programme conjoncturel qui sera discuté à la fin du mois et adopté définitivement le 10 septembre. MM. Apel, social-démocrate, et Friderichs, libéral, ne sont en effet pas d'accord sur les mesures qu'il convient de prendre pour lutter contre la récession persistante. Déjà, en décembre dernier, lorsque les dirigeants ouest-allemands avaient préparé leur premier programme conjoncturel, ils s'étaient posés sur le volume des dépenses publiques. M. Apel, fidèle à l'orientation traditionnelle de son parti, préconisait des investissements massifs, alors que M. Friderichs prêchait pour des décisions favorables à l'industrie privée.

Le même débat rebondit aujourd'hui ; alors que le ministre des finances souhaite « *un programme de relance profond et efficace* », le responsable de l'économie estime qu'une injection de quelques milliards supplémentaires ne compensera pas la chute des commandes extérieures.

Partisan du libéralisme économique, le ministre estime que le recul des investissements en R.F.A. *n'est pas seulement conjoncturel*. La véritable cause serait à chercher dans la part trop élevée des salaires dans le revenu national et des dépenses publiques dans le P.N.B. Faisant siennes les thèses du patronat, M. Friderichs *considère que les divers projets* de réforme de la coalition libérale socialiste (cogestion, formation professionnelle, etc.) et les discussions sur l'orientation, voire le contrôle des investissements privés, ont fait perdre confiance aux *industriels. Comme ces derniers*, il préconise des allégements fiscaux immédiats en faveur des entreprises, une amélioration de l'amortissement dégressif, la possibilité de tenir compte des pertes d'une année dans les déclarations *fiscales des exercices suivants*. Enfin, il recommande aux syndicats de montrer la même modération que l'année dernière dans leurs revendications salariales.

Comme en décembre dernier, le différend entre MM. Apel et Friderichs se terminera vraisemblablement par un compromis. A l'ap*proche d'une année électorale*, il n'est pas mauvais pour le parti libéral de prendre quelque distance vis-à-vis de son partenaire social-démocrate, mais chacun s'évertuera à éviter une crise sérieuse. Au reste, le programme *en préparation ne sera pas un* plan de relance de l'économie ni *même un plan de soutien*, dit-on à Bonn, mais un simple programme « *permettant à l'industrie du bâtiment de passer l'hiver* ».

Il est question d'un programme de 5 milliards de D.M., financés à concurrence de 4 milliards par les avoirs des collectivités publiques « gelés », *depuis 1973*, auprès de la Bundesbank, et par un appel aux *marchés financiers*. Ce programme porterait essentiellement sur la construction de logements nouveaux, l'assainissement des logements anciens et la construction de stations d'épuration des eaux dans les petites communes.

Les dirigeants syndicaux, inquiets de l'aggravation du chômage, demandent un effort plus important. Ils semblent prêts à *exercer une influence modératrice* sur leurs troupes afin de conclure avec le gouvernement et le patronat un « *pacte de croissance* ».

D. Vt.

AIDE SOCIALE

L'ALLOCATION A DOMICILE POUR LES PERSONNES AGÉES

Un décret du 21 juillet 1975, publié au *Journal officiel* des 21 et 22 juillet, a confirmé l'augmentation de certaines aides sociales aux personnes âgées et infirmes à compter du 1er avril 1975.

L'allocation simple à domicile *des personnes âgées, qui ne peut* se cumuler avec un autre avantage vieillesse, est portée à 3 500 F par an au lieu de 3 250 F, si les ressources de l'intéressé, y compris l'allocation, ne dépassent pas 8 200 F par an au lieu de 7 700 F.

D'autre part, le montant de l'allocation simple à domicile, accor*dée aux infirmes dont le taux* d'invalidité est inférieur à 80 %, est fixé à 3 500 F par an au lieu de 3 250 F. Le cumul avec l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité et les ressources personnelles de l'intéressé ne peut pas dépasser 7 300 F par an au lieu de 6 800 F.

Le grand infirme (plus de 80 % d'invalidité), travailleur ou non travailleur, peut cumuler les allocations minimales (actuellement 7 300 F) avec ses ressources personnelles dans la limite de 8 200 F par an au lieu de 7 700 F, comme *le Monde* du 16 avril 1975 l'avait indiqué.

ÉNERGIE

Les Sept sont d'accord pour reprendre le dialogue « Nord-Sud » en octobre

Les sept (Algérie, Arabie Saoudite, Iran, Venezuela, Brésil, Inde, Zaïre) ont informé le gouvernement français de leur accord pour la tenue en octobre prochain de la seconde réunion préparatoire de Paris, apprend-on de bonne source. M. Manuel Perez Guerrero, ministre vénézuélien des relations économiques extérieures et porte-parole du groupe, a rencontré à cet effet, dès la fin de la réunion, le représentant de la France auprès des Nations unies à Genève, M. Jean Fernand-Laurent.

On explique au sein du groupe du tiers-monde l'absence de référence à cette acceptation dans le communiqué final de la réunion par le désir du groupe de donner la primeur de cette décision au gouvernement français.

M. Giscard d'Estaing va ainsi pouvoir lancer ses invitations pour une nouvelle réunion préparatoire qui pourrait se tenir, indiquait-on à Genève de bonne source, « à la fin de la première quinzaine du mois d'octobre ». Les Sept devraient se réunir une nouvelle fois avant cette date. Il est à peu près certain que l'accord qu'ils donnent à la reprise du dialogue est assorti de conditions qui devront encore être acceptées par le camp des pays industrialisés.

De notre correspondante

Genève. — A la fin de leurs travaux, présidés par M. Manuel Perez-Guerrero, ministre d'Etat vénézuélien chargé de l'économie extérieure et ancien président de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), les Sept ont publié le communiqué suivant : « *Les sept pays en voie de développement ont procédé à Genève, les 11 et 12 août, à des échanges de vues sur les bases appropriées pour reprendre cette réunion préparatoire. Ils ont notamment examiné les conditions propres à faciliter un dialogue dans le cadre d'une conférence suffisamment représentative, qui traitera de la coopération internationale dans les domaines de l'énergie, des matières premières, du développement et des questions financières. Le groupe a poursuivi également l'examen des sujets qui vont être étudiés à la conférence.* »

On remarquera que les « *questions financières* » sont spécialement évoquées. On peut en déduire qu'à la suite d'une suggestion de l'Arabie Saoudite une commission spéciale de la conférence pourrait être consacrée à ces problèmes.

Il semble acquis en outre que le groupe des *sept délégués du* tiers-monde entend former un véritable club, face aux pays industrialisés, et se doter à terme d'un secrétariat permanent. On note d'ailleurs que M. Ganari Corea, l'actuel secrétaire général de la CNUCED, est intervenu lors de deux séances de la réunion des Sept auxquelles il avait été invité. Ses interventions, dont on souligne le caractère officieux, lui ont permis d'exposer l'essentiel des travaux de la CNUCED dont le conseil se réunit également ces jours-ci à Genève. — I. V.

Par rapport à 1974

LA CONSOMMATION DE CARBURANT A AUGMENTÉ EN JUILLET DE 15 %

La consommation de carburant au mois de juillet a augmenté de 15 % par rapport à la période correspondante de 1974, celle du supercarburant ayant enregistré pour sa part une progression de 18 %. Les livraisons de fuel domestique ont diminué de 14,8 % et celles de fuels lourds de 27,8 % (toujours par rapport à juillet 1974).

Pour les sept premiers mois de l'année, la consommation de carburant a augmenté de 5,3 % tandis que celle de gas-oil diminuait de 0,4 %. La baisse est plus sensible sur le fuel domestique (— 14,9 %), le fuel léger (— 19,2 %) et le fuel-oil lourd (— 11,2 %).

LE NIGÉRIA AURAIT DE NOUVEAU BAISSÉ LES PRIX DU PÉTROLE BRUT

Le Nigéria aurait de nouveau baissé les prix de vente de son pétrole brut. Selon le *Petroleum Intelligence Weekly* (New-York), la baisse serait de 5 cents par baril. En *juin*, les *prix* avaient déjà été réduits de 20 cents.

Pour le PIW, il s'agit là d'un geste symbolique de coopération du nouveau gouvernement nigérian à l'intention des sociétés pétrolières. Rappelons que la baisse de juin avait été fortement critiquée par l'Algérie. La nouvelle baisse avive encore la concurrence entre le brut algérien et le brut nigérian sur le marché international.

● *Baisse du taux d'escompte au Japon. — Le ministre des finances* japonais, M. Masayoshi Ohira, a déclaré que la baisse du taux d'escompte de la Banque du Japon, qui passe de 8 à 7,5 %, à compter du mercredi 13 août, est « *une mesure favorable* » à la *reprise économique*.

MONNAIES ET CHANGES

LE CONGRÈS AMÉRICAIN RÉAFFIRME SON OPPOSITION A UN RETOUR AUX PARITÉS MONÉTAIRES FIXES

A *l'approche des négociations* monétaires qui commenceront en *septembre prochain*, le Congrès américain vient de conforter les positions défendues par M. William Simon, secrétaire au Trésor. Dans un rapport présenté par deux représentants démocrates — qui a reçu l'approbation de la sous-commission du commerce international et de celle des affaires économiques internationales de la Chambre des représentants, — l'opposition américaine au retour à un système des parités fixes et au maintien de l'or dans le système monétaire international est nettement réaffirmée.

Ce rapport contient quatre recommandations : *le Fonds monétaire* international devra laisser ses membres *choisir librement* leurs politiques monétaires : le prix officiel de l'or devra être aboli, toute latitude étant laissée au F.M.I. de vendre peu à peu le métal qu'il possède suivant un calendrier préalablement établi ; les autorités monétaires américaines *n'interviendront sur les marchés des changes que pour parer* à d'éventuels désordres ; le gouvernement ne garantira pas à terme la valeur du dollar.

A Bruxelles, la thèse adverse — retour par étapes aux parités fixes, — *défendue par la France*, n'a pas *obtenu le soutien des autres membres* du comité monétaire des Neuf. Le comité s'est contenté de transmettre le dossier aux ministres des finances des Neuf, qui tenteront, le 24 août prochain à Venise, de définir une attitude commune avant le début de la session annuelle du F.M.I.

Le document français reprenait en **fait les propositions maintes fois avancées par Paris sans qu'un calendrier précis d'application y soit précisé. On sait, en particulier, que la France avait suggéré des interventions concertées des banques centrales pour éviter de brutales fluctuations sur les marchés des changes.**

● MENACE DE GREVE DANS LES CHEQUES POSTAUX. — Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des postiers annoncent qu'elles vont déposer un préavis de grève dans les centres de chèques postaux pour les samedis 23 et 30 août. Elles réclament la réduction du temps de travail à trente-cinq heures par semaine, le repos le samedi, une augmentation des effectifs et la titularisation des auxiliaires.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suisses	
48 heures	5 3/4	6 3/4	1	2	1 1/2	2 1/2
1 mois	5 7/8	6 3/8	2 1/8	2 5/8	2 3/8	2 7/8
3 mois	6 7/8	7 3/8	3 1/4	3 3/4	3 3/8	3 7/8
6 mois	7 7/8	8 3/8	4 1/8	4 5/8	5 1/8	5 5/8

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

12 août

CALME MAIS PLUS SOUTENU

Les affaires ont continué de tourner très au ralenti, ce mardi, à la Bourse de Paris. Mais la tendance a été plus soutenue.

Après un démarrage laborieux, quelques progrès ont été accomplis. Témoin : l'indice Chainet et Cie, qui, à 13 heures, enregistrait une avance de 0,31 % à 129,77 (+ 0,40 point). Vingt minutes auparavant, son gain ne s'élevait encore qu'à 0,08 point.

Le bâtiment, la métallurgie et, dans une moindre mesure, la construction électrique ont été les principaux bénéficiaires de ce léger regain d'attention. L'on a également remarqué la timide reprise de deux grandes « classiques » : Rhône-Poulenc et P.U.K. Au total, une trentaine de valeurs sur les 181 inscrites à la cote ont monté de façon appréciable (entre 1 % et 2 %). Dans le sens contraire, on n'a pas compté beaucoup plus de vingt baisses du même ordre de grandeur. Ailleurs, les cours se sont peu éloignés de leurs niveaux précédents. Bref, par solde, le bilan de la séance a été plutôt positif.

Comme Londres, Paris a, semble-t-il, été favorablement influencé par la meilleure tenue de Wall Street. C'est vraiment la seule réflexion que cette journée, essentiellement marquée, répétons-le, par la faiblesse des échanges, puisse inspirer.

Une fois encore, les actions Paternelle S.A. et A.G.P. n'ont pas été cotées. Selon des rumeurs circulant autour de la corbeille, la Paternelle absorberait purement et simplement sa filiale.

Sur les indications de Londres, les cours de l'or se sont un peu redressés. le lingot a regagné 60 F à 23 660 F, le kilo en barre 100 F à 23 650 F et le napoléon 2,80 F à 260 F. Le volume des transactions a atteint 10,47 millions de F contre 8,98 millions.

Aux valeurs étrangères, reprise des américaines, des allemandes, des pétroles internationaux et des mines d'or.

LONDRES

Le mouvement de reprise se développe mercredi matin à l'ouverture. La fermeté est générale, notamment aux industrielles, dont l'indice, après vingt minutes de transactions, enregistrait une avance de 3,3 points à 293,3. Bonne tenue des pétroles et des fonds d'Etat. Progrès des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) : 163 25 contre 163 50

VALEURS	CLOTURE 12/8	COURS 13/8
War Loan 3 ½ %	25 3/8	25 3/4
Beechamps	269 1/2	270 1/2
British Petroleum	508 1/2	516 1/2
Shell	317	321 ..
Vickers	119 ...	119 ..
Imperial Chemical	252 ...	253 ...
Courtaulds	117	117 ...
De Beers	310 1/2	312 1/2
*Western Holdings	34 1/8	34 7/8
Rio Tinto Zinc Corp	173 ...	174 ...
*West Driefontein	43 1/2	43 7/8

(*) En livres.

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 7 1/8 %

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

	11 août	12 août
Valeurs françaises ..	128,3	128,3
Valeurs étrangères ..	127,8	127,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	74,2	74,2

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	12/8	13/8
1 dollar (en yens) ...	297 99	298 .

NOUVELLES DES SOCIETES

GENERALE ALIMENTAIRE. — Les résultats nets de l'exercice clos le 31 mars 1975 s'élèvent à 24 millions de francs, après déduction de pertes exceptionnelles, contre 59 millions de francs. Dividende global de 3,75 F contre 4,5 F pour l'exercice précédent, d'une durée exceptionnelle de quinze mois.

CANADIAN PACIFIQUE. — Bénéfice net du premier semestre 1975 : 42,1 millions de dollars (58 cents par action) contre 49,2 millions de dollars et 68 cents.

LEGRAND. — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1975 : 304,1 millions de francs contre 263,9 millions de francs.

VEUVE CLICQUOT - PONSARDIN. — Chiffre d'affaires du premier semestre 1975 : 21,26 millions de francs contre 36,04 millions de francs.

ETABLISSEMENTS NICOLAS. — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1975 : 237 millions de francs contre 223 millions de francs.

NEW YORK

Lente reprise

Wall Street a poursuivi son lent rétablissement durant la séance de mardi, sans parvenir toutefois à conserver l'intégralité de sa reprise initiale érodée par quelques ultimes ventes bénéficiaires. L'indice des industrielles s'est finalement établi à 828,54, soit à 4,78 points au-dessus de son niveau précédent. Au plus haut de la séance, son gain atteignait 10,02 points. L'activité s'est accélérée : 14,51 millions de titres ont changé de mains contre 12,35 millions la veille.

Ce redressement des cours a été en grande partie encouragé par les pronostics trimestriels de la Chemical Bank sur l'évolution des taux d'intérêt. L'établissement estime que les tensions enregistrées ces derniers temps ont été exagérées et qu'une détente devrait intervenir dans les prochaines semaines. Cette opinion, partagée du reste par les différents milieux bancaires américains, a grandement apaisé les appréhensions que le renchérissement du loyer de l'argent causait au marché depuis près de deux mois et qui avaient été à l'origine de son assez sévère repli. Ajoutons que la proposition du ministre de l'agriculture de suspendre indéfiniment les ventes de céréales à l'U.R.S.S. en raison de la révision en baisse des estimations de récolte aux Etats-Unis a produit également une bonne impression dans la mesure où elle permettrait d'éviter une hausse trop forte des prix alimentaires.

Sur 1 791 valeurs traitées, 962 ont monté, 397 ont fléchi et 432 n'ont pas varié.

VALEURS	COURS 11/8	COURS 12/8
Alcoa	47 1/2	47 1/4
A.T.T.	48 5/8	48 7/8
Boeing	23 7/8	26 1/2
Chase Manhattan Bank	33 ...	33 5/8
Du Pont de Nemours	126 ...	123 1/2
Eastman Kodak	93 3/8	94 ...
Exxon	86 ..	87 1/2
Ford	39 1/4	39 3/8
General Electric	44 3/4	44 1/4
General Foods	23 ...	23 1/4
General Motors	50 ...	49 3/4
Goodyear	18 1/8	18 1/4
I.B.M.	183 1/2	182 ...
I.T.T.	20 7/8	21 1/2
Kennecott	33 3/4	33 1/4
Mobil Oil	44 1/8	44 5/8
Pfizer	26 ..	27 ...
Schlumberger	79 1/8	79 3/4
Texaco	24 1/2	24 5/8
U.A.I. Inc.	22 1/8	22 3/8
Union Carbide	59 7/8	59 3/4
U.S. Steel	62 3/8	62 5/8
Westinghouse	14 7/8	15 3/8
Xerox	60 1/4	58 1/4

BOURSE DE PARIS — 12 AOUT — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	38 50	2 597
5 %	56 80	2 644
5 % 1920-1960	135	2 644
3 % amort. 45-54	o 75 50	0 093
4 1/4 % 1963	102 50	0 987
4 1/4-4 3/4 % 63	88 ..	4 112
Emp. N. Eq. 5 1/4 65	100 10	4 551
Emp. N. Eq. 6 % 66	96 30	5 195
Emp. N. Eq. 6 % 67	94 60	1 197
Emp. 7 % 1973	112	4 008
E.D.F. 6 1/2 1950	114 30	1 510
— 5 % 1960	... ..	2 438

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1958	... ..	... ..
E.D.F. parts 1959	...	...
Ch. France 3 %	130 60	130 50
Abeille-I.G.A.R.D.	450 ..	450 ..
Abeille (Vie)	212 ..	215
A.G.P.	... ..	334 ..
Concorde	266 ..	265 ..
Epargne France	... ..	325 ..
Fonc. T.I.A.R.D.	116 ..	116 ..
Foncière (Vie)	d... ..	... ..
France (I.A.R.D.)	... ..	315 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France (La)	405 ..	...
Préservatrice S.A.	342 ..	349 ..
Prévoyance	. ..	1097 ..
Protectrice A.I.R.	238 ..	239 ..
Alsacien. Banque	...	360
(Li) Bque Dupont	220	220
Banque Hervet	250 50	250 70
Banque Indochine	... ..	193 .
Sté B. et Particip	... ..	359 50
Banque Worms	165 ..	167 ..
C.F.E.C.	... ..	545 .
C.G.I.B.	75 10	o 77 50
Codetel	113 10	113 ..
Cofica	...	..
C.A.M.E.	66	66 ..
Cred. gen. indust.	135 20	139 ..
(M) Crédit Mod.	66 50	..
Financière Sofal.	150 .	150 ..
Finextel	115 ..	115 ..
Fr. Cr. et B. (Cie)	81 ..	80 ..
France-Bail	- ..	209 ..
Hydro-Energie	d 36 .	d 36 50
Immobanque	142 50	143 .
Immofice	113 .	113 50
Interbail	131 80	131 50
Locafinancière	121 ..	124
Lyon-Alemand		110 .
Soc. Mars. Crédit	269	269

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13/8	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 395	4 403	4 38
Canada ($ can. 1)	4 237	4 246	4 22
Allemagne (100 DM)	170 160	170 075	169 50
Belgique (100 fr.)	11 476	11 477	11 07
Danemark (100 krd.)	73 870	73 650	74 .
Espagne (100 pes.)	7 537	7 550	7 53
Grande-Bretagne (£ 1)	9 264	9 233	9 25
Italie (100 lires)	0 658	0 657	0 62
Norvège (100 krs.)	80 320	80 450	80 50
Pays-Bas (100 fl.)	168 250	165 815	165 50
Portugal (100 esc.)	16 595	16 605	15 .
Suède (100 krs.)	101 770	101 900	101 ..
Suisse (100 fr.)	163 950	163 350	163 25

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/8
Or fin (kilo en barre)	23650 ..	23675 ..
Or fin (kilo en lingot)	23660 ..	23600 ..
Pièce française (20 fr.)	260 ..	257 20
Pièce française (10 fr.)	175 ..	179 90
Pièce suisse (20 fr.)	235 .	233 20
Union latine (20 fr.)	225 70	228 50
Souverain	228 50	227
Pièce de 20 dollars	1112 ..	1117 60
Pièce de 10 dollars	545 20	545 20
Pièce de 5 dollars	... ..	365 ..
Pièce de 50 pesos	954 ..	951 ..
Pièce de 10 florins	205 80	209 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 13 août 1975 a été tiré à 470 407 exemplaires

En Angola

Le M.P.L.A. pourrait proclamer unilatéralement l'indépendance du Territoire

A la suite d'un accord avec le M.P.L.A. et les autorités portugaises, environ quatre cent cinquante hommes du F.N.L.A. se sont retirés le mardi 12 août du fort de Sao-Pedro, qui commande l'accès du port de Luanda. En échange de *cette évacuation*, indique l'agence Reuter, le M.P.L.A. s'est engagé à retirer ses troupes de la ville de Nova-Lisboa, contrôlée essentiellement par l'Unita, et le centre d'hébergement de nombreux réfugiés portugais.

Un convoi de cinq *cents voitures occupées par* des Européens fuyant l'Angola est arrivé mardi dans le Sud-Ouest africain. Selon le quotidien « Diario de Noticias », des troupes sud-africainee *ont pénétré récemment en Angola puor protéger* le barrage de Cunene.

Mardi également, le ministre de l'économie de l'Angola, M. Vasco Vieira de Almeida, a déclaré en arrivant à Lisbonne que la situation économique du territoire est « simplement désespérée » et que le gouvernement provisoire « n'existe *pratiquement plus* ».

De notre envoyé spécial

Luanda. — La proclamation unilatérale de l'indépendance de l'Angola par *le M.P.L.A. est une* possibilité qui retient de plus en plus l'attention. On en parle à mots à peine couverts depuis dix jours dans les milieux proches de la direction du mouvement, et, le week-end dernier, un membre du bureau politique, le commandant Henrique Carreira, *a déclaré* à Alger : *« C'est une éventualité que nous prévoyons, entre autres. »*

On voit mal, à Luanda, ce que le Mouvement du Dr Agostinho Neto, qui contrôle les principaux ports et la capitale du pays, pourrait perdre en prenant une initiative de ce genre. Il serait étonnant que Lisbonne réagisse autrement que pour la forme, puisque l'indépendance de sa colonie est de toute façon prévue pour le *11 novembre. Les Portugais sont* en outre préoccupés en priorité par l'évacuation de leurs quelque trois cent mille ressortissants encore présents dans le pays.

Selon certain témoins, le F.N.L.A. recevrait actuellement d'importantes quantités d'armes et *de munitions en provenance* du Zaïre. Ce matériel serait acheminé en partie par un pont aérien qui relie Kinshasa à Carmona, le quartier général de M. Holden Roberto, dans le nord du pays. Le F.N.L.A. pourrait donc reprendre l'initiative sur le terrain, et *tenter en particulier d'étouffer* Luanda, qui regorge de réfugiés, et dont le ravitaillement est de plus en plus difficile.

Le M.P.L.A. éprouve donc un besoin de plus en plus pressant de disposer du libre accès aux ports qu'il contrôle pour y débarquer le matériel de guerre qui lui parvient de l'extérieur. Ces trois derniers *mois*, plusieurs cargos d'Europe orientale chargés de matériel destiné aux forces du M.P.L.A. ont été *priés de faire demi-tour par* les autorités *portugaises*. Ils ont été contraints d'aller décharger leurs cargaisons ailleurs, vraisemblablement à Pointe-Noire, sur de *petits bateaux qui font la navette* entre la côte du Congo et celle de l'Angola.

A moins que Lisbonne choisisse l'épreuve de force, une déclaration *unilatérale d'indépendance devrait* permettre au M.P.L.A. de se ravitailler comme bon lui semble, ce qui paraît être la raison majeure pour laquelle il a tenu à s'assurer en priorité le contrôle des côtes.

Cette initiative n'aurait pas que des avantages militaires.

Elle écarterait la possibilité d'un nouveau compromis factice avec le *F.N.L.A. et l'Unita. Il ne serait* plus question d'une présence politico-militaire de ces deux mouvements dans Luanda, d'où ils viennent d'être chassés. Libre de recevoir une aide militaire par voie maritime, le M.P.L.A. pourrait établir ses défenses sur la côte et en *interdire l'accès aux* deux autres mouvements. Dans son esprit, ce serait un moyen de *« s'opposer à la balkanisation de l'Angola, voulue par le F.N.L.A. »*, *selon* l'expression de l'un de ses cadres.

La proclamation de l'indépendance par le M.P.L.A. ne manquerait pas de diviser l'Afrique. Elle recueillerait sans doute dans un premier temps l'approbation d'alliés sûrs, comme l'Algérie, la Somalie, les deux Guinées, la Tanzanie et le Mozambique. Le Zaïre serait peut-être tenté par une intervention militaire, et d'autres pays du continent protesteraient vigoureusement. Le F.N.L.A., et surtout l'Unita, se retrouveraient dans une position délicate : ni l'un ni l'autre ne contrôlent suffisamment de terrain en ce moment pour prendre une décision analogue sans risquer de *tomber sous l'accusation* de vouloir faire sécession.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

M. VORSTER EN VISITE OFFICIELLE AU PARAGUAY ET EN URUGUAY

Johannesburg (*Reuter*). — M. John Vorster, premier ministre sud-africain, a quitté mercredi 13 août Johannesburg pour Asuncion. *Il se rend en visite* officielle au Paraguay et en Uruguay.

Il s'agit de la première visite officielle qu'un chef de gouvernement *sud-africain effectue en* Amérique latine. Pretoria entretient des relations diplomatiques avec dix pays d'Amérique du Sud. Le voyage du premier ministre marque l'ouverture d'une nouvelle offensive diplomatique sud-africaine dans la région.

Mercredi 13 août, en début de matinée

Les premiers Français évacués de Saigon sont arrivés à Paris

Les premiers Français ayant quitté le Vietnam du Sud à la suite du récent accord intervenu entre Paris et Saigon sont arrivés à l'aéroport de Roissy-en-France, ce mercredi 13 août en début de matinée. M. Mérillon, ancien ambassadeur de France à Saigon, et M. Paul d'Ornano, sénateur des Français établis hors de France, étaient venus *les accueillir.*

Après un vol Saigon-Bangkok à bord d'une Caravelle de Royal Air Laos, ce premier contingent de Français du Vietnam a été acheminé vers Paris par un vol régulier. « *Nous sommes environ quatre-vingts à avoir embarqué à Saigon* », nous dit un fonctionnaire français. « *Jusqu'à la dernière minute a régné une certaine anxiété. A l'aéroport, sept personnes ont vu leurs noms rayés des listes du départ au dernier moment. Cependant, tout semble se passer normalement. A raison de cinq vols par semaine, l'évacuation devrait se faire rapidement. La procédure demeure la même qu'auparavant : il faut demander un visa de sortie au bureau de l'immigration. Ce sont les autorités vietnamiennes qui décident et donnent généralement la priorité aux « cas sociaux », c'est-à-dire aux personnes qui n'ont plus les moyens de vivre au Vietnam du Sud.* »

Selon un Français d'origine vietnamienne (*ils sont une quinzaine à être arrivés avec ce premier contingent*), une priorité serait donnée aux Français « *de pure origine métropolitaine* ».

Si *certains* rapatriés manifestent une grande rancœur à l'égard de l'administration vietnamienne et estiment que la France n'a pas agi assez vite et a surtout laissé planer une grande incertitude sur ses intentions, d'autres estiment cependant qu'ils pourront retourner au Vietnam du Sud. Selon l'un d'entre eux, « *certains industriels, des représentants de groupes français, ont préféré rester. Un certain nombre de professeurs également. Généralement, les autorités vietnamiennes sont favorables à de telles initiatives* ». Pour M. Mérillon, il est certain que l'incertitude, facteur supplémentaire d'inquiétude et d'anxiété, devrait aujourd'hui disparaître avec le fonctionnement normal du processus de rapatriement. L'accord entre Paris et Saigon *constitue aux yeux du diplomate* un pas important dans la normalisation des relations entre la France et le Vietnam du Sud.

Ph. P.

Une lettre du sénateur Paul d'Ornano

A la suite d'un commentaire paru dans le Monde *du 31 juillet sur le sort des Français résidant au Vietnam du Sud, M. Paul d'Ornano, sénateur des Français établis hors de France (indépendant), nous adresse la lettre suivante :*

Dans son commentaire de la question écrite de M. Gilbert Senes, député de l'Hérault, votre rédacteur affirmait que « rien n'a été entrepris pour faciliter le départ des Français du Sud-*Vietnam* » *et s'indignait* d'une prétendue absence d'informations qui, selon lui, toucherait au mépris.

Je crains que votre rédacteur n'ait pas fait grand effort pour s'informer auprès des autorités compétentes. S'il avait fait cet effort, il aurait su comme moi, qui ai suivi la question de très près, que le ministère des affaires étrangères et d'autres instances gouvernementales n'ont cessé de *se préoccuper activement du sort* de nos compatriotes restés au Vietnam. Grâce aux démarches qu'*ils ont entreprises et* aux négociations qu'ils ont menées et qui, bien évidemment, ne pouvaient être rendues publiques, la meilleure solution possible sera, dans *un avenir proche, apportée* à ce douloureux problème.

L'article en question n'a pu qu'aggraver bien inutilement l'inquiétude légitime des familles et des amis de nos compatriotes.

[Tout en prenant acte des efforts effectivement déployés par le gouvernement français, et qui ont abouti à l'établissement d'un pont aérien, on *regrettera qu'aucune information* n'ait été communiquée à ce sujet pendant plusieurs semaines. C'est ce silence, précisément, qui a aggravé l'inquiétude des familles concernées.]

Dans une lettre au P.C.F. et aux radicaux de gauche

M. Mitterrand souligne les erreurs des communistes portugais et préconise un gouvernement d'unité

Au cours de la réunion des délégués des partis signataires du programme commun, M. Mermaz, P.S., a remis aux représentants du P.C. et des radicaux de gauche la lettre suivante de M. François Mitterrand :

« Nous tenons, avant toutes autres considérations, à vous confirmer par cette lettre que le parti socialiste est prêt à participer à toute initiative, à toute démarche, qui, sans constituer une ingérence dans les affaires du Portugal, *serviraient* à la *fois* l'apaisement des esprits et la cause de la révolution, c'est-à-dire la marche vers le socialisme.

» Notre parti a déjà dénoncé à *diverses reprises les menaces*, les violences, les atteintes au droit de réunion et d'expression, les mesures arbitraires qui ont altéré gravement l'unité des forces populaires et contraint le parti socialiste portugais à refuser de s'associer plus longtemps aux res*ponsabilités de gouvernement*. Il a également condamné, dès qu'elles se sont produites, les agressions dont ont été victimes des militants du parti communiste portugais et les attaques contre leurs permanences.

Devant l'aggravation actuelle des tensions, et précisément devant les appels au fanatisme et à la haine qui ont déclenché dans le nord du pays une chasse aux sorcières contre les communistes, *il réitère plus solennellement* encore cette condamnation et souhaite que les mouvements et partis *qui ont ensemble conduit* la révolution du 25 avril mesurent avec plus de rigueur les risques qu'engendrent inévitablement le sectarisme et la volonté de puissance et sachent surmonter leurs divisions.

A cet égard, et contrairement à l'analyse de votre bureau politique, il estime que les erreurs de jugement de la direction du parti communiste portugais ont largement contribué à imprimer aux *événements* le cours que nous déplorons. Ces erreurs doivent être appréciées sans complaisance si l'on veut préparer les réconciliations nécessaires à la poursuite des objectifs de la révolution. Le refus d'un programme commun avec les socialistes garantissant non seulement la transformation des structures économiques et sociales mais aussi le pluralisme des *opinions* et des partis, et donc de leur expression la mainmise sur de nombreuses *collectivités* par des personnes sans mandat dont la prétention à gérer les affaires publiques paraît exorbitante à qui a le souci de la démocratie véritable, le *soutien quasi inconditionnel* apporté à un pouvoir exécutif qui ne représente qu'une minorité, le dédain opposé au verdict du suffrage universel, l'approbation donnée à l'effacement des partis et à l'éviction de celui qui a obtenu les suffrages du *plus grand nombre des* citoyens, du plus grand nombre des travailleurs, ne constituent que quelques-uns des points sur lesquels le parti socialiste français entend marquer son total désaccord.

Le mouvement populaire, somme des courants que *la révolution* doit prendre en compte, sera d'autant plus fort qu'il se soumettra aux règles élémentaires qui distinguent la démocratie de *sa contrefaçon. Dans les* circonstances présentes, le suffrage universel n'a pas réponse à tout, mais, sans lui, il n'est pas de réponse du tout aux aspirations des masses.

Le Conseil de la révolution avait eu la sagesse de le com*prendre et de l'admettre en orga*nisant l'élection d'une Assemblée constituante. Il eût été mieux inspiré encore en tirant de ce scrutin les conclusions qui s'imposent et en étendant aux municipalités les bienfaits de la consultation populaire. De même, quelles *que soient les contradic*tions inhérentes au processus révolutionnaire, ce serait faire bon marché de l'expérience et de l'acquis des partis ouvriers que de renoncer à la primauté des organisations structurées et responsables sur les groupes et frac*tions qui, nées d'une occasion, dis*paraissent avec elle. Nous sommes convaincus que si les partis et mouvements engagés dans la révolution portugaise s'unissaient au sein d'un gouvernement d'unité, et à tous les niveaux de la vie publique, que s'ils définissaient en commun les étapes immédiates et prochaines de la transition vers la société socia*liste, que s'ils développaient* hardiment les institutions démocratiques, un terme serait mis aux incertitudes présentes. Les tenants du fascisme, qu'enhardit le prolongement de la crise, seraient ramenés au silence dont les divisions de la gauche les ont sortis.

Tout cela est possible. Tout cela est urgent. Au cours de ces derniers jours, des propositions ont été énoncées dans ce sens, aussi bien par des membres du *Mouvement des forces armées* que par nos camarades socialistes, tandis que le secrétaire général du parti communiste portugais annonçait que les militants *communistes avaient pour ins*truction expresse de rechercher un meilleur contact avec les autres partis de gauche.

C'est pourquoi nous nous déclarons à nouveau prêts à prendre part à une campagne capable de mobiliser notre opinion publique, *afin de soutenir* le peuple portugais dans sa lutte contre toutes les formes d'exploitation qui l'oppriment encore et à défendre avec lui son droit de vivre libre, à l'abri des violences. Encore faut-il poser des principes clairs et n'en pas déroger.

Croyez, chers camarades, à l'expression de nos sentiments cordiaux. »

Au Cambodge

Nomination de deux nouveaux vice-premiers ministres du GRUNC

Radio-Phnom-Penh, captée à Bangkok, a *annoncé mercredi* 13 août, la nomination de deux nouveaux vice-premiers ministres du GRUNC (Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge) : M. Ien Sary, chargé des affaires étrangères, et M. Son Sen, chargé de la défense nationale. La radio n'a pas fait mention de M. Khieu Samphan, jusqu'alors vice-premier ministre chargé de la défense nationale, considéré naguère comme l'homme fort des Khmers *rouges « révolutionnaires et nationalistes »*.

Le remaniement ministériel annoncé par Radio-Phnom-Penh remet-il, d'autre part, en question le rôle de M. Sarin Chakk, personnalité « sihanoukiste », ministre des affaires étrangères du GRUNC, qui dirigeait depuis Pékin la diplomatie khmère ? Il traduit *en tout* cas un renforcement de la tendance favorable au Vietnam du Nord au sein du régime de Phnom-Penh.

M. Ieu Sary, Khmer d'origine vietnamienne, né *dans le nord* du Cambodge, était, jusqu'à présent, *représentant des combattants de* l'intérieur auprès du GRUNC, à Pékin. Il fut, à ce titre, chargé de nouer des contacts avec les partis communistes du Vietnam du Nord, du Laos et de Corée du Nord.

PARIS ACCEPTE DE LAISSER AUX AUTORITÉS DE N'JAMENA LE SOIN DE NÉGOCIER LA LIBÉRATION DE Mme CLAUSTRE

Une nouvelle période d'attente anxieuse s'est ouverte pour Mme Claustre, l'archéologue française détenue en otage par les rebelles toubous, dans le Tibesti, depuis le 21 avril 1974. A la demande des autorités tchadiennes, le gouvernement français a en effet accepté de laisser les Tchadiens régler l'affaire entre eux, quitte à tenter de *reprendre l'initiative si les négo*ciations traînent en longueur.

Un « incident de parcours » est à l'origine de ce revirement. Au moment même où M. Stéphane Hessel, *ministre plénipotentiaire*, parvenait, au terme de quatre missions au Tchad, à un accord avec M. Hissène Habré, le jeune dirigeant de la rébellion, un avion, qui n'avait pas reçu l'autorisation de survol, ramenait en France trois photographes de *l'agence Gamma qui venaient* de passer deux mois avec les rebelles. Le gouvernement tchadien s'est ému de cette irrégularité, affirmant, à tort, que l'avion avait en outre apporté des armes aux ravisseurs de Mme Claustre. En même temps, M. Stéphane Hessel, qui s'était *permis de par*ler de « *réconciliation nationale* » — formule pourtant employée par les Tchadiens eux-mêmes, — était accusé « *d'ingérence dans les affaires intérieures tchadiennes* ».

Une enquête de la D.S.T. est en cours afin de déterminer les conditions dans lesquelles cet avion a ramené les trois photographes. — O. P.-V.

● *A la suite des récents orages*, le préfet de la Seine-Maritime a pris un arrêté déclarant « sinistrées au *titre des calamités agricoles* » la commune d'Etretat, ainsi que sept localités voisines, à la suite des dommages causés à certaines cultures par les orages survenus, vendredi dernier, sur cette partie du département.

Un secrétariat d'État à l'« éternel féminin » ?

Ce que revendique pour les femmes Mme Françoise Giroud, c'est, on l'imagine, l'égalité dans la différence, en quoi elle se démarque quelque peu de certains mouvements féministes qui seraient tentés d'abolir toutes les « différences » si cela était possible. Cette constatation, on peut la faire d'abord au vu de l'objet même de sa fonction gouvernementale : la condition féminine. Nul n'aurait songé, sauf en plaisantant, à inventer un secrétariat d'Etat à la condition masculine...

Mais l'interview exclusive que Mme Françoise Giroud vient de confier à France-soir *oblige à s'interroger : un pas de plus a été fait. N'est-ce pas d'un secrétariat d'Etat à l'éternel féminin dont M. Valéry Giscard d'Estaing a, en définitive, doté son gouvernement ? Qu'on ne voie là rien de péjoratif : les déclarations de Mme Giroud reposent agréablement de la gravité des propos que tient habituellement un ministre lorsqu'il s'adresse à des journalistes. Lequel de ses collègues mâles aurait eu l'audace de proclamer :* « Je suis coincée *entre le chef de l'Etat* et le premier *ministre*... Mes relations avec M. Chirac ne sont pas mauvaises du tout. Vous savez, c'est quelqu'un d'assez brutal, donc très impulsif, mais qui n'est pas vicieux, si je puis dire, et qui ne fait pas de coup en dessous. »

Quel ministre avouerait candidement : « Je suis suspecte de ne pas pouvoir faire ce que je voudrais faire », *ajoutant il est vrai* « mais pas suspecte de vouloir endormir les femmes et les encourager à rentrer dans leur foyer et à avoir des enfants ». *Un chef de gouvernement ne peut que mal recevoir cette entorse à la solidarité majoritaire :* « ... il y a une partie de la majorité qui ne m'aime pas parce qu'elle sait bien que je ne suis pas pour autant devenue quelqu'un qui va se rallier à un certain nombre de positions qui n'ont jamais été les miennes... »

(1) *France-Soir*, 13 août.

MATRA ET CHRYSLER-FRANCE ANNONCENT LA SORTIE D'UNE BAGHEERA « S »

Du nerf en plus

Matra et Chrysler-France annoncent la sortie, pour le mois de septembre, d'une version S de la Bagheera, qui *s'ajoutera aux modèles actuels*.

La sortie de la Bagheera sur le marché français en 1973 avait marqué plusieurs étapes. D'abord, la *collaboration entre* Chrysler-France et Matra prenait un nouveau tour puisque, contrairement à la 530 — qui avait été construite à dix mille exemplaires, — la participation de la firme de Poissy à sa construction devenait dominante : elle fournissait la plupart *des éléments du nouveau* véhicule ; ensuite, parce qu'avec la Bagheera, Matra passait de l'ère semi-artisanale à l'ère industrielle (importants investissements à Romorantin). Enfin, parce que les deux firmes s'attaquaient au marché du coupé industriel à vocation sportive. Le mariage a été *heureux* : en deux ans, vingt mille Bagheera ont été vendues, chiffre honorable pour ce type de voiture. Les trois places de front et le comportement *routier auront* séduit.

Le principal reproche fait alors au véhicule était ses faiblesses au niveau des reprises.

Pour les modèles 1976, Matra-Simca s'est attaqué au problème. La Bagheera classique (1 294 cm3) a pris du couple : il passe de *10,8 mKg à 4 400 tours*-minute à 11 mKg à 3 200 tours-minute, mais surtout une version S voit le jour, avec un moteur plus puissant de 1 442 cm3 à deux carburateurs double corps. Il développe 90 chevaux à 5 800 tours-minute et acquiert un couple de 12,8 mKg à *3 200 tours-minute. Ce moteur* a été choisi aussi, comme on le sait, pour la 1308 GT Simca (*le Monde* du 22 juillet 1975) qui sera commercialisée également à la rentrée.

Bien évidemment, si la tenue de route reste identique à celle *des modèles précédents*, la nervosité y a largement gagné. *Le* confort aussi, puisque l'équipement de base a suivi l'effort *fait* sur le moteur : lève-glaces électriques, cale-pieds passager réglables, glaces teintées, lecteur de cartes, moquette abondante. Une option *reste : un toit ouvrant*, au demeurant pratique.

Les prix, selon les versions, *seront les suivants* : Bagheera avec moteur 1 294 cm3, 33 100 F ; Bagheera S avec moteur 1 442 cm3, 36 200 F ; Bagheera S, *intérieur* Courrèges 38 700 F.

CLAUDE LAMOTTE.